

PIERRE MAXIMIN

**UNE
ENCYCLIQUE
SINGULIÈRE
SOUS LE III^e REICH**

V. H. O.

Chapitre I

Une encyclique et un discours

→ *Quand nous avons questionné, que nous a-t-on répondu ?*

En demandant au Magistère de fixer la relation de l'Eglise avec le Reich national-socialiste, nous sommes renvoyés à deux sources distantes dans le temps et d'importance inégale. La première est une encyclique mais, singulièrement, en langue vulgaire et non point latine, suivie d'une lettre d'apaisement du cardinal secrétaire d'Etat Pacelli expliquant aux autorités nationales-socialistes qu'il s'agit d'un pur et simple éclaircissement (*Erklärung*) de malentendus. Cette première source est un document religieux et diplomatique officiel. La seconde, un discours tenu à la Saint-Eugène au début de juin 1945, est, en revanche, un propos tournant à la diatribe contre le « spectre satanique » d'un Reich en ruines et contre ses membres accusés, muselés, abandonnés sans défense et sans droits à la vindicte impitoyable d'une haine élémentaire¹.

Le document écrit est l'encyclique de Pie XI *Mit brennender Sorge* « Sur la situation de l'Eglise catholique dans le Reich allemand » du 14 mars 1937 ; le document oral est l'allocution

¹. Voir, par exemple, en langue française, pour l'encyclique et pour le discours : *Les Enseignements pontificaux, La Paix intérieure des nations*, Présentation et tables par les moines de Solesmes (Desclée, Tournai 1957). Quant à la « lettre d'apaisement » qui a fait suite à l'encyclique, elle est, sauf erreur, introuvable en français et il est rarissime qu'il soit fait mention de son existence. On la trouvera en annexe, ainsi que les principaux documents cités ici.

pontificale de Pie XII au Sacré-Collège prononcée près de huit années plus tard, le 2 juin 1945.

Se pourrait-il cependant que pas un Allemand aujourd'hui n'ait gardé en mémoire ces cadres qui, dans les abris contre les raids de terreur, dirigeaient la prière de la foule, au sein d'une population calme et disciplinée? Ils organisaient et priaient. Cela n'étonnait personne. On connaissait le programme du Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) sur ce point. On savait qu'un concordat avait été conclu dès 1933 entre l'Eglise et le III^e Reich, ce Reich qui allait devenir la «Grande Allemagne» (*Germania Magna*, un terme bien ancien!) après le retour de l'Autriche, en mars 1938, hautement approuvé par les laïcs et la hiérarchie catholique. Ce sont là des souvenirs bien concrets et il faudrait déchirer le tissu de l'histoire et faire violence à la vérité pour les nier.

→ *Les textes, mais aussi leur contexte*

Il ne faut guère de temps pour s'apercevoir combien la connaissance des deux textes de base reste élémentaire chez ceux qui en traitent. Dans la plupart des cas on ne les a pas lus, et encore moins étudiés ; on ne cherche pas à les replacer dans leur contexte ou à en citer le seul commentaire autorisé qui en ait été – discrètement – livré à la publication.

Les circonstances n'encouragent guère les historiens à la rigueur critique, voire à la simple bonne foi. Déjà le vocabulaire est frelaté. Le mot « nazi » sert à tout et, pour émettre un jugement, l'on n'est plus le moins du monde *lié par les règles techniques relatives à l'administration de la preuve* ; nul *n'exigera que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique mais on les tiendra pour acquis*². Le mot « nazi » est devenu une injure à

². On aura reconnu le texte des statuts du Tribunal militaire international de Nuremberg : Article 19 : Le tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration de la preuve et il devra adopter une procédure rapide et non formaliste ; et Article 21 : Le tribunal n'exigera pas que soit rapportée la preuve de faits de notoriété publique mais les tiendra pour acquis.

côté de laquelle le « raca » de l'Écriture (Matt. 5, 22) n'est plus qu'un aimable sobriquet ³.

Pour notre part, c'est d'abord à titre de témoin d'une époque que nous nous penchons, avec un sentiment religieux fidèlement catholique, sur le contenu et l'objectivité de cette encyclique aussi mal connue que mal reconnue, presque toujours rappelée *per auditum* plutôt que lue studieusement. *Certa lectio prodest*, avertit Sénèque : la lecture exacte d'un texte nous fait seule progresser.

→ *Une encyclique mal entendue* : Mit brennender Sorge

Première remarque: le mot « national-socialisme », pas plus qu'aucun de ses dérivés, n'apparaît nulle part dans le document, et l'on voit mal comment le Saint Père condamnerait ce qu'il n'a point nommé, donc moins encore défini.

En second lieu, l'intitulé annonce son objet : « Sur la situation de l'Église catholique dans le Reich allemand » ⁴. Il devrait donc sauter aux yeux que le Saint-Siège ne considérerait pas comme sujet de son encyclique une *idéologie* à juger – éventuellement à condamner – pour la raison première que le national-socialisme ne constituait nullement une idéologie mais un système social en acte ⁵, et d'ailleurs radicalement opposé au collectivisme, comme le soulignait nommément le Père dominicain Eberhard Welty dans une thèse approfondie sur *La société et l'individu* ⁶. Sous le III^e Reich, il consistait en la réalisation de conditions

³. Sauf erreur, jamais, jusqu'à Pie XII inclusivement, le Pape n'a utilisé publiquement le mot « nazisme ».

⁴. Le titre complet s'énonce comme suit : *An die ehrwürdigen Brüder Erzbischöfe und Bischöfe Deutschlands und die anderen Oberhirten die in Frieden und Gemeinschaft mit dem apostolischen Stuhle leben : über die Lage der katholischen Kirche im deutschen Reich* (A nos vénérables Frères les Archevêques et Evêques d'Allemagne et aux autres Pasteurs vivant en paix et en communion avec le Siège apostolique : Sur la situation de l'Église catholique dans le Reich allemand).

⁵. Pour une confirmation, bien résumée et documentée, sur la différence entre le socialisme révolutionnaire (et son avatar virulent, le communisme), d'une part, et le national-socialisme, d'autre part, voir Juan Maler : *Rette sich wer kann* (Selbstverlag, Buenos Aires 1989), p. 214 et suivantes.

⁶. Eberhard Welty : *Gemeinschaft und Einzelmensch, bearbeitet nach den Grundzätzen des Hl. Thomas von Aquin* (Anton Pustet, Salzburg-Leipzig 1935), p. 313 et 435, note 21 où il est fait explicitement référence à *Mein Kampf* d'Adolf Hitler.

politiques concrètes, dans lesquelles l'Eglise occupait vraiment une « situation » dont elle estimait avoir à se plaindre, comme d'ailleurs de toutes les « situations » concrètes qui lui sont accordées, pour ne pas dire concédées, parcimonieusement par les Etats depuis la Réforme ; en particulier, depuis que l'Eglise a été solennellement bannie des actes internationaux par le Traité de Westphalie (1648) ⁷. Aussi bien cette situation allemande de 1937 se réalisait-elle au sein d'un Etat, le « Reich allemand », qui, lui-même, n'était nullement visé en tant que tel dans cette encyclique. Sa légalité et sa licéité n'étaient aucunement contestées.

Jusque-là, les relations du Saint-Siège avaient été satisfaisantes avec le nouvel Etat allemand. Il ne faut pas oublier – même si le souvenir en paraît désagréable aujourd'hui – que le Vatican avait été la première grande puissance à reconnaître le Reich ⁸, sans doute en raison de la première proclamation d'intention de l'Etat national-socialiste en matière religieuse.

Le premier février 1933, Hitler prononça pour la première fois, en sa nouvelle qualité de chef de gouvernement, un discours radiodiffusé qui fut relayé par toutes les stations d'émission allemandes. Il rendit public, dans son « Appel du Gouvernement du Reich », deux plans de quatre ans pour les agriculteurs et pour les ouvriers ; il y déclarait entre autres : « Dès lors, le gouvernement national considérera comme sa première et plus haute mission de restaurer l'unité d'esprit et de volonté de notre peuple. Il gardera et protégera les fondements sur lesquels repose la force de notre nation. Il prendra sous sa ferme protection le christianisme, qui est la base de toute notre morale, et la famille, qui est la cellule constitutive tant de l'être de notre peuple que de l'Etat ⁹.

Et le même Adolf Hitler, dans son premier discours prononcé en tant que Chancelier impérial, le 23 mars 1933, déclara :

Les avantages qu'un particulier pourrait retirer en politique de compromis avec les organisations athéistes ne sont pas, et de loin, compensés par la destruction qui en résulte des fondements de la morale publique.
Le gouvernement national voit dans les deux confessions chrétiennes les facteurs les plus importants pour le maintien de notre peuple. Il respectera les traités conclus entre elles et les différents Ländern.
Il ne sera pas touché à leurs droits.

⁷. Que Jacques Bainville ne craignait pas d'appeler « le meilleur des traités ».

⁸. David Irving : *Nuremberg the Last Battle* (Focal Point, London 1996), p. 105.

⁹. *Nation-Europa*, octobre 1982, p. 7.

Sans doute, cela n'a pas empêché, dans l'instant même, l'encyclique de se transformer en un outil de propagande antiallemande. Mais ce fait ne change rien à l'interprétation que devait en faire – et le doit toujours encore – «quiconque se laisse imprégner des paroles du Saint Père, uniquement inspirées en toutes ses parties par l'inquiétude et par une objectivité dépourvue de passion». Le lecteur jugera si ce devoir est, et fut jamais, communément accompli.

→ *Singularité de l'encyclique Mit brennender Sorge: ambiguïté de la langue, de la date et de la destination*

Néanmoins, si *Mit brennender Sorge* est une encyclique qui, pour son contenu et sa substance, répond à toutes les lois du genre, elle est, dans ce genre, hors de pair par son mode de publication. Pour dire le moins, cette publication s'est déroulée d'une manière inhabituelle et, volontairement ou non, propre à engendrer le malentendu dans des esprits déjà bien meublés de préjugés. Les bizarreries qui ont présidé à cette opération sont de trois ordres : la langue, la date, la concomitance avec une autre encyclique, *Divini Redemptoris*, « sur le communisme athée » du 19 mars 1937.

- LA LANGUE : Avec *Mit brennender Sorge* la langue allemande a été utilisée pour la première et unique fois dans l'histoire pour la rédaction d'une encyclique. La raison n'en apparaît nulle part.
- LA DESTINATION : La formule d'adresse de la circulaire en devenait ambiguë :

A nos vénérables Frères les Archevêques et Evêques d'Allemagne et aux autres Pasteurs vivant en paix et en communion avec le Siège Apostolique :
Sur la situation de l'Eglise catholique dans le Reich allemand.

Qui étaient les destinataires de l'encyclique ? Uniquement les «Archevêques et Evêques d'Allemagne» ? Fallait-il entendre ces «autres Pasteurs vivant en paix et en communion avec le Siège Apostolique» comme d'Allemagne également et uniquement, ou comme du monde entier, ainsi qu'habituellement il en va pour les encycliques ? Cela n'a jamais été publiquement précisé. Si on ne sait pas quelle intention a présidé au choix inaccoutumé de la langue allemande et au flou enveloppant les destinataires de

l'encyclique, on sait, au contraire, parfaitement qu'elle a contribué à installer durablement l'opinion que : «*Mit brennender Sorge* a condamné le III^e Reich et le national-socialisme», qu'elle était faite pour cela et rien que pour cela. Ce qui, nous allons le voir, n'était pas du tout l'avis de son signataire.

• LA DATE : Troisième source de méprise, la date de cette encyclique. Sans doute objectera-t-on que la date, comme de coutume, précède immédiatement la signature en fin de document : le 14 mars 1937. Et pourtant, là non plus tout n'est pas lumineux : la signature eut lieu, non le 14, mais bien le 10 mars. Toutefois, le document, pour quelque raison, fut *postdaté* au 14. Ensuite, il fut distribué aux évêchés par courrier le 12, afin d'être reproduit et communiqué aux paroisses, et être lu en chaire le dimanche des Rameaux 21 mars.

Quelle était la raison d'une mise en scène aussi compliquée ? On n'en sait trop rien mais on a ainsi réussi à faire croire par insinuation que c'était pour déjouer la vigilance de la célèbre Gestapo. Cela ne résiste guère à l'examen. Il y eut certainement des centaines de milliers, sinon des millions d'exemplaires imprimés, à répandre secrètement « dans quelque 20 000 paroisses catholiques du Reich »¹⁰. Une police secrète qui se laisserait berner dans des conditions pareilles n'aurait guère mérité son nom, ni son renom¹¹. Semblable confusion fut une autre contribution aux fausses interprétations qui s'inscrivent dans les manuels d'histoire et pratiquement dans toutes les mémoires au sujet de *Mit brennender Sorge*.

¹⁰. Selon Joël Pottier : « La Résistance catholique allemande au national-socialisme » (supplément *La Contre-Encyclopédie*, dans *Lecture et Tradition* n° 223-224, de septembre-octobre 1995). Par contre, le bulletin allemand *Einsicht* (avril 1997, p. 13) parle de 11 500 églises catholiques à ce moment-là en Allemagne. Qui faut-il croire ?

¹¹. La Gestapo n'était pas une police politique mais une police secrète constituée sous la République de Weimar, avec, comme affectation spéciale, la lutte contre l'activisme insurrectionnel communiste par la neutralisation et le démantèlement des milices spartakistes qui terrorisaient la rue. La Gestapo conserva d'ailleurs son chef (Heinrich Müller) et la plupart de son personnel jusqu'en 1945. Simplement, sous le III^e Reich elle était devenue plus efficace. Doù son exécration par sa cible principale, les communistes, et tous ceux qui les ont rejoints au coude à coude dans « la lutte contre l'ennemi commun ».

De toutes ces manœuvres d'exécution, le grand public ne comprend erronément qu'une chose : Rome renvoie dos à dos les deux adversaires, le communisme athée, d'une part, et le national-socialisme, d'autre part. Ce public ne s'embarrasse pas de subtilités, et pour lui une encyclique est une encyclique. Si quelque intrigant, dans les couloirs du Saint-Siège, avait voulu ouvrir une fausse fenêtre de symétrie pour accrédi-ter l'équivalence célèbre mais absurde entre communisme et national-socialisme, l'opération avait parfaitement réussi, et son succès ne s'est jamais démenti.

De fait, si à Berlin on avait salué, le 19 mars ¹², la condamnation de l'idéologie communiste, on déchantait bientôt, quand on crut – indûment – qu'un document équivalent visait le régime national-socialiste. Les allées et venues sur les dates n'étaient pas étrangères à l'imbroglio.

→ *Les erreurs d'interprétation*

Si l'on en vient à l'interprétation proprement dite de *Mit brennender Sorge*, ce sera pour avouer une certaine perplexité. A de rares exceptions près, personne n'a compris cette circulaire dans le sens officiellement souhaité par son signataire, ce qui, pour un document magistériel, est le contraire du commun. Les mesures pratiques de sa diffusion en Allemagne, nous venons de le voir, assaisonnées d'un romantisme évident de clandestinité, ne furent pas étrangères à la réputation d'une hostilité non écrite envers le III^e Reich aussitôt attribuée, par une méprise générale, à *Mit brennender Sorge*.

Dans les faits, comme on pouvait le craindre, le choix de la langue ne fut pas pour clarifier les idées. Les justes et pertinentes remontrances contenues dans l'encyclique restèrent sans effet hors des frontières du Reich, pour la mauvaise raison que ce qui était dit en allemand ne pouvait concerner que les Germains. En dehors de leur périmètre, la leçon de politique administrée par Pie XI n'enfonçait évidemment que des portes ouvertes : vraie foi en Dieu, vraie foi au Christ, vraie foi dans

¹². Jour de la publication de l'encyclique *Divini Redemptoris* sur le communisme athée.

l'Eglise, vraie foi en la primauté du Siège romain, interprétation authentique des mots et concepts sacrés, respect de la morale et de l'ordre moral, reconnaissance du droit naturel – qui sont les principaux thèmes de *Mit brennender Sorge* – tout cela, en 1937, n'était-il pas connu par cœur et mis en pratique par tous les peuples civilisés, sur les deux rives de l'Atlantique, sous des régimes plus exquis les uns que les autres ? Tout particulièrement en France, de par le règne du Front populaire, en Grande-Bretagne, suivant la flamberge de l'antipapisme conquérant des Windsor, et aux Etats-Unis, sous le niveau rigoureux, laïciste et maçonnique du président Franklin Delano Roosevelt ? N'était-ce pas le sûr indice, sinon la preuve, que seul le III^e Reich avait une leçon à prendre ?

→ Une pièce largement méconnue : la Note du 30 avril 1937 de la Secrétaire d'Etat au gouvernement du Reich ¹³

Les principaux intéressés de ce drame – car n'en est-ce pas un que de rencontrer l'équivoque là où devait resplendir la clarté ? – semblent tous s'être trompés dans l'interprétation de l'encyclique *Mit brennender Sorge* ; les ennemis de l'Allemagne, certainement, mais aussi le gouvernement allemand lui-même, qui, lui – nous l'avons vu déjà mais nous allons le voir encore – n'était pas sans excuses.

A la suite de la diffusion de l'encyclique dans les églises, l'ambassadeur d'Allemagne auprès du Saint-Siège va remettre à la Secrétaire d'Etat une note en défense de son gouvernement, signée du 12 avril 1937 (voy. Annexe II, p. 109), note, pleine d'amertume d'ailleurs, à laquelle répondra en personne, le 30 avril 1937, le cardinal secrétaire d'Etat, Eugenio Pacelli ¹⁴ (voy. Annexe III, p. 111). Il est regrettable que personne, sauf erreur, dans les milliers de livres parus sur le sujet, ne s'arrête à ce

¹³. Voir *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945 aus dem Archiv. des deutschen auswärtigen Amtes*, Série D (1937-1945), Band II (Imprimerie Nationale, Baden-Baden 1950), p. 778 à 785.

¹⁴. *Le cardinal secrétaire d'Etat Pacelli à l'ambassadeur d'Allemagne auprès du Saint-Siège*, Note du 30 avril 1937, annexée au mémorandum n° 95 du 4 mai 1937. Voir *Akten zur Deutschen auswärtigen Politik...*, *ibidem*, p. 778-789.

document capital et incontestable, moins encore ne l'examine. Dès le prologue, le ton, bien que digne et sévère, reste déférent. En son premier point, cette Note, qui en comporte huit, reproche au gouvernement allemand d'avoir mal compris l'intention de l'encyclique. Il est inexact, y est-il écrit, que *Mit brennender Sorge* soit un document hostile, alors qu'il se veut simplement médicinal. Et incidemment la Note décerne par deux fois, dès ce premier paragraphe, un indéniable *satisfecit* au gouvernement du Reich. Le cardinal secrétaire d'Etat écrit en effet :

Tout progrès du peuple allemand sur le chemin d'une véritable prospérité, tout objectif et toute action de son gouvernement au service de ce but sont assurés de l'approbation éclairée et du soutien moral du Saint-Siège ¹⁵.

Soulignons que le Vatican trouvait matière à approbation dans les réalisations politiques et sociales du Reich, et non pas une approbation distraite mais bien une approbation *éclairée*. Et même, après avoir formulé son intention de porter le fer dans les plaies à guérir, la Note du secrétaire d'Etat insiste en ajoutant une nouvelle fois :

Un franc constat des dommages ne signifie nullement que les prestations réalisées pour le bien-être du peuple allemand ne soient pas reconnues ¹⁶.

Par là, le cardinal secrétaire d'Etat prend acte expressément du fait que le gouvernement du Reich remplit sa mission de garder le bien commun temporel. L'autorité suprême de l'Eglise, tout en s'imposant de rester au-dessus de toute appréciation politique, se plaît à créditer le gouvernement du Reich du progrès social dont à peine un peu plus de quatre années de règne ont fait bénéficier le peuple allemand.

→ *Reproches sévères*

Mais cette satisfaction du Saint-Siège lui rend plus regrettables les reproches qui sont l'objet propre de l'encyclique. C'est donc

¹⁵. *Jeder Schritt des deutschen Volkes auf dem Wege zu wahrer Wohlfahrt, jede Zielsetzung und Handlung seiner Regierung, die diesem Ziele dient, ist der verständnisvollen Zustimmung und der moralischen Unterstützung des Heiligen Stuhles sicher.*

¹⁶. *Die freimütige Feststellung solcher Schäden schließt nicht die Anerkennung für Leistungen aus, die der Wohlfahrt des deutschen Volkes dienen.*

sans raison que le gouvernement allemand accuse le Saint Père d'hostilité, dont l'intention, répétons-le, est seulement médicinale. Le cardinal Pacelli le précise en ces termes :

Ce diagnostic ne vise rien d'autre qu'une guérison plus rapide, plus radicale et plus sûre¹⁷.

Le Pape souhaite promouvoir «une guérison» «rapide», «radicale» et «plus sûre». Ce n'est pas le ton que l'on emploie pour s'adresser à «un régime d'assassins». Ce n'est pas davantage, il faut bien en convenir, ce que les historiens et commentateurs ont retenu de l'encyclique *Mit brennender Sorge*, dont ils ne peuvent autrement parler que comme d'une mercuriale vengeresse et comminatoire. Les craintes de la Note en défense allemande du 12 avril 1937 étaient donc loin d'être illusoire, et, soixante ans plus tard, amis et ennemis de l'Eglise s'emploient à lui donner raison sur ce point de détail.

Le point 2 de la Note vaticane n'a pas d'intérêt doctrinal et ne concerne que l'intitulé de l'encyclique dont il a été question plus haut.

→ *Mit brennender Sorge aux mains des communistes et autres ennemis de l'Allemagne*

Au point 3, la Note répond à la plainte de Berlin concernant l'usage qu'ont pu faire les communistes du document pontifical : on estimait à Berlin, en effet, que le communisme international tournait la « condamnation » de l'Allemagne par le Saint-Siège au profit de sa propagande. Le cardinal secrétaire d'Etat répond :

...la finalité religieuse de l'encyclique, étrangère à toute aspiration politique, est claire et sans ambiguïté pour quiconque s'efforce de la comprendre sans prévention¹⁸.

et il ajoute :

C'est précisément ce que de nombreuses voix étrangères ont relevé avec insistance¹⁹.

¹⁷. [Eine Diagnose,] die kein anderes Ziel kennt als das baldiger, gründlicher und gesicherter Heilung.

¹⁸. Für jeden, der ohne Voreingenommenheit die Enzyklika auf sich wirken läßt, ist ihre religiöse, allen politischen Tendenzen ferne Zielsetzung eindeutig und einleuchtend.

¹⁹. Viele Auslandsstimmen haben gerade dies mit Nachdruck hervorgehoben.

Après plus d'un demi-siècle, force est bien de constater que les nombreuses voix étrangères se sont tues, depuis longtemps, couvertes par la cacophonie publicitaire des communistes, de leurs amis et compagnons de route, sans compter l'innombrable cohorte des « idiots utiles ». Aujourd'hui, on n'entend plus que la version selon laquelle *Mit brennender Sorge* aurait constitué l'arme absolue pour combattre le « nazisme » en lui donnant un coup d'arrêt essentiellement *politique* et accessoirement religieux. A l'époque même, le cardinal en prenait son parti sans trop se formaliser quand il écrivait :

Les interprétations fausses et tendancieuses de tierces personnes n'y peuvent rien changer. Le Saint-Siège ne peut malheureusement pas empêcher les interprétations abusives à des fins politiques qui sont données à ses déclarations et à ses actes officiels. La presse allemande en fournit le continuel exemple et, bien que placée sous le contrôle et la direction du ministère, elle ne s'en rend pas moins coupable de pénibles déformations²⁰.

De fait, mais qui se souvient encore aujourd'hui de la litote exhalée dans ce simple soupir, par laquelle le cardinal secrétaire d'Etat réduisait à des écarts personnels d'interprétation journalistique le *furioso* planétaire exécuté comme sous une seule et toute-puissante baguette ?

Il reste que l'intention du Magistère était d'enrayer le noyautage des milieux dirigeants du gouvernement et du parti national-socialiste par un clan. Ce clan tendait à leur instiller une idéologie antichrétienne.

→ *Le communisme international*

Au point 4 de la Note vaticane, on aborde la question du communisme, mais sous quel angle ?

Le gouvernement du Reich, nous l'avons vu, se plaignait, non sans raison, de l'effet destructeur que n'allait pas manquer d'exercer la publication de *Mit brennender Sorge* immédiatement après *Divini Redemptoris* (contre le

²⁰. *Daß der Hl. Stuhl mißbräuchliche politisierende Ausdeutungen seiner Amtsverlautbarungen und Amtshandlungen leider nicht verhindern kann, dafür bietet die unter ministerieller Kontrolle und Leitung stehende und trotzdem sich peinlicher Verdrehungen schuldig machende Presse Deutschlands fortdauernde Beweise.*

communisme athée)²¹. Par là, pensait-on également à Berlin, on avait porté un coup dangereux au front de défense contre le danger universel du bolchevisme. En réponse, le cardinal secrétaire d'Etat se contente d'affirmer que c'est là une nouvelle erreur de raisonnement, une vue de l'esprit, et que d'ailleurs telle n'avait certainement pas été l'intention de l'encyclique.

Toutefois, Mgr Pacelli en profite pour affirmer la gravité du combat contre le communisme, gravité dont, moins de cinq ans plus tard, les Alliés allaient devoir d'urgence dissuader leurs amis, notamment catholiques, en déversant des flots de mensonges méthodiques habilement tournés par les professionnels londoniens de la désinformation et de la contrefaçon.

Le Saint-Siège ne méconnaît pas la grande importance que revêt l'édification des fronts de défense politiques intérieurement sains et viables contre le danger du bolchevisme athée²².

Sur quoi, à très juste titre, la Note du Vatican rappelle que le pouvoir a pour devoir de ne pas privilégier les moyens d'action matériels contre l'athéisme bolchevique, dans la méconnaissance, voire au détriment, des moyens spirituels préconisés par l'Eglise. En outre, continue-t-elle, il n'y a pas que le «système démentiel et révolutionnaire du bolchevisme»²³ qui doive être condamné. Il faut aussi combattre toutes les erreurs qui, dans le régime allemand actuel (avril 1937), «s'efforcent de s'implanter au sein d'autres tendances politiques et philosophiques et se hisser au niveau du pouvoir»²⁴. L'avertissement était donc celui-ci : Vous combattez les erreurs du communisme, c'est fort bien, mais prenez garde que d'autres

²¹. En réalité, comme dit plus haut, *Mit brennender Sorge* a été signée matériellement le 10 mars, mais *formellement* postdatée au 14 mars, soit respectivement neuf et cinq jours *avant* l'encyclique sur le communisme *Divini Redemptoris* du 19 mars. Ce qui complique l'affaire, c'est que la lecture en chaire, en Allemagne, de *Mit brennender Sorge* eut lieu le 21, soit deux jours *après* *Divini Redemptoris*.

²². *Der Hl. Stuhl verkennt nicht die große Bedeutung, welche die Bildung innerlich gesunder und lebensfähiger politischer Abwehrfronten gegen die Gefahr des atheistischen Bolschewismus besitzt.*

²³. *...über der Verurteilung des bolschewistischen Wahn- und Umsturzsistem...*

²⁴. *...solchen Irrtümern, die sich in anderen politischen und weltanschaulichen Richtungen einzunisten und nach der Herrschaft zu drängen anheben.*

erreurs ne tentent pas, pendant ce même temps, de s'incorporer à vos propres tendances politiques et philosophiques et qu'elles ne se hissent ainsi au pouvoir par votre truchement inattentif.

Et le cardinal secrétaire d'Etat de poursuivre sa pensée en ajoutant, avec une grande pertinence, selon la paraphrase que nous en faisons : Ce n'est pas parce que des erreurs sont professées par des anticommunistes qu'elles deviennent inoffensives et qu'il faille cesser de les combattre. Or, c'est ce que la note allemande suggère, mais à tort et à courte vue ; c'est aussi souverainement maladroit en ce que cette attitude enlève tout le nerf au front anticommuniste que «le gouvernement et le parti qui le soutient» (point 2) ont érigé en Allemagne. Et le porte-parole du Saint-Siège de se plaindre qu'«une certaine littérature, une presse privilégiée et de multiples organisations [qui] mènent sous les yeux de milieux officiels, et avec leur tolérance ou leurs encouragements, un combat organisé contre les chrétiens et l'Eglise».

Reproches sévères, sans doute, mais qui, ni dans les faits, ni dans l'intention ici exprimée, n'équivalent à une condamnation. Mgr Pacelli prend bien soin de souligner, fort à propos et au nom du Saint-Siège, « l'unique intention, conforme à son devoir, non de dénoncer ni d'accuser, mais de guérir et de sauver ». Reproches sévères aussi, mais restés sans équivalents contre les aberrations souvent de loin plus caractérisées chez les gouvernements et les Etats contemporains.

Au point 6 on apprécie l'étonnement du gouvernement allemand quant au processus utilisé pour la diffusion de *Mit brennender Sorge*. Nous n'insisterons pas sur ce différend circonstanciel dont nous avons traité l'objet plus haut. Il n'a aucunement trait au contenu doctrinal de l'encyclique. En effet, le débat sur la publication, la tactique de diffusion et la lecture en chaire de *Mit brennender Sorge* ne présentaient qu'un intérêt fort secondaire pour la cause principale, que le temps n'a pas développé.

→ *Une rectification capitale : non-lieu pour le gouvernement du Reich et « le parti qui le soutient »*

Dans le point 7, en revanche, le cardinal reproche au gouvernement de Berlin d'avoir compris comme dirigée contre lui la grave accusation de «manœuvres qui, dès le début, ne visaient qu'à une guerre d'extermination» contre l'Eglise catholique. Or, l'encyclique ne contient rien de tel :

En examinant avec précision le texte de l'encyclique, le gouvernement se rendra compte qu'il s'agissait simplement de constater l'existence de ces manœuvres sans que pour autant la direction de l'Etat en tant que tel soit assimilée à ces manœuvres²⁵.

Qui donc alors l'accusation visait-elle ? La Note du Vatican le précise immédiatement :

Il suffit de connaître la littérature et la rhétorique de certaines personnalités dirigeantes et organes du mouvement national-socialiste et des groupements idéologiques qu'elles patronnent pour faire la regrettable constatation que les précisions données dans l'encyclique sont conformes à la réalité²⁶.

Mais, poursuit le cardinal secrétaire d'Etat, il était du devoir du gouvernement de mettre bon ordre à ces dérèglements :

Il appartient au gouvernement d'éliminer les anomalies relevées, ce que tendent à confirmer les déclarations de hautes personnalités de l'Etat faites à des représentants de l'Eglise. Le gouvernement n'a pas encore jusqu'ici mis lui-même cette possibilité à profit²⁷.

Le Saint-Siège estimait outrepassée la limite de la tolérance, c'est un fait, mais, de là à conclure lapidairement, comme on n'a jamais cessé de le faire jusqu'à ce jour, à une condamnation en bonne et due forme du national-socialisme dans son principe par *Mit brennender Sorge*, il y a, non de la marge, mais le gouffre honnêtement infranchissable qui sépare la chose de son contraire.

→ *Un autre témoignage : deux poids et deux mesures*

²⁵. Eine genaue Nachprüfung des Enzyklikatextes wird die Regierung davon überzeugen, daß lediglich das Vorhandensein solcher Machenschaften festgestellt war, ohne daß die Staatsführung als solche damit gleichgesetzt wurde.

²⁶. Es genügt, das Schrifttum und die Rhetorik gewisser führender Persönlichkeiten und Organe der nationalsozialistischen Bewegung und von ihr begünstigter Meinungsgruppen zu kennen, um die bedauerliche Feststellung zu machen, daß die Erklärung der Enzyklika der Wirklichkeit entspricht.

²⁷. Diesen Mißstand abzustellen, liegt in der Hand der Regierung, wie Äußerungen höchstgestellter Persönlichkeiten der Staatsführung kirchlichen Vertretern gegenüber beweisen. Sie hat von dieser Möglichkeit bisher keinen Gebrauch gemacht.

A cet égard, il n'est pas superflu de se reporter à une autre note de chancellerie faisant rapport de l'une des innombrables démarches particulières du nonce apostolique à Berlin, concernant cette presse dont parlait Mgr Pacelli. C'est un mémoire d'audience consigné par le ministre des Affaires étrangères du Reich von Neurath, qui venait de recevoir le prélat. Le mémoire, daté du 16 octobre 1937, était uniquement destiné aux archives :

Le nonce se plaignit alors du ton et du contenu des articles du *Schwarze Korps*²⁸, qui n'arrêtait pas de s'en prendre à la personne du Pape, à l'Eglise et à la religion catholique. Je dis au nonce que je ne pouvais pas comprendre ces récriminations continuelles contre des articles du *Schwarze Korps*. Il me fallait bien constater que le Vatican passait le plus clair de son temps à faire prendre pour de graves attaques contre l'Eglise et la religion chacun des articles de journaux paraissant en Allemagne et chacun des propos irréfléchis émis par des gens mal informés. Pendant ce temps-là, sur les événements d'Espagne, il avait fait preuve d'abord d'une passivité complète et n'avait adopté que fort longtemps plus tard une position d'ailleurs très molle. Il était donc manifeste que le Vatican usait de deux poids et deux mesures. Le nonce était prié, à l'avenir, de s'abstenir de prendre ombrage d'articles de journaux. Pour commencer, dans la mesure même de leurs outrances, ces articles manquaient leur but, et je lui dis n'avoir pas remarqué que les catholiques allemands fussent devenus moins pieux qu'avant à cause des articles du *Schwarze Korps*.

Exceptionnellement, mon entretien avec le nonce avait pris un tour assez vif²⁹.

Certains catholiques sont restés depuis lors aussi intrigués que von Neurath par les deux poids et deux mesures en question. L'attitude du Vatican sur la guerre en Espagne n'était pas de simple passivité mais d'hostilité franche, comme nous aurons encore l'occasion de nous en apercevoir.

→ *L'Eglise d'Allemagne sauvée du communisme*

Retournons au point 7, où nous avons laissé la Note vaticane du 30 avril 1937. Le cardinal secrétaire d'Etat observe que la Note

²⁸. *Das Schwarze Korps* signifie « Le Corps noir », le mot *corps* étant pris dans le sens de formation militaire, dans le même sens où l'on parle du *Cadre noir* de Saumur.

²⁹. Voir *Akten zur deutschen auswärtigen Politik 1918-1945 / Serie D (1937-1945) / Band V : Polen / Südosteuropa / Lateinamerika / Klein- und Mittelstaaten Juni 1937 - März 1939*, p. 816.

en défense allemande du 12 avril appelle «l'attention sur le fait, reconnu par l'Eglise elle-même, que c'est grâce au national-socialisme que l'Eglise catholique d'Allemagne a été sauvée du chaos bolchevique»³⁰. Mgr Pacelli se garde bien de contredire ce point. Il écrit en effet :

Le Saint-Siège ne nie pas que le gouvernement actuel de l'Allemagne a efficacement éliminé le communisme en tant qu'organisation publique. (...) En tout cas il apprécie tout effort honnête vers l'ordre et la paix.

Entre les deux phrases, on lit cette considération extracurriculaire et politique, qui ne manque pas de laisser songeur aujourd'hui :

Dans quelle mesure, à l'époque de la prise du pouvoir par le national-socialisme, le communisme représentait en Allemagne un danger immédiat dont il était exclu de pouvoir triompher par d'autres moyens, voilà une question objective que le Saint-Siège en tant que tel n'a pas à trancher.

Au cours de soixante ans de malheurs et de manœuvres criminelles, des dizaines de millions de morts, victimes d'un anticommunisme impuissant, stérile, maladroit et purement déclamatoire, se sont chargés de répondre en silence à l'interrogation platonique formulée en style indirect par le cardinal secrétaire d'Etat.

Le reste du point 7 est consacré à des questions d'intendance, qui ont perdu tout intérêt.

→ *Rupture avec la démocratie libérale et devoir de conscience*

Passons à l'ultime point suivant. Mgr Pacelli répond à la note allemande là où le gouvernement du Reich affirme avec force que le nouvel Etat «a définitivement rompu avec les conceptions et méthodes de la démocratie libérale et parlementaire». Or là n'est pas la question, répond le cardinal, parce que le Saint-Siège ne se mêle jamais de la forme d'un gouvernement, mais « L'encyclique pontificale a seulement posé en principe que tout

³⁰. *Es bedarf nur des Hinweises auf die auch vom Heiligen Stuhl anerkannte Tatsache, daß die katholische Kirche Deutschlands durch den Nationalsozialismus vor dem bolschewistischen Chaos gerettet worden ist*, telle était la phrase de la note allemande, reprise textuellement par le cardinal secrétaire d'Etat. Il va la confirmer en écrivant : « *Der Heilige Stuhl verkennt nicht daß die heutige Deutsche Regierung den Kommunismus als öffentliche Organisation erfolgreich beseitigt hat.* »

statut juridique d'un Etat est soumis à la loi de Dieu ». Sachant que l'Etat allemand auquel il s'adressait n'était pas un Etat laïc, il continuait :

Tant que ce principe sera reconnu et mis en pratique par le gouvernement allemand, les conflits de conscience entre les devoirs du chrétien et ses devoirs de fidélité de citoyen resteront exclus³¹.

C'était dire que le principe était bien reconnu et mis en pratique, mais qu'il était menacé par un clan d'idéologues, d'ailleurs plus inspirés de la Révolution française et de la philosophie des Lumières que de la tradition allemande. Doù l'intervention de Rome.

→ *De quelques sujets d'étonnement*

En concluant l'examen de la Note officielle du Saint-Siège du 30 avril, on se demande pourquoi les justes reproches qu'elle contient ne s'adressaient qu'à l'Allemagne, et à cette Allemagne-là, quand dans le même temps la quasi-totalité des républiques (monarchiques ou non) de par le monde se cramponnaient à une laïcité ombrageuse, dont pas une, dans le meilleur cas, n'est revenue depuis³².

L'étonnement croît encore quand un auteur aussi peu suspect de sympathie pour le national-socialisme que John Lukacs constate franchement :

L'élément le plus important – et le plus frappant – [de la politique hitlérienne] était son anticommunisme ; mais il y avait en outre des présentations plus qu'occasionnelles de lui-même et du national-socialisme comme étant contre-révolutionnaires, et même bien des déclarations positivement favorables au christianisme³³.

Déjà, dans *Mein Kampf*, constate le même auteur :

³¹. Wenn dieser Grundsatz von der deutschen Staatsführung im Prinzip anerkannt und in der Praxis gehandhabt wird, sind Konflikte zwischen der Gewissenspflicht des Christen und der Treupflicht des Staatsbürgers ausgeschlossen.

³². On aimerait savoir comment se débrouillent les sujets de ces Etats pour résoudre « les conflits de conscience entre les devoirs du chrétien et ses devoirs de fidélité de citoyen », lorsqu'ils leur prêtent serment.

³³. John Lukacs : *Hitler of History* (Alfred Knopf, New York 1997), p. 86.

[Hitler] faisait l'éloge de Karl Lueger, du parti populaire chrétien, « qui savait comment faire usage des structures du pouvoir et de l'autorité, se servant de ces institutions et éléments anciens au profit de son propre mouvement »³⁴.

Speer a rappelé que lorsque, en 1937, précisément :

...Hitler entendit que beaucoup de ses adhérents avaient renoncé à leur appartenance religieuse, sous la pression de dirigeants du parti ou de la SS, il interdit à ses proches collaborateurs, y compris Göring et Goebbels, de faire de même ; et qu'en 1942 il insistait sur l'absolue nécessité de maintenir les Eglises. Il condamnait avec rigueur la lutte contre les Eglises : un crime contre l'avenir du peuple : substituer une *idéologie de parti* est une impossibilité³⁵.

D'où l'on comprend que von Papen ait pu déclarer que :

...« le III^e Reich était la riposte chrétienne à 1789 », c'est-à-dire le mouvement contre-révolutionnaire opposé à l'illuminisme français³⁶.

A trois évêques qu'il rencontrait le 27 juin 1934³⁷ Hitler déclarait :

Jamais de ma vie je ne mènerai un Kulturkampf.

La presse catholique actuelle, toutes tendances confondues, n'évoque jamais sans un grand luxe d'explications embarrassées l'adhésion sans arrière-pensée de l'épiscopat autrichien à l'*Anschluß*, c'est-à-dire au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Le 18 mars 1938, le cardinal Theodor Innitzer envoyait au Gauleiter de Vienne une déclaration solennelle en ce sens et l'accompagnait d'une lettre dont la signature était précédée d'un vibrant *Heil Hitler!*³⁸

→ *Quelques traits passés sous silence par l'histoire officielle*

Il n'est certainement pas futile de se souvenir que le cardinal Faulhaber, dans son sermon du Nouvel An 1938, soit plus de

³⁴. John Lukacs : *ibidem*, p. 87.

³⁵. John Lukacs : *ibidem*, p. 89.

³⁶. John Lukacs : *ibidem*, p. 90.

³⁷. Trois jours avant la répression du putsch révolutionnaire de Röhm. Les trois évêques étaient Gröber, de Fribourg, Berning, d'Osnabrück, et Bares, de Berlin (John Lukacs : *ibidem*, p. 87 et 90).

³⁸. Sous le coup de la honte rétroactive, les archives du diocèse de Vienne ont été inaccessibles à la recherche – et peut-être le sont-elles encore – pour la période de 1933 à 1945. Normalement il ne devrait pas y avoir de crainte puisque l'*Anschluß* fut reconnu par toutes les nations du monde, sauf le Mexique. Donc y compris par le Vatican.

huit mois après *Mit brennender Sorge*, avait exalté « l'exemple donné par Hitler d'un style de vie simple et frugal... »³⁹

Le cardinal Bertram envoya ses vœux au Führer à l'occasion de son anniversaire, le 20 avril 1940, en une lettre écrite au nom de tous les évêques d'Allemagne et en sa qualité de président de la conférence épiscopale de Fulda. On n'en parle plus aujourd'hui sinon pour nous prier de croire que Mgr Bertram avait ainsi provoqué une crise au sein de l'épiscopat⁴⁰. Le prélat, qui avait quatre-vingt-deux ans à cette époque, avait derrière lui une prestigieuse carrière de défenseur de l'Eglise et de ses droits. Ses détracteurs d'après-coup ne manquent pas d'impertinence à vouloir lui dicter la conduite politiquement correcte qu'il aurait dû tenir pour mériter les lauriers démocratiques. Et ce sera le cardinal Bertram encore qui fera célébrer une messe pour le repos de l'âme du Führer à l'occasion de « sa mort héroïque » (ce sont ses propres termes). Si le cardinal Bertram, prince-évêque de Breslau, fut traité ignominieusement en sa qualité d'archevêque par les atteintes à sa juridiction, ce ne fut pas, comme on pourrait le croire, par des profanateurs hitlériens mais par les infractions du haut clergé polonais⁴¹.

En août 1941, Hitler donna l'ordre de ne prendre aucune mesure contre l'archevêque Mgr von Galen, qui, au cours d'un sermon dominical, s'en était pris ouvertement à la pratique de l'euthanasie du gouvernement. Et, le même mois, Hitler menaçait de renvoi et d'arrestation le Gauleiter de Bavière pour avoir stupidement essayé de faire enlever les crucifix dans les écoles bavaroises⁴². Cette question des crucifix, enlevés ou maintenus dans les lieux publics, est d'une indiscutable importance attestée par l'acharnement de la fable à son sujet.

³⁹. John Lukacs : *ibidem*, p. 90, en note.

⁴⁰. Pierre Blet, S.J. : *Pie XII et la seconde guerre mondiale d'après les archives du Vatican* (Perrin, Paris 1997), p. 73.

⁴¹. Voir Johannes Kaps : *Vom Sterben schlesischer Priester (1945/1946) Eine Ausschnitt aus der schlesischen Passion* (Wienand Verlag, Köln 1990 [1^{re} édition 1950]), p. 14.

⁴². Dans le journal *Présent* du mardi 15 août 1995, p. 7, un article d'Yves Daoudal relatait l'« Interdiction des crucifix dans les écoles en Allemagne ». L'auteur écrivait : « ...au sein de l'Eglise bavaroise on rappelle que la dernière fois que les crucifix avaient été retirés des salles de classe, c'était par Hitler ». Il est difficile de s'abuser davantage.

Arrêtons-nous donc au témoignage d'un homme de lettres français publié en 1937 :

Dans combien de lieux publics, brasseries, restaurants, gasthaus [*Gasthäuser*, auberges], ai-je vu, appendus au mur, des crucifix garnis de la petite branche de buis !

Lors de la commémoration du XV^e anniversaire de la fondation du parti, à Zwickau, j'ai assisté à l'imposante manifestation. Au milieu de la salle, sous le dôme, était dressé un grand catafalque en souvenir des morts tombés pour la cause ; tout autour, le long des murs, des drapeaux. Dans l'angle, au-dessus de la petite chaire où devaient parler les orateurs, un grand crucifix. Je ne suppose pas que ce crucifix avait été mis là. Dans tous les cas, il n'avait pas été *enlevé*⁴³. C'est quelque chose. Et c'est même là tout. On n'enlève pas les crucifix. (...)

Les processions sortent. Chez nous il y a longtemps qu'elles ne sortent plus. Dans les palais de Justice, c'est toujours devant le crucifix que le serment est prononcé⁴⁴.

Fin de la parenthèse sur les crucifix.

En 1941, Martin Bormann voulut faire passer dans une directive du parti une phrase disant que : «Le christianisme et le national-socialisme étaient inconciliables». Hitler fit aussitôt rayer cette phrase, annulant ainsi ce point de la directive⁴⁵.

Aujourd'hui, on aime rappeler le discours de Mgr von Galen du mois d'août 1941, cité ci-dessus, mais on omet soigneusement de mentionner le passage où le prélat rendait hommage à la croisade contre l'URSS qui venait de commencer. Mgr von Galen faisait son métier : il combattait le mal et encourageait le bien.

→ *Pour conclure l'interprétation du cardinal secrétaire d'Etat*

La conclusion du cardinal secrétaire d'Etat à sa Note est drastique, d'autant plus que c'est du Pape lui-même que le signataire tenait «la haute mission et le devoir de réfuter aussi bien l'injuste interprétation de son encyclique communiquée

⁴³. Italique dans le texte.

⁴⁴. Alphonse de Châteaubriant : *La Gerbe des forces / Nouvelle Allemagne* (Grasset, Paris 1937), p. 226-227.

⁴⁵. John Lukacs : *ibidem*, p. 90 et 91.

dans la note du 12 courant que la forme donnée à cette interprétation»⁴⁶.

Le gouvernement allemand souhaite l'entente avec l'Eglise ? Il ne tient qu'à lui d'y parvenir.

La condition première et essentielle pour atteindre, dans l'intérêt des deux parties, ce but digne d'efforts est que la direction de l'Etat et du mouvement qui le soutient se dégagent de l'étreinte et de la pénétration croissantes des courants philosophiques et antichrétiens qui vivent du combat contre l'Eglise et veulent tirer de ce combat une règle et une condition de vie pour un Etat allemand modelé sur leur empreinte et conforme à leur état d'esprit⁴⁷.

Ledit gouvernement sort de ce débat rigoureusement étrillé pour ses manquements aux engagements du concordat. Mais il reste qu'une admonestation n'est pas une condamnation, dans aucune langue du monde. Pour reprendre la figure de Mgr Pacelli, il s'agissait d'un diagnostic qui ne visait « rien d'autre qu'une guérison plus rapide, plus radicale et plus sûre ». *Non pas la mort du pécheur, mais qu'il se convertisse et qu'il vive.*

→ *Un cas d'espèce : le concordat de 1933 et son bienfait*

L'histoire est là pour nous dire – et les manuels d'histoire pour oublier de dire – que le concordat, à travers vents et marées, n'a jamais été dénoncé⁴⁸. Nul autre que Mgr Gröber, évêque de Fribourg, en rendait compte dans une déposition pour le prétendu « Tribunal militaire international » de Nuremberg :

Le concordat a été souvent violé, même dans des choses importantes, mais il a, en bien des cas, fourni à l'Eglise un appui juridique dans les luttes religieuses ultérieures. L'Eglise a toujours pu, jusqu'à la fin, se référer au concordat (déposition du 29 mai 1946, *Actes, série bleue*, Volume 40, 587-588).

⁴⁶. *In Seinem hohen Auftrag habe ich die Pflicht, die diesem Seinem Rundschreiben in der Note vom 12. d. M. zuteilgewordene ungerechte Beurteilung, und darüber hinaus die Form dieser Beurteilung zurückzuweisen.*

⁴⁷. *Die erste und wesentliche Bedingung für die Erreichung dieses im beiderseitigen Interesse erstrebenswerten Zieles ist die Lösung der Staatsführung und der den Staat tragenden Bewegung aus der steigenden Umklammerung und Durchdringung mit den weltanschaulichen und antichristlichen Strömungen, die vom Kampf gegen die Kirche leben und aus diesem Kampf ein Lebensgesetz und eine Lebensvoraussetzung für den deutschen Staat ihrer Prägung und ihres Geistes machen wollen.*

⁴⁸. Juridiquement, il devrait d'ailleurs toujours être en vigueur, puisque le III^e Reich n'a jamais été dissous formellement mais seulement par contrainte et tyrannie. On aimerait pouvoir examiner en quel respect le gouvernement allemand d'aujourd'hui tient le concordat de 1933.

Il existe un cas fameux de l'efficacité bénéfique du recours au concordat de 1933, un de ceux que Mgr Gröber devait avoir en mémoire en rédigeant sa déposition. Il concerne le décret inique sur la suppression euthanasique des débiles mentaux. Grâce à l'intervention efficace des catholiques, le décret fut aussitôt rapporté⁴⁹.

Le témoignage de Mgr Gröber confirme, en une époque et en des circonstances non suspectes, l'argumentation du cardinal Pacelli. Nous sommes loin, en matière concordataire, de la contravention institutionnelle organisée par l'Empire Français au lendemain de la signature du concordat de 1801 connue sous le nom d'*Articles organiques*⁵⁰.

Que le chef du III^e Reich fût exempté personnellement de la critique semble corroboré par une note privée, non seulement inédite mais encore intime, non destinée à la publication, que l'on a trouvée dans les papiers personnels du cardinal Faulhaber, celui-là même que l'on dit avoir été – et qui fut sans doute effectivement – l'un des instigateurs de *Mit brennender Sorge*. Il s'agit du compte rendu d'un entretien du cardinal avec Hitler le 4 janvier 1936 (durée de l'entretien: de 11 à 14 heures) terminé par un dîner d'une demi-heure dans la véranda de la salle-à-manger à l'Obersalzberg⁵¹. Or, que consignait Mgr Faulhaber ? Tout simplement ceci :

...Durant la première heure, le Führer fut le seul à parler, franchement, familièrement, avec chaleur, voire avec passion parfois.

Pendant la deuxième heure, j'eus l'occasion, sans être pour ainsi dire interrompu, de répondre aux vues du Führer et de présenter mon propre point de vue. Au cours de la troisième heure, le tête-à-tête se fit de plus en plus détendu...

⁴⁹. Par parenthèse, dans l'Etat de Ohio, une loi semblable entra en vigueur en 1907, et elle l'est toujours dans trente des cinquante Etats de l'Union qui l'ont imité. Les catholiques américains n'ont jamais eu le moyen légal de s'y opposer mais on en parle beaucoup moins que du succès dont les catholiques allemands furent redevables au concordat, et donc à la sagesse du Saint-Siège.

⁵⁰. « Dispositions annexées au concordat de 1801 dont elles réglaient l'application, et promulguées sans discussion préalable avec le Saint-Siège le 18 germinal an X » (Dictionnaire de Mourre).

⁵¹. Résidence du Führer, dans les Alpes bavaroises.

Le Führer : Les hommes ne peuvent rien faire sans croire en Dieu. Le soldat, après trois ou quatre jours sous la mitraille, doit se raccrocher à la religion. L'absence de Dieu, c'est le néant.

Je répondis : Les splendides professions de foi faites par le Führer en diverses occasions, et précisément celle de son discours de clôture lors de la journée du Parti, à Nuremberg, et au Bückeberg, n'ont certainement pas manqué de faire impression dans le monde... C'est en vain que l'on en chercherait de pareilles de la bouche d'un Léon Blum, par exemple, dans sa lamentable réponse au discours de Nuremberg ; mais on n'en trouverait pas davantage chez les autres hommes d'Etat...

...Le Führer maîtrise les convenances diplomatiques et l'urbanité, à vrai dire de la même façon que les maîtrisait un authentique souverain de naissance...⁵²

→ *Hors des sentiers battus*

Bien des surprises sont encore réservées à qui s'écarte des banalités de publicistes fatigués de se recopier les uns les autres. Prenons encore ce que publiait en 1937, l'année de l'encyclique, un autre de ses inspireurs, avec l'approbation de *tous* ses confrères. L'archevêque Mgr Conrad Gröber, déjà cité ci-dessus, se penchait sur une question actuelle alors en Allemagne et dont les augures d'aujourd'hui essaient en vain de se dépêtrer :

La conséquence de cet envahissement de la race par l'étranger se manifesterait principalement par une atteinte à l'essence originelle de notre civilisation. L'afflux de races étrangères (l'immigration excessive) déforme sa nature propre. (...) Du fait que chaque peuple assume la responsabilité de son heureux maintien, et que l'apport de sang totalement étranger représente toujours une menace pour le caractère historiquement préservé d'un peuple, il s'ensuit que l'on ne saurait contester à aucun peuple le droit de maintenir l'acquit intégral de sa race ni celui de prendre les mesures qui doivent le lui assurer. La religion chrétienne exige seulement que les moyens appliqués ne contreviennent pas à la loi morale ni à la justice naturelle⁵³.

Aujourd'hui, on vient nous raconter qu'il n'est pas de point où le national-socialisme se soit davantage écarté des fondements de la civilisation chrétienne que dans la question raciale. Ne

⁵². Sources : Archives épiscopales de Munich, fonds Faulhaber n° 8203 et Ludwig Volk : *Akten Michael von Faulhabers* (Actes du Cardinal Michael von Faulhaber), tome II, p. 184 et suivantes.

⁵³. Mgr Conrad Gröber : *Handbuch der religiösen Gegenwartsfragen* (Manuel des questions religieuses actuelles) (1937), p. 535 et suivantes. L'ouvrage portait en sous-titre : *Mit Empfehlung des deutschen Gesamt-Episcopates* (Avec la recommandation de l'ensemble de l'Episcopat allemand). On remarquera aussi que le texte est postérieur aux lois de Nuremberg, qui n'y semblent pas anathématisées, et exactement contemporain de l'encyclique *Mit brennender Sorge*.

vaudrait-il pas la peine de juger sur pièce, donc selon les documents d'époque ?

→ *Pour une lecture authentique de Mit brennender Sorge*

Résumons : Nous savions déjà, par l'intitulé même de *Mit brennender Sorge*, que le Saint-Siège n'entendait pas condamner une idéologie mais bien se plaindre d'une situation pratique et tenter de l'amender, tout en prévenant la menace, pour le gouvernement du Reich et du «parti qui le soutenait», de se faire noyauter par des idéologues.

La Note du cardinal secrétaire d'Etat aura permis, chemin faisant, de reconnaître au gouvernement du III^e Reich et au «parti qui le soutenait» le mérite d'avoir sauvé l'Eglise d'Allemagne du chaos communiste. Ce qui est tout de même, sauf erreur, le contraire d'une condamnation et comporte, en revanche, une inculpation implicite de ceux qui n'en ont pas fait autant. Et n'oublions pas non plus le brevet de satisfaction, expressément décerné aux deux mêmes instances pour l'accomplissement de leur finalité : le bien-être temporel qu'ils ont procuré au peuple allemand.

On peut et on doit conclure honnêtement que *Mit brennender Sorge*, le seul document magistériel sur la question, ne condamnait pas plus le national-socialisme que le gouvernement du III^e Reich. Il n'existe aucune démonstration du contraire. Même s'il est grand temps déjà, il ne sera jamais trop tard pour le constater.

Chapitre II

Débat non-contradictoire

→ *Une censure a posteriori*

Il est pour le moins regrettable de voir reproduire en meilleure part des analyses aussi orientées que celle qui paraissait naguère dans une revue d'excellente tenue⁵⁴, où l'on examine pendant huit pages les raisons de répondre « Oui ! » haut et fort à la question de savoir si les catholiques allemands ont résisté ou non au national-socialisme. Il ne viendra pas à l'idée de l'auteur de se demander si c'était une faute ou un devoir pour un gouvernement légitime de réprimer les tentatives de rébellion. Pour l'auteur, un catholique allemand entre 1933 et 1945 ne pouvait être en rébellion contre son gouvernement qu'au nom d'une « insurrection du spirituel », selon l'expression du catholique de gauche Robert d'Harcourt, nommément cité⁵⁵. Et dès lors, voilà les catholiques allemands jugés dignes de porter

⁵⁴. Joël Pottier, « La Résistance catholique allemande au national-socialisme » (supplément *La Contre-Encyclopédie*, dans *Lecture et Tradition* n° 223-224, de septembre-octobre 1995).

⁵⁵. Harcourt écumait littéralement, envers les Allemands, d'une haine monstrueuse et permanente. Dans un ouvrage publié après la seconde guerre mondiale, il n'a pas craint d'approuver le jugement de la philosophe juive Hannah Arendt, qu'il paraphrasait ainsi : « [L'Allemand moyen] est servi par l'immense docilité d'un peuple chez lequel la sécurité familiale passe avant le devoir du citoyen, chez lequel l'attachement même au foyer est une garantie de la malléabilité sur le plan public. L'homme de devoir dans la famille est l'homme à tout faire dans la cité. » Après quoi Harcourt cite l'égypte dans le texte : « Il n'y a point de nations occidentales où la vie privée joue un tel rôle et qui, en dépit des étiquettes et des façades de vertus nationales, soit aussi peu patriote que l'Allemagne » (Robert d'Harcourt, *Les Allemands d'aujourd'hui*, Hachette, Paris 1945, p.27 et 28). Il faut comprendre le mot *patriote* dans le sens entendu par les Conventionnels d'hier et les universalistes d'aujourd'hui. Tel est l'étiage intellectuel et moral auquel ne craint pas de s'abaisser le collaborateur de la *Contre-Encyclopédie*. C'est aller chercher un peu bas son inspiration et ses références.

le titre de *résistants*, titre glorieux, s'il en est, à condition, toutefois, qu'il s'agisse de résister aux « nazis », quitte à cohabiter avec mondialistes ou communistes. Ce n'est pas ce que pense Joël Pottier.

D'où vient alors que Rome et l'Eglise d'Allemagne en aient jugé avec moins de sagesse, pendant l'hiver 1932-1933, moment où il eût été facile d'empêcher les nationaux-socialistes d'accéder au pouvoir ? A cette heure-là, Mgr Ludwig Kaas, chef du *Zentrum*, le parti catholique allemand, confiait au Chancelier Hindenburg la nécessité de réaliser l'union avec les nationaux-socialistes contre les marxistes. Son parti et lui-même votèrent pour les pouvoirs accordés à Hitler par le Reichstag. Evidemment, Mgr Kaas ne bénéficiait pas des mêmes lumières que nos prophètes tard venus. En revanche, il se peut qu'il connût l'avis de Staline, qui, lui, se tenait bien informé de la question :

Si un ébranlement révolutionnaire de l'Europe commence quelque part, ce sera en Allemagne (...) et une victoire de la révolution en Allemagne garantirait la victoire de la révolution internationale ⁵⁶.

Mgr Kaas a omis de résister, retardant ainsi pendant douze années encore la faveur, pour l'Europe orientale, de goûter la présence de l'Armée rouge.

On raconte n'importe quoi, sur un sujet impunément maquillé, vu que l'autre partie, muselée, est dans l'impossibilité de se défendre. Parler, comme il est fait, de « la lutte entre la Croix du Christ et la croix gammée » revient seulement à énoncer une platitude à effet mille et mille fois resservie ; parler d'« exploitation éhontée » à propos des procès de trafic de devises et des procès de mœurs relève d'une manœuvre tout aussi gratuite. Pour ce dernier cas, de plus, la matière est délicate et particulièrement scabreuse. Une expérience personnelle subie à l'époque nous a appris que, à défaut d'un

⁵⁶. Séance de la Commission du Komintern sur la Pologne, le 3 juillet 1924, *Œuvres*, tome 6, p. 267. En cela Staline marchait sur les brisées de Lénine qui attachait à l'Allemagne une importance primordiale. Il avait fait préparer le plan d'une insurrection dans ce pays, qui devait être déclenchée le 22 octobre 1923, mais pendant ce temps Lénine se mourait. La direction en avait été confiée à Karl Radek, Ernst Thaelmann et Bela Kun (voir Aïno Kuusinen, *Quand Dieu renverse son ange...*, Julliard, Paris 1974, p. 58 à 63).

jugement intègre rendu à huis-clos, après audition des deux parties, il vaut mieux se taire prudemment et jeter là le manteau de Noé.

Quoi qu'il en fût, il suffit d'aller voir en Allemagne comment se comporte la morale dans ces deux domaines, de l'honnêteté matérielle et des bonnes mœurs, après un demi-siècle de rééducation selon les mots d'ordre des moralistes de la *Frankfurterschule* ⁵⁷.

→ *Une opinion*

Dans la rubrique que nous examinons, l'auteur explique l'installation et le maintien du protestantisme dans les régions du nord de l'Allemagne. Il donne un nom à cette théorie : la « permanence du *limes* » :

Permanence du *limes* : les régions situées en-deçà de la frontière érigée par Rome pour protéger l'Empire des Barbares, c'est-à-dire celles qui ont été romanisées, puis les premières à être christianisées, sont restées catholiques au moment de la Réforme, et ce sont elles qui ont le mieux résisté aux assauts du nazisme ; les régions situées au-delà du *limes*, c'est-à-dire celles qui ont échappé à la romanisation, furent, par contre, celles qui restèrent le plus longtemps païennes (les Saxons ne se convertirent que sous Charlemagne) ; elles passèrent massivement au protestantisme et résistèrent moins bien au nazisme.

Cette glose n'est pas nouvelle et, au siècle dernier, Dom Guéranger y avait répondu selon sa manière et l'avait renvoyée d'un revers de main :

N'était-ce pas (...) un préjugé qui portait Ozanam (...) à chercher la raison du protestantisme dans l'opposition de l'esprit germanique à l'esprit latin ; à voir dans Luther la réaction incarnée du nationalisme saxon qui réagissait après huit siècles contre le baptême que lui imposa Charlemagne ? La carte d'Allemagne est pourtant là pour nous apprendre, au besoin, que si certaines régions de la Germanie se sont livrées dès l'origine au luthéranisme, d'autres, qui les avoisinent et où l'on ne saurait découvrir la moindre opposition de

⁵⁷. La *Frankfurterschule* est un « Institut de recherche sociale » (*Institut für Sozialforschung*) fondé en 1923 par une équipe d'intellectuels marxistes. Ses membres, exilés aux Etats-Unis dès 1933, projetaient la rééducation du peuple allemand, dès la fin des années trente. Dans quel esprit ? On peut s'en douter quand on sait que ses membres, Landauer et Erich Fromm, élèves de Sigmund Freud, introduisirent la psychanalyse dans le marxisme.

racés avec les précédentes, sont demeurées énergiquement fidèles à l'Eglise romaine ⁵⁸.

On fait l'impasse sur l'histoire vraie. Elle risquerait de nous apprendre des choses désagréables sur le triomphe et le maintien du protestantisme en Allemagne du Nord. L'histoire authentique nous montrerait comment l'inconscience volage des derniers Valois, mais particulièrement de Henri II de France, releva la cause du protestantisme, après son écrasement par Charles-Quint à Mühlberg (24 avril 1547). Henri II acheta alors la trahison de Maurice de Saxe (1521-1553) ⁵⁹ et de quatre autres princes complices. L'auteur passe aussi soigneusement sous silence l'appel, par Richelieu, à l'aide (monnayée) du protestant forcené Gustave-Adolphe de Suède (au prix de la misère du menu peuple en France) dans le seul dessein de jeter l'Allemagne dans l'insurrection religieuse et ainsi d'abattre l'Empire.

Il est seulement dommage qu'on ne puisse pas remplacer la tragédie protestante par le rêve. Le reste de la thèse est de même mouture : les clichés, les préjugés, les propos incontrôlés, et surtout les omissions.

Pour l'histoire contemporaine la cause est plus ardue encore. Les témoins sont systématiquement discrédités comme « nazis ». Pourtant, citer un témoin habituellement hostile et le réfuter ne peut que donner de la force à un propos. Voici quelques lignes de l'un de ces témoins qui mériteraient d'être interrogés :

A l'époque même où les alliés de l'Amérique, les Soviétiques, détruisaient la plupart des églises en Russie et en Ukraine, on construisait quelque 2 500 églises nouvelles en Allemagne. Pas une seule église chrétienne ne fut fermée. C'est la loi qui prescrivait la priorité de l'école et de la religion sur le service à la Jeunesse Hitlérienne. Jusqu'en automne 1944 encore, la caserne de la Waffen-SS à Breslau mettait deux autobus à disposition pour conduire les jeunes à l'église catholique ou au temple protestant le plus proche tous les

⁵⁸. Dom Prosper Guéranger, *Essai sur le naturalisme contemporain* (Julien, Lanier, Cosnard & Cie, Paris 1858, tome 1 [seul paru], p. 76 et 77).

⁵⁹. De la branche albertine de Saxe, à ne pas confondre avec son cousin Jean-Frédéric de la branche ernestine.

dimanches. Le fait d'être affilié à une communauté chrétienne ne nuisait pas à l'avancement dans le parti national-socialiste ⁶⁰.

Encore conviendrait-il de nuancer la phrase : « Pas une seule église chrétienne ne fut fermée » et en compléter la pensée. Pas une seule église ne fut fermée *par le régime national-socialiste*, mais des centaines, sinon des milliers, ont été pulvérisées dans les bombardements de villes ouvertes ⁶¹.

La première procession de la Fête-Dieu à Berlin depuis la fondation de la Prusse eut lieu en 1933, après l'accession au pouvoir des nationaux-socialistes ⁶². Comme celles qui avaient lieu régulièrement à Munich, elle se fit avec accompagnement d'un détachement de la Wehrmacht. Il existe des documents photographiques de ces événements, pourquoi ne les publie-t-on jamais? Pourquoi même les catholiques leur préférèrent-ils les montages, souvent obscènes, réalisés et diffusés par Hollywood? On imagine une cérémonie religieuse analogue à Paris, et on entend d'ici le hourvari qui aurait salué une demande de participation pareille de l'armée adressée à la République sous la Troisième...

→ *La paille et la poutre*

Les chiffres de participants aux pèlerinages sous le III^e Reich sont impressionnants, mais de quel droit assimile-t-on chacune de ces assemblées à une protestation? Ce n'étaient plus des pèlerinages, nous laisse-t-on croire, mais autant de manif⁶³ (et les mêmes nous affirmeront que sous le III^e Reich les manifestations d'opposants étaient interdites!). De plus, bien à l'abri de toute contradiction, voici ce qu'affirme l'auteur de cette étude dans deux phrases consécutives :

⁶⁰. Hans Schmidt, Tract du *German American Political Action Committee (GANPAC)*, 1996.

⁶¹. Il serait faux de croire que les pilotes anglo-américains persécutaient la religion en détruisant les églises. En effet, ce n'étaient pas les lieux saints qu'ils visaient mais seulement les femmes, les vieillards et les enfants qui les fréquentaient.

⁶². *Mensch und Maß* du 9 août 1988.

⁶³. « [L]es manifestations publiques, telles que les processions, [étaient] ressenties comme autant d'actes de résistance », dit l'article de la *Contre-Encyclopédie*.

La guerre vint fournir au régime un prétexte idéal pour interdire ou restreindre processions et pèlerinages. Et pourtant, à Annaberg par exemple, le pèlerinage annuel des hommes réunissait encore, en pleine guerre, jusqu'à 120000 participants.

Encore heureux qu'il y eût les restrictions sous «le prétexte idéal de la guerre» et que ce fût un pèlerinage uniquement masculin ! Combien auraient-ils été sans le «prétexte», et si les dames et les jeunes filles s'y étaient jointes ? Où peut-on vérifier qu'il s'agissait de protestataires contre le régime national-socialiste ? Récemment encore, un témoin français de cette époque, instruit non de science livresque mais d'expérience personnelle, vécue et prolongée, déposait en termes simples et honnêtes. Français, ancien du Service du Travail Obligatoire (STO), déporté à Hambourg pendant la seconde guerre mondiale, il rend honnêtement témoignage de son séjour là-bas de mars 1943 à mai 1945. En voici un très court extrait, qui concerne notre sujet :

Enfin, et cela est important, nous devons reconnaître que, dans le contexte d'un conflit qui fait rage, nous vivons en totale liberté de mouvement, d'expression, de pensée, y compris de culte – je pratique ma religion catholique comme en France et comme les Allemands le font ⁶⁴.

Voilà qui confirme parfaitement ce que nous disait à l'instant le témoin qu'il aurait fallu interroger.

Les 120000 pèlerins de l'Annaberg, en Haute-Silésie, en pleine guerre encore, dont il est question ci-dessus, méritent une mention spéciale parce que, cinq ans plus tard, les Polonais, avec le concours de l'Armée rouge, allaient s'emparer de leurs terres et de leurs biens, et les expulser parmi quatorze millions de malheureux, en une opération dont la sauvagerie raffinée n'a guère été retenue par aucune mémoire : préavis de deux heures, voire de vingt minutes, aux familles pour quitter leur demeure en la terre ancestrale (en laissant la clé sur la serrure du côté extérieur de la porte d'entrée) et vingt kilos de bagages par personne à pouvoir emporter. On était loin du pèlerinage de

⁶⁴. Roger Noblet, « Témoignage : Les parias du STO », dans *Lectures Françaises* (F-86190 Chiré-en-Montreuil), n° 490, février 1998, p. 21 à 25.

l'Annaberg ; il s'était mué en calvaire. Mais qui, catholique ou non, ose en parler encore aujourd'hui ? Qui prend la peine de s'en instruire ?

→ *Trahison et rébellion deviennent-elles vertueuses en Allemagne ?*

On se donne plutôt grand mal pour montrer que la plupart des conspirateurs contre le Reich et une grande partie des conjurés de haut rang étaient catholiques. Or, ces catholiques-là, ces Allemands-là, voire ces ecclésiastiques-là, en s'engageant dans l'action subversive, devenaient justiciables des tribunaux institués. Leur foi n'était pas en cause mais bien leur subversion d'un ordre politique et social nullement condamné et dûment reconnu, comme on l'a vu, par le Saint-Siège.

Dans l'étude qui nous intéresse, on cite évidemment le cas d'Edith Stein, qui est moins que limpide⁶⁵ ; néanmoins, l'auteur n'hésite pas à inscrire d'office cette dernière à son « martyrologe » (c'est son expression). Martyrologe malchanceux et suspect, car la carmélite s'y trouve nommée à côté du P. Rupert Mayer, S.J. On insinue ainsi rondement que ce Père jésuite serait mort martyr pour sa foi au cours d'une persécution. Seulement, le cas du P. Mayer est bien connu et donc aisément vérifiable : après une courte période de détention au camp de Dachau en 1939, le P. Mayer fut assigné à résidence au monastère de Ettal, en Haute Bavière, où il passa tout le temps de la guerre. Le P. Mayer est mort en chaire, d'une crise cardiaque, le 1^{er} novembre 1945, donc six mois après la fin des hostilités en Europe. Il semble difficile d'imputer son décès à une quelconque persécution, mais il se peut plutôt qu'il soit mort consterné par les atrocités qui accompagnaient la « libération » de son pays et par l'inanité de la cause qu'en toute bonne foi sans doute il avait cru devoir défendre⁶⁶.

⁶⁵. Les juifs eux-mêmes sont divisés à son sujet. Les uns la reconnaissent, ou plutôt la revendiquent comme l'une des leurs, tandis que les autres la renient comme renégate (voir David Korn, *Wer ist wer im Judentum*, FZ Verlag, München 1996, rubrique « Edith Stein »). La « béatification » par Jean-Paul II n'est pas faite pour apporter beaucoup de clarté à son cas.

⁶⁶. Que l'on veuille bien comparer ce cas exemplaire de persécution « nazie » avec le sort réservé aux prêtres catholiques allemands par les Polonais après la fin de la guerre. Rien qu'en Silésie, il fallut en compter 72 qui furent abattus (Bolko Freiherr von Richthofen und Reinhold

→ *La bonne compagnie des conjurés allemands*

Citant, au passage, un auteur peu connu ⁶⁷, l'auteur traite le III^e Reich de « régime d'assassins » tout en accusant « les pays du monde entier » d'avoir en quelque sorte « décerné un brevet d'honorabilité » au dit régime en « ne boycottant pas les Jeux Olympiques de Berlin en 1936 » ⁶⁸. C'est vrai, mais heureusement Staline, en homme d'Etat hautement apprécié par les vainqueurs alliés, sauva l'honneur démocratique et fit mieux que boycotter la compétition « hitlérienne ».

Le 19 juillet 1936 devaient avoir lieu à Barcelone des olympiades populaires qui seraient une réplique antifasciste aux manifestations sportives organisées par les nazis à Berlin. La guerre civile éclata en Espagne le 17 juillet. (...) Dov Liebermann y prit la parole en yiddish. (...) Il dit notamment : Au nom de tous les sportifs ouvriers juifs, je veux vous saluer chaleureusement. Je souligne combien nous sommes fiers, nous les sportifs juifs, 450 ans après l'inquisition espagnole, de pouvoir parler et manifester dans les rues de Barcelone... ⁶⁹

Staline, voyant plus loin que les simples compétitions d'athlétisme, chargea son Komintern ⁷⁰ de jeter les bases, à partir de cette réunion, de ce qui allait devenir les Brigades

Robert Oheim, *Die Wahrheit in der Geschichte der deutsch-polnischen Beziehungen in der Gegenwart ; Die tragische Bilanz zweier Gomulka-Ären in Polen*, Arndt-Verlag, 1972, p. 207). Hélas, l'abbé Johannes Kaps, dans une étude très approfondie, *Vom Sterben schlesischer Priester (1945/1946)* (Wienand, Köln 1990, 3. Auflage) est obligé de fixer ce chiffre à 275 prêtres séculiers et 81 religieux. Parmi eux, l'abbé Edgar Wolf, ancien député allemand au Reichstag, mort dans un des nombreux camps d'extermination de Pologne ; son nom n'est pas célèbre du tout, pas plus que celui de Mgr Josef Martin Nathan, mort des suites de la terreur et de la déportation infligées par les Polonais (voir *Deutsche National-Zeitung*, 15 juin 1990, p. 4).

⁶⁷. Un certain Jacques Ridé.

⁶⁸. On ne risquera guère d'apprendre dans la *Contre-Encyclopédie* que le président du comité d'organisation des Jeux Olympiques de 1936 était le juif Theodor Lewald. Il représenta en outre l'Allemagne au sein du Comité olympique international jusqu'à sa retraite, en 1938. Il mourut à Berlin en 1947, âgé de quatre-vingt-sept ans. Ajoutons que Marcel Blitz, juif anversois, futur inventeur de la formule du Club Méditerranée, n'hésita pas à monter sur le podium de ces jeux de Berlin (plus tard) abhorrés. La fleuretiste juive allemande Helene Mayer, dont les parents s'étaient exilés aux Etats-Unis, sollicitée expressément par les autorités nationales-socialistes, voulut se rendre, et se rendit à Berlin pour défendre les couleurs allemandes ; elle monta sur le podium, le maillot orné de la croix gammée, et ne craignit pas de saluer le bras tendu. La petite histoire confirme la grande (Gerhard Frey, *Prominente ohne Maske*, tome 1, p. 287).

⁶⁹. *Le Soir* (Bruxelles) du 18 juillet 1986. Ces sportifs s'exprimaient approximativement, mais ils avaient de la mémoire.

⁷⁰. Organe exécutif central de la III^e Internationale communiste.

internationales au secours de l'Espagne rouge en lutte contre les nationalistes.

Cela nous ramène *a contrario* à la thèse qui affirme que la résistance au national-socialisme fut essentiellement catholique. C'est historiquement faux : la résistance au national-socialisme fut essentiellement communiste, chaque jour, durant les vingt-cinq années de son existence (janvier 1920 à mai 1945). Combien peu, parmi ceux qui se nomment *résistants*, se rendirent compte qu'ils agissaient au profit « objectif » du communisme international ! Chacun a trouvé légitime et profitable de marcher avec ardeur et sincérité *contre*, contre *le même*, et *au même moment* que le parti communiste, sans comprendre que, ces trois conditions une fois remplies, c'en était fait des belles intentions, ainsi que l'a brillamment démontré Jean Madiran⁷¹. Que ces catholiques se soient laissés piéger dans ces largeurs pèse déjà suffisamment de son poids de malheur sans qu'il faille encore y ajouter une vaine gloire. La *Contre-Encyclopédie* écrit :

C'est par Pie XII et son secrétaire particulier, le père Robert Leiber, S.J., que passaient les contacts entre la Résistance au sein de l'Abwehr [Josef Müller] et le gouvernement britannique.

C'est bien possible et probablement vrai, mais cela ne change pas en un acte vertueux la tentative d'assassinat du 20 juillet 1944 contre le Führer, cible suprême de cette Résistance. Müller était l'agent de Canaris, lui-même vendu à l'Angleterre et responsable de plus d'un désastre militaire et donc de la perte de centaines de milliers de vies allemandes. Selon les canons d'une moralité aussi bien tournée, il aurait fallu mettre Canaris sur les autels dès qu'il fut pendu.

Au lieu de quoi, sitôt connu l'échec de l'attentat⁷² contre le chef de l'Etat, les cloches de toutes les églises d'Allemagne se mirent à carillonner. Le corps diplomatique, conduit par son doyen, le

⁷¹. Jean Madiran, *La Vieillesse du monde, Essai sur le communisme*, Nouvelles Editions Latines, Paris 1966, p. 207 et 208 : « Les trois conditions simultanées ».

⁷². Par la lâcheté de l'assassin qui, après avoir déposé sa bombe, avait quitté les lieux, au risque de tuer des innocents. Ce qui eut effectivement lieu : à défaut de la personne visée, trois officiers et le sténographe perdirent la vie, sur le coup ou des suites de leurs blessures.

nonce apostolique, Mgr Orsenigo, fut reçu le 24 juillet par le Chancelier Hitler pour le féliciter. Un télégramme avait été préparé au Vatican pour la nonciature à Berlin « pour faire parvenir à Hitler un mot de la part du Pape » qui, « dans l'accomplissement de son devoir de charité a toujours condamné toute violence ». Ce « mot », finalement, ne fut jamais envoyé. Le temps de la charité devait être silencieusement écoulé, et le « mot » être devenu un mot de trop⁷³. En Allemagne, le cardinal Faulhaber se surpassa en désapprouvant et en condamnant l'attentat du 20 juillet, dans une profession de fidélité au Führer⁷⁴.

⁷³. On ne sait pas tellement bien pourquoi, d'ailleurs. Laquelle des deux raisons a-t-elle prévalu : soit que le Pape ne fût pas libre de ses mouvements (Rome était occupée militairement par les Américains) ; soit que le devoir de charité n'eût plus comporté, tout à coup – mais par quel miracle ? – « la condamnation de toute violence » (voir le télégramme du nonce à Berlin Orsenigo au cardinal Maglione, du 25 juillet 1944, nr. 157).

⁷⁴. *Verrat und Widerstand im Dritten Reich*, Nation-Europa Verlag, Coburg 1978, p. 60.

Chapitre III

L'autre mâchoire de la tenaille communiste

→ *Mit brennender Sorge vue d'Espagne*

L'encyclique *Mit brennender Sorge* a été publiée et lue en chaire dans tous les pays civilisés, notamment dans tous les pays d'Europe. Sauf un : l'Espagne ⁷⁵.

Il devait bien y avoir une raison proportionnée pour faire accéder Mgr Isidro Gomà Tomàs, archevêque de Tolède, primat d'Espagne, à la demande du général Franco. Les historiens et commentateurs se gardent de nous le rappeler, pour des motifs qui pourraient être moins avouables. Monseigneur de Tolède, comme il en avait le devoir, voyait sans doute plus lucidement que les augures actuels l'intérêt bien compris de l'Espagne, tout comme celui de l'Eglise. Or, l'Espagne était en guerre ou, plus exactement, se trouvait transformée en champ clos où s'affrontaient le communisme imposé, d'une part, et le refus du communisme, d'autre part. Il avait fallu donner la parole aux armes, parce que d'emblée la révolution avait abattu son poing de fer sur les insurgés de l'*alzamiento*, c'est-à-dire du soulèvement de l'armée guidé par la piété religieuse et politique. Bien, mais où est le rapport avec *Mit brennender Sorge* ? Il est dans un événement que nous allons conter dans un détail et avec une lenteur suffisants à rendre évidente l'importance de ce rapport.

⁷⁵. Wilfred von Oven, *Hitler und der spanischen Bürgerkrieg, Mission und Schicksal der Legion Condor*, Grabert, Tübingen 1978, p. 59 ; et *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - III - L'Allemagne et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, Plon, Paris 1952, p. 235.

→ *Transe et soulagement d'un général inconnu*

C'était le 22 juillet 1936, à Tétouan, capitale du Maroc espagnol. Le général Franco, qui avait été relégué aux îles Canaries comme militaire peu sûr par les autorités de la République, avait réussi à se rendre au Maroc et à y rester immédiatement après que le pays fut tombé aux mains des militaires soulevés contre Madrid. Sans doute les régiments de la Légion étrangère espagnole et les Tirailleurs marocains étaient-ils disposés, voire aspiraient-ils, à se joindre au soulèvement sur le continent, mais le commandement ne disposait d'aucun moyen de transport. Il ne fallait pas compter sur la flotte gouvernementale, dont les équipages révolutionnaires s'étaient mutinés contre leurs officiers et les avaient massacrés.

Les soucis du général Franco revenant de Ceuta, la ville voisine, ce matin-là, en auraient désespéré plus d'un, et lui-même, malgré un courage physique indomptable et des nerfs d'acier, n'avait pas le meilleur moral. Les relations téléphoniques avec le continent sont rompues et le dernier avion (civil) dont il disposait s'est envolé avec ses espérances d'un secours italien qui n'aboutiront pas. Ruminant ces sombres pensées, le petit général insurgé passe devant une chapelle dont les cloches invitent les fidèles. Wilfred von Oven, qui nous rapporte ce trait avec une alacrité quelque peu voltairienne, nous raconte comment Franco pénétra dans le lieu saint, se signa, puis assista à la messe pour invoquer le secours du Ciel. Entré avec les idées en bouillie, il en repassa le seuil la tête haute illuminée d'une claire détermination. Pour sortir de l'impasse, la condition indispensable n'avait pas varié pendant sa demi-heure d'oraison, mais le chef de guerre en prière venait de prendre la résolution qui allait remplir cette condition. Elle consistait en la douzaine d'avions de grosse capacité qui lui permettraient de transporter ses troupes au-delà de la Méditerranée, pour prendre part aux combats qui commençaient à répondre à la répression gouvernementale, notamment en Andalousie. Par une sorte d'inspiration, Franco était convaincu, non seulement de connaître la porte où frapper pour obtenir les engins, mais aussi d'avoir rencontré la personne

qui pourrait y accéder en son nom. On lui avait présenté la veille un florissant homme d'affaires étranger au nom imprononçable – pensez donc, ces Allemands, avec leurs sonorités impossibles à extraire d'un gosier espagnol ! – mais cela n'avait pas empêché le général d'être conquis par la personnalité de l'interlocuteur german. Et la sympathie était réciproque.

Franco, coincé dans la souricière marocaine, sentait venir l'instant où il pourrait, moyennant une solide dose d'optimisme quand même, élaborer son plan et se dégager, grâce à l'arrivée à Tétouan, annoncée pour le lendemain, d'un appareil de ligne de la Lufthansa que les rebelles avaient réquisitionné à Las Palmas le 20 juillet, soit l'avant-veille. Il ménagea une entrevue avec ce commerçant allemand dont il n'avait pas retenu le nom mais qui s'appelait Johannes (Franz Eberhard) Bernhardt ⁷⁶. Résumons : il fallait convaincre ce négociant de remplir une mission peu commune, et ce fut une réussite extraordinaire qui, on peut bien le dire, changea le cours de l'histoire, c'est-à-dire le cours des événements tels qu'ils se seraient déroulés sans cela. L'avion réquisitionné, un Junkers 52, arriva comme promis, et l'entretien se passa comme prévu. Bernhardt accepta sur l'heure de quitter ses affaires et sa famille dans des circonstances dramatiques, et de partir dès le lendemain matin pour Berlin. But de la mission : rencontrer dans une entrevue personnelle le chef du III^e Reich et solliciter son aide militaire dans un conflit dont l'heureuse issue était très loin, pour le quart d'heure, d'être assurée. L'importance de l'enjeu était telle, aux yeux des quémandeurs, qu'il fallait en prendre l'énorme risque : c'était vaincre ou laisser bolcheviser l'Espagne, avec la suite des conséquences que l'on imagine.

→ *Une prière exaucée par une démarche et une aide inespérées*

⁷⁶. Bernhardt était originaire de Osterode, en Prusse Orientale, où sa naissance fut inscrite au registre de baptême de la paroisse catholique le 1^{er} janvier 1897. Osterode est une localité à minorité catholique presque entièrement allemande de Prusse Orientale qui fut « lamentablement dévastée », comme le constatait le médecin protestant, comte von Lehndorff, qui la visita fin octobre 1944 (Hans Graf von Lehndorff, *Ostpreußisches Tagebuch, Aufzeichnungen eines Arztes aus den Jahren 1945-1947*, Biederstein, München 1961, p. 222).

On reste songeur en considérant un tel enchaînement de succès à travers autant d'embûches. Il faut rendre hommage au flair de Franco et à son talent de manœuvrier. Il insista auprès de Bernhardt pour éviter à tout prix de passer par le ministère allemand des Affaires étrangères, dont il avait reconnu d'instinct l'hostilité épidermique⁷⁷. L'une des raisons de son choix avait été l'appartenance de Johannes Bernhardt à la *Auslandsorganisation der NSDAP*⁷⁸, et Bernhardt, de son côté, subodorant également l'opposition de principe des Affaires étrangères, exigea et obtint d'être accompagné dans sa mission par le chef local de l'AO, Adolf Langenheim, un vieux monsieur déjà, qui finit par se laisser convaincre. Enfin, la mission se complétait par un officier aviateur espagnol, Francisco Aranz, et le pilote de la Lufthansa, Alfred Henkel. Une équipée plutôt picaresque conduisit les émissaires depuis Tétouan, via une escale à Séville, vers la suivante, à Marseille, pour arriver finalement à Berlin, aux dernières heures du 24 juillet. Des instructions prises par téléphone, à l'escale de Stuttgart, auprès de la direction berlinoise de l'AO avaient dirigé le vol sur l'aéroport secondaire de Gatow – et non pas Tempelhof, pour des raisons de discrétion et pour échapper à la curiosité des Affaires étrangères. Berlin était déjà en fête pour l'ouverture des Jeux Olympiques prévue pour huit jours plus tard, le 1^{er} août. Aucune des hautes personnalités gouvernementales n'était présente dans la capitale. Grâce à la diligence et à la discrétion de deux cadres de l'AO⁷⁹,

⁷⁷. Franco ne pouvait pas savoir (pas encore) que les bureaux de la Wilhelmstraße étaient truffés des créatures que l'on retrouverait bientôt dans les rangs de la Résistance allemande au III^e Reich, des messieurs qui faisaient bon marché des intérêts du peuple allemand et aussi de toute opposition au communisme. Sauf, bien entendu, l'opposition du portefeuille. Dans son histoire de la conjuration des officiers allemands contre Hitler, Fabian von Schlabrendorff (*Offiziere gegen Hitler*, Frankfurt/Main, 1946) ne craignait pas d'écrire : « Notre mission la plus pressante était d'empêcher en toute circonstance et par tous les moyens la réussite de Hitler, même au prix d'une lourde défaite pour le Reich. » Cette monstrueuse vérité pouvait se lire dans la première édition de ce livre, datée de 1946, mais, dans celle de 1951, le passage en italique avait disparu. Simple exemple de la probité intellectuelle et politique des amis du P. Leiber, conseiller particulier de Pie XII pour les affaires allemandes.

⁷⁸. En bref : AO, Organisation pour l'étranger du parti national-socialiste. Son importance numérique au Maroc espagnol était très réduite ; elle y comptait 31 membres.

⁷⁹. Le Dr Kraneck, chef du service juridico-politique, et son représentant Friedhelm Burbach.

la mission fut convoquée, le 25 juillet dans la matinée, chez le lieutenant du Führer, Rudolf Heß, lui aussi absent de Berlin. Il mettait son avion personnel à la disposition de la délégation hispano-allemande pour le rejoindre dans sa propriété privée en Thuringe. Son patron, le Führer-Chancelier, se trouvait à Bayreuth où il assistait au festival annuel. Une fois plus amplement informé sur l'objet de la visite, Heß réussit à le joindre au téléphone en une série d'appels et de contre-appels, qui convinquirent Hitler tant de l'urgence que de l'importance de l'affaire. « Qu'ils arrivent immédiatement ! » Ce fut sa décision.

Un avion de fonction amena les émissaires en Bavière et, à 22 heures sonnantes, les hôtes se présentaient à Bayreuth, dans la Maison du Festival, au cabinet de travail où le chef du III^e Reich, seul, les attendait. Trois personnes avaient été convoquées : Kraneck, Bernhardt et Langenheim. Kraneck fit les présentations, et l'entretien commença ; il devait durer trois heures pleines.

→ *La décision d'un seul*

Le déroulement de l'entrevue fut totalement différent de ce qu'en colporte la littérature du genre, victime plus ou moins consentante, véhicule plus ou moins conscient d'une intoxication permanente et fort bien menée. A notre cas s'ajoute le caractère secret de l'événement.

Hitler se fit donner personnellement par Bernhardt sa parole d'honneur de ne rien révéler à qui que ce soit, non seulement sur le contenu de l'entretien, mais encore sur le fait qu'il ait simplement eu lieu. Et Bernhardt y fut fidèle jusqu'à la forclusion du délai trentenaire réservé à l'histoire. Même dans les archives secrètes alliées qui, après le même délai de trente ans, furent livrées au public, on ne trouve là-dessus la moindre chose⁸⁰. Cette circonstance constitue, par la même occasion, la

⁸⁰. Et pourtant si ; on trouve cette intéressante confirmation de la relation de Bernhardt dans *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - III - L'Allemagne et la guerre civile espagnole (1936-1939)*, Plon, Paris 1952, p. 2 et 3 : « Hitler avait promis son appui [aux insurgés] dans un délai de quelques jours après le déclenchement de la révolte. Vers le 22 juillet 1936, Franco

meilleure confirmation de ce que Canaris – à l'inverse de ce que prétendent presque toutes les relations publiées jusqu'ici – ne participa nullement à l'entretien du 25 juillet, tout aussi peu qu'aux conseils des jours suivants, tenus en des cercles plus étendus⁸¹.

La relation de von Oven est celle que rédigea Bernhardt lorsqu'il fut libéré de sa promesse de silence. Son mémoire fut légué à von Oven, qui le connaissait personnellement et qu'il rencontra encore en 1976 en Amérique du Sud, peu de temps avant son décès. Bernhardt a reconstitué le texte de la lettre de Franco au Chancelier Hitler. Lors de sa mission, il l'avait apprise par cœur,

envoya un homme d'affaires allemand résidant au Maroc, Johannes Bernhardt, et le "Ortsgruppenleiter" [Chef de groupe local national-socialiste], Adolf Langenheim, en Allemagne par la voie des airs, pour demander des avions et d'autres secours, et grâce à l'entreprise de l'Organisation pour l'étranger ("Auslandsorganisation") ces envoyés furent mis rapidement en présence de Hitler et de Göring. [Note : Un compte rendu de ces événements figure dans un document de la chancellerie présidentielle du Führer et Chancelier, daté du 5 juillet 1939 et ayant pour titre "Recommandations pour des distinctions honorifiques ayant trait à la conclusion de la guerre civile espagnole". En proposant des décorations pour deux membres de la "Auslandsorganisation", Dr Wolfgang Kraneck et Robert Fischer, le document passe en revue les événements de fin juillet 1936 : "A cette époque, M. Langenheim et M. Bernhardt, camarades du parti appartenant à la 'Auslandsorganisation' de la NSDAP, arrivèrent à Berlin, venant d'Espagne, porteurs d'une lettre du général Franco au Führer. Après que le Gauleiter [chef du département] Bohle en eut été informé, une longue conférence eut lieu avec le représentant du Führer [Rudolf Heß], à la suite de laquelle ce dernier ordonna que la lettre fût remise au Führer par quelques camarades du parti, sans délai. Sur instructions du représentant du Führer, MM. Langenheim et Bernhardt furent accompagnés par MM. Burbach, Kraneck et Fischer, qui étaient alors chefs de service à l'état-major de la 'Auslandsorganisation', et qui, en raison de leurs fonctions, étaient à même de donner un avis sur les questions pouvant venir en discussion. La première entrevue avec le Führer, au cours de laquelle fut remise la lettre, eut lieu à Bayreuth, tard dans la soirée du même jour, alors que le Führer rentrait du théâtre. Immédiatement après, le Führer convoqua le maréchal Göring, le ministre de la Guerre d'alors, le général von Blomberg, et un amiral qui se trouvait présent à Bayreuth. Cette nuit-là, le principe d'une aide au généralissime fut accepté, alors qu'au cours de la journée suivante certains détails complémentaires furent arrêtés. Cette marche des événements, et particulièrement le fait que l'aide fut accordée grâce aux efforts de la direction de la 'Auslandsorganisation', sont peu connus, et il convient de les traiter confidentiellement, même aujourd'hui."]

Les historiens de cour anticomunistes aiment attribuer à Canaris, chef du contre-espionnage allemand et maître-espion au service de l'Angleterre, le mérite du secours procuré à Franco. C'est un non-sens sous bien des rapports. Principalement parce que cet ami du P. Leiber souhaitait, par haine de Hitler, l'échec de la contre-révolution en Espagne. Il fut sur le point d'y réussir et obtint au moins la prolongation du conflit espagnol pendant trois inutiles années de carnage (voir von Oven, *Hitler und.... passim*). Note de PM.

⁸¹. Wilfred von Oven, *Hitler und....*, p. 176. Cet auteur ajoute que le plus souvent les historiens reprennent la thèse de l'intention malveillante, selon laquelle le mobile qui fit accorder l'aide de l'Allemagne à Franco se trouvait dans l'intention d'expérimenter de nouvelles armes et de nouvelles tactiques sur le sol de l'Espagne et au prix du sang espagnol. On n'est pas plus reconnaissant (*Ibid.*, p. 177).

pour toute éventualité. En voici le texte en langue originale, suivi de sa traduction française :

Excelencia:

Nuestro movimiento nacional y militar tiene como objeto la lucha contra la democracia corrupta en nuestro país y contra las fuerzas destructivas del comunismo, organizadas bajo el mando de Rusia.

Me permito dirigirme a S.E. con esta carta, que le será entregada por dos señores alemanes que comparten con nosotros los trágicos acontecimientos actuales.

Todos los buenos españoles se han decidido firmemente a empezar esta gran lucha para el bien de España y de Europa.

Existen severas dificultades para transportar rápidamente a la Península las bien comprobadas fuerzas militares de Marruecos, por falta de lealtad en la Marina de Guerra española.

En mi calidad de Jefe Supremo de estas fuerzas ruego a S.E. me facilite los medios de transporte aéreo :

- 10 aviones de transporte de la mayor capacidad posible,*

además pido :

- 20 piezas antiaéreas de 20 m/m*
- 6 aviones de caza « Heinkel »”*
- la cantidad máxima de ametralladoras y de fusiles con sus municiones en abundancia.*
- Además bombas aéreas de varios tipos, hasta 500 kgs.*

Excelencia, España a cumplido en toda su historia con sus compromisos. Con Alemania se tiene más unida que nunca en estas horas de su cruzada en la lucha contra el comunismo.

*Francisco Franco y Bahamonde
Jefe Supremo de las Fuerzas militares en
Marruecos español*

Excellence,

Notre mouvement national et militaire a pour objet la lutte contre la démocratie corrompue en notre pays et contre les forces destructrices du communisme, organisées sous les ordres de la Russie.

Je me permets de m'adresser à Votre Excellence par cette lettre, qui vous sera remise par deux messieurs allemands qui vivent avec nous les événements tragiques actuels.

Tous les bons Espagnols sont fermement résolus à commencer ce grand combat, pour le bien de l'Espagne et de l'Europe.

Il existe de sévères difficultés à transporter rapidement sur la Péninsule, à cause du manque de loyauté de la Marine de guerre espagnole, les forces militaires du Maroc, qui ont largement fait leurs preuves.

En ma qualité de commandant en chef de ces troupes, je demande à Votre Excellence de me procurer les moyens de transport aérien :

- 10 avions de transport de la plus grande capacité possible,

en outre, je demande :

- 20 canons antiaériens de 20 mm
- 6 avions de chasse «Heinkel»
- la plus grande quantité possible de mitrailleuses et de fusils avec leurs munitions en abondance.
- En outre des bombes pour avion de divers types, jusqu'à 500 kilos.

Excellence, au cours de toute son histoire, l'Espagne a honoré ses engagements. Elle se sent plus unie que jamais avec l'Allemagne en ces heures de sa croisade dans la lutte contre le communisme.

Francisco Franco y Bahamonde
Commandant en chef des Forces armées
du Maroc espagnol

Telle était cette lettre que Langenheim tournait et retournait en ses mains et sur laquelle il veillait depuis quarante-huit heures comme sur la prunelle de ses yeux. Maintenant que le moment était venu pour lui, en tant que supérieur nominal de la mission, de remettre enfin le document au destinataire présent devant lui, tel était son trouble que Bernhardt dut lui faire signe discrètement de s'exécuter. Hitler lui en demanda une traduction aussi exacte que possible, mais Langenheim s'embrouilla et passa la lettre à son subordonné, qui effectua la traduction avec calme et maîtrise. Désormais, il n'y eut plus que deux interlocuteurs : Hitler et Bernhardt.

→ *Analyse de la situation*

A plusieurs reprises, Hitler interrompit la traduction pour s'assurer qu'il avait bien compris l'une ou l'autre expression, ou pour faire des remarques qui montraient, au témoignage de Bernhardt, qu'il avait une étonnante connaissance des affaires espagnoles. Oven raconte encore :

Néanmoins, sitôt après, il pressa le bouton d'une sonnerie et, lorsque Brückner⁸² apparut, il se fit apporter par celui-ci un dossier bien préparé comprenant l'état récent des affaires espagnoles selon les sources allemandes et étrangères, suite à quoi il donna ordre à son aide de camp de lui apporter encore les dernières informations venues d'Espagne. Il avait pris connaissance du contenu de la lettre de Franco sans rien laisser paraître de son sentiment. Son visage ne manifesta ni particulier intérêt ni surprise.

La thèse élaborée par Hugh Thomas, selon laquelle Hitler se sentit flatté dans sa vanité « d'être aussi poliment appelé à l'aide par Franco », ce qui signifiait que, « pour la première fois il était traité par un pays étranger comme s'il était irremplaçable », cette thèse est de pure invention. En toute sérénité, Hitler se rendait compte de ceci : Franco ne peut pas transporter ses troupes en Espagne et c'est la raison pour laquelle il a besoin de notre aide. Il ne s'agissait en fait que de cela et de rien autre chose⁸³.

L'exposé de la situation signé par Franco éveilla puissamment l'intérêt de Hitler, pendant que Bernhardt lui donnait les explications nécessaires. Bien que Bernhardt estompât l'optimisme exagéré de Franco, afin d'éviter le risque de ne pas être pris au sérieux, et qu'il ne dissimulât pas la gravité de la situation, le Führer n'avait pas manqué de montrer par l'une ou l'autre intervention qu'il était mieux renseigné que le général espagnol cloîtré à Tétouan et pratiquement coupé du monde. Il se méfiait donc des vœux pieux du quémandeur. Une fois encore, Hitler constatait que Franco n'était maître de la situation qu'au Maroc, mais, dans les villes du continent surtout, voire dans l'ensemble du territoire, la situation était franchement défavorable. Johannes Bernhardt estima opportun d'avancer des arguments qui ne pouvaient pas ressortir de la situation strictement militaire, mais seulement du caractère profond de ce peuple qu'il avait appris à aimer.

Bernhardt nous décrit alors Hitler arpentant sans interruption toute la longueur du cabinet de travail et montrant, en l'un de ces célèbres monologues, récité sur un mode ininterrompu, la connaissance approfondie qu'il avait de l'histoire d'Espagne, ainsi que la sympathie chaleureuse qu'il éprouvait pour le peuple espagnol⁸⁴.

⁸². Aide de camp du Führer — Note de PM.

⁸³. Wilfred von Oven, *Hitler und...*, p. 181.

⁸⁴. Wilfred von Oven, *Hitler und...*, p. 182 et 183.

Bernhardt expose alors avec feu la carrière militaire de Franco dont Hitler n'avait entendu parler que fort vaguement jusque-là. Le Führer est édifié et Bernhardt en profite pour insister sur l'urgence et la gravité des conditions où se débattent les rebelles. Les derniers messages que le personnel dépose sur le bureau du Chancelier le confirment. De plus, le gouvernement de Front populaire en France vient, non seulement d'accorder, mais d'expédier réellement de l'armement et des fournitures au secours de Madrid. Bientôt, la conclusion tomba : « Le détroit de Gibraltar ne peut pas devenir communiste ! »

→ *De la parole aux actes : le premier pont aérien de l'histoire*

Il faudrait pouvoir raconter toute la suite: comment Hitler accepta le principe de son aide avec les deux implications d'énorme importance : l'urgence et le financement de l'immense entreprise par une avance allemande à Franco contre un engagement d'honneur⁸⁵. On devrait raconter encore comment le Führer eut à convaincre ses hauts collaborateurs, Hermann Göring surtout, pour l'armement, les avions et les munitions, Werner Frhr von Blomberg pour la participation militaire, l'amiral Erich Raeder (représenté par le capitaine de vaisseau Coupette) pour la marine. Hitler surenchérit sur la demande de Franco et doubla notamment le nombre des avions à fournir. Les premiers ordres partirent dans la nuit du 25 au 26 juillet. L'opération *Feuerzauber*⁸⁶ était lancée.

Dès le 28 juillet le premier pont aérien de l'histoire établi entre le Maroc et l'Andalousie transportait sur le continent les troupes de Franco qui rendirent possible, trois ans plus tard, la seule victoire par les armes contre le communisme jamais enregistrée

⁸⁵. Le contrat non écrit fut respecté et, comme convenu, le remboursement eut lieu en nature. Il faut y voir une raison supplémentaire de la rancune alliée contre l'Allemagne nationale-socialiste et l'Espagne franquiste. Par une transaction basée sur le troc, elles avaient osé contrevenir aux intérêts sacro-saints de la finance internationale. Ce n'est qu'à l'intervention de Canaris et de ses amis félons de la Résistance que l'Angleterre put détourner plus tard à son profit le droit de préséance pour l'acquisition des matières premières espagnoles, droit qui appartenait contractuellement, mais surtout moralement, à l'Allemagne.

⁸⁶ « Enchantement de feu ».

par l'histoire⁸⁷. Johannes Bernhardt, qui en fut le génial artisan (par deux fois encore, au cours de ces trois années, il sauva les nationaux du marasme mortel où ils étaient tombés), Bernhardt, donc, est resté un parfait inconnu pour le monde entier⁸⁸. Son grade honorifique de colonel SS⁸⁹ aurait dû lui valoir les honneurs des géôles alliées, mais Franco avait eu la prudence de lui accorder la nationalité espagnole. Quant à Hitler, inutile de dire que son rôle dans l'opération de secours à l'Espagne contre le bolchevisme lui a valu le supplément de haine habituel de la part des Alliés et des ralliés de toute farine au grand Parti Frère d'URSS. Seul Dieu pourra nous dire combien, parmi les insulteurs de Hitler, auraient achevé précocement leur carrière au fond d'une fosse commune où les aurait envoyés rouler une balle bien appliquée dans la nuque, si le Chancelier n'avait pas accepté la visite de Bernhardt et de Langenheim, à Bayreuth, en ce 25 juillet 1936, à 22 h, sur la recommandation de Rudolf et Alfred Heß⁹⁰ ; s'il n'avait pas accepté, seul, en pleine conscience et sans compensation, des risques démesurés, dans le seul but d'aider un général inconnu à combattre et à vaincre le progrès du communisme en Europe et par là dans le monde.

→ *Méconnaissance et ingratitude*

Le mot « reconnaissance » peut s'entendre en français selon deux acceptions : l'une est le fait de tenir quelque chose pour vrai

⁸⁷. Cette victoire ne devait d'ailleurs pas faire le bonheur de tout le monde au Vatican ni dans le camp de la « chère Pologne ». On lit dans Jean Szembek, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Pologne : *Journal 1933-1939* (Plon, Paris 1952) : « Rome ; 13 mars 1938. J'ai été, par hasard, témoin d'une conversation que [le R.P. Ledochowski, général (polonais) des jésuites] a eue avec le cardinal Marmaggi au sujet de l'arrivée à Rome d'une délégation de la Phalange espagnole. Les deux interlocuteurs se sont exprimés avec beaucoup de violence sur les régimes totalitaires, sur le fascisme et sur l'hitlérisme. La Phalange est un mouvement du même genre. Le R.P. Ledochowski appelle tous ces systèmes : *opera del diavolo* » (p. 428). Quand on sait que le P. Ledochowski dirigera les émissions de Radio Vatican pendant la guerre, on peut se faire une idée de l'impartialité de l'information dispensée par cette station (voir Blet, *loc. cit.*, p. 117).

⁸⁸. Bernhardt eut l'occasion de rencontrer, le 21 août 1936, le président Salazar à Lisbonne, pour organiser l'acheminement de matériel vers l'Espagne nationaliste. Sauf erreur, Salazar n'a jamais eu le sentiment d'avoir rencontré le diable ou son fantôme ou l'un de ses collaborateurs.

⁸⁹. SS-Standartenführer.

⁹⁰. Alfred Heß, frère de Rudolf, était intervenu activement en sa qualité de chef adjoint de l'AO, pour ménager l'entrevue de Bayreuth.

après une recherche ; l'autre celui de reconnaître un bienfait reçu, une obligation morale. En ce qui concerne l'intervention allemande dans la guerre en Espagne, de 1936 à 1939, on piétine couramment la reconnaissance dans les deux sens du terme. On parle sans rien savoir et on oublie de dire merci.

Or, c'est bien connu, on ne refait pas l'histoire. Mais l'histoire une fois faite, il ne faut pas essayer de la défaire au gré des idéologies. Il est frappant de constater combien le mérite et le rôle unique du III^e Reich et de son chef dans la victoire contre les communistes en Espagne ne sont pratiquement pas reconnus par les gens qui ont, directement ou indirectement, bénéficié de cette victoire. S'il faut absolument que l'on en parle, ce sera pour médire et même calomnier. On a récemment réédité l'*Histoire de la guerre d'Espagne* de Brasillach et Bardèche⁹¹. Voici en quels termes la préfacière touche à la question :

Le général Franco était bien trop fier et trop nationaliste pour supporter une quelconque ingérence extérieure à l'Espagne, athée qui plus est. Il demanda le rappel du premier ambassadeur allemand, le général von Faupel, qui voulait modeler les jeunesses phalangistes suivant l'esprit national-socialiste et qui effrayait les catholiques.

Première erreur, l'ambassadeur en question ne s'appelait pas *von Faupel*, mais bien *Faupel*, tout simplement. Il n'était pas aristocrate, ni d'ailleurs diplomate de métier. Le général Wilhelm Faupel fut d'abord chargé d'affaires, puis ambassadeur à Salamanque. C'est lui, en outre, qui, avant même sa nomination en Espagne, avait négocié la reconnaissance de l'Espagne nationaliste par Berlin et Rome, laquelle fut signée dès le 18 novembre 1936.

Deuxième erreur, Faupel, comme tout le personnel allemand en Espagne, avait reçu stricte consigne du Führer de ne s'immiscer en aucune manière et sous aucun prétexte dans les affaires

⁹¹. Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *Histoire de la guerre d'Espagne*, Godefroy de Bouillon, Paris 1996, réédition préfacée par Anne Brassié.

intérieures de ce pays. Il n'est pas connu d'exemple où un général aussi discipliné que Faupel y aurait contrevenu⁹².

Troisième erreur, Faupel, sans être membre du parti national-socialiste, avait néanmoins été nommé par Hitler en raison de ses compétences à la tête de l'*Institut ibéro-américain* d'Allemagne. C'est en cette qualité qu'il fut choisi pour le poste espagnol. Né en 1873, donc à soixante-trois ans en 1936, il avait passé l'âge des culottes courtes et ne devait pas se sentir spécialement appelé à s'occuper de la jeunesse en général et espagnole en particulier, surtout pour lui inculquer des idées politiques qui n'étaient pas les siennes.

Quatrième erreur, le rappel de Faupel eut lieu à la demande de Franco, mais pour des raisons d'incompatibilité à la fois personnelle et technique entre deux militaires, sans aucun rapport avec des raisons idéologiques inexistantes malencontreusement puisées, sans aucune vérification, dans l'ouvrage préfacé.

Il est d'ailleurs significatif qu'Anne Brassié soit allée épingler au plein milieu des quatre cents pages⁹³ qu'elle présente l'erreur des deux auteurs (pour eux pardonnable à l'époque) et la resservir aujourd'hui comme caractéristique du climat de la tragédie.

→ *Quand Franco rectifiait ses futurs historiens*

«Le général Franco était bien trop fier et trop nationaliste pour supporter une quelconque ingérence extérieure à l'Espagne, athée⁹⁴ qui plus est.» Anne Brassié a l'excuse d'avoir été mal renseignée, sinon son propos serait formellement odieux. Laissons à Franco de le rectifier par la péroration de son discours d'adieu à la Légion Condor, le 22 mai 1939 à León, où il dit précisément de quoi il s'enorgueillissait :

⁹². Ceci fut confirmé par l'historien espagnol Angel Viñas (*La Alemania nazi y le 18 de julio*, Madrid 1974), sur la base de ses recherches dans les archives secrètes de l'ambassade d'Allemagne à Madrid. Voir Wilfred von Oven, *Hitler und...*, p. 281.

⁹³. Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *op. cit.*, p. 202.

⁹⁴. Salazar, comme nous l'avons vu, accepta de prêter son concours à cette « ingérence », mais sans avoir l'indélicatesse de la taxer d'athéisme.

Franco exprima sa fierté d'avoir eu sous ses ordres une troupe telle que la Légion Condor. Il adressa son salut fraternel à «la Grande-Allemagne» et surtout «à votre grand Führer, l'homme qui, au moment du danger, a su aimer et comprendre l'Espagne». Il termina en s'écriant : «Honneur à l'Allemagne ! Vive l'Espagne ! »⁹⁵

On pourrait dire qu'il ne faut pas prendre ce morceau d'éloquence festive au pied de la lettre ; qu'il ne traduisait pas la pensée profonde du Caudillo pour cet étranger, « athée qui plus est ».

Un an s'était à peine écoulé que Franco, cette fois, prit la plume pour s'adresser, le 3 juin 1940, à Adolf Hitler, dans les termes suivants :

Cher Führer, au moment où les armées allemandes, sous votre commandement, conduisent la plus grande bataille de l'histoire à une conclusion victorieuse, je voudrais vous exprimer mon admiration et mon enthousiasme, de même que ceux de mon peuple qui observe avec une émotion profonde le cours glorieux d'une lutte qu'il considère comme sienne, et qui concrétise les espoirs qui flambaient déjà en Espagne lorsque vos soldats étaient à nos côtés contre des ennemis qui, bien que masqués, étaient les mêmes⁹⁶.

Le 16 juin suivant, Hitler reçoit au château d'Acoz, près de Charleroi, le général Vigon, envoyé spécial de Franco. Vigon reprend à peu de chose près les termes du Caudillo dans sa lettre du 3 juin, et constate que « l'Allemagne lutte contre les mêmes ennemis qui ont été ceux de l'Espagne dans la guerre civile »⁹⁷ tandis que le Führer se plaît à observer, au sujet de l'Allemagne et de l'Espagne, qu'«effectivement on se trouvait en présence du cas exceptionnel de deux grandes puissances qui ne s'étaient jamais fait la guerre ». Cela ne ressemblait pas tellement au cliché malencontreux auquel on se croit obligé de souscrire encore aujourd'hui.

Ecrire l'histoire c'est écrire la vérité en renonçant à la maquiller quand elle nous déplaît. L'amende honorable à l'égard du

⁹⁵. Wilfred von Oven, *Hitler und...*, p. 510. On remarquera que le Caudillo salue la « Grande-Allemagne » qui s'était constituée par la réunion de l'Autriche à l'Allemagne.

⁹⁶. *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - IX, Livre II - Les années de guerre (11 mai - 22 juin 1940)*, Plon, Paris 1961, p. 219-220.

⁹⁷. *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - IX, Livre II - Les années de guerre (11 mai - 22 juin 1940)*, Plon, Paris 1961, p. 305.

calomnié et de sa mémoire n'est pas laissée au bon cœur du calomniateur. Elle est due en justice par une des plus redoutables sentences du Décalogue ⁹⁸.

→ *Le Vatican et la guerre en Espagne*

Un autre sujet, presque mystérieux, fut évoqué lors de l'entrevue d'Acoz :

Vigon en vint alors à parler de l'attitude de l'Eglise catholique romaine à l'égard de l'Espagne. Franco a eu des difficultés, non pas tant avec le Pape lui-même qu'avec le secrétaire d'Etat, le cardinal Maglione.

Le Führer répondit que les princes de l'Eglise oublient malheureusement que si le National-Socialisme, le Fascisme ou la Phalange n'avaient pas existé, l'Eglise catholique romaine n'existerait plus dans les pays en question. Vigon répondit que Franco s'était servi des mêmes arguments dans une lettre au Pape, qui en avait été tellement impressionné qu'il avait décidé d'aller davantage au fond des choses dans sa réponse. Mais Maglione l'en avait empêché ⁹⁹.

Bien énigmatique, ce passage mériterait à plus d'un titre d'être exploré par les historiens-archivistes du Vatican. Car enfin, cette vérité première, qui avait frappé indépendamment comme une évidence Franco et Hitler, comment se fait-il qu'elle ne sautât pas aux yeux de Pie XII, au point qu'il fallut une lettre de Franco pour l'en convaincre ? au point aussi qu'il en fut « tellement impressionné qu'il avait décidé d'aller au fond des choses dans sa réponse » ? Sans le National-Socialisme, le Fascisme ou la Phalange, plus d'Eglise catholique en Allemagne, en Italie, en Espagne, un bel enjeu, en vérité ! Comment Vigon pouvait-il connaître la réaction personnelle de Pie XII, sans une pièce qui doit bien exister et sommeiller quelque part dans les cartons, n'empêchant de dormir que les gardiens du Graal ?

Deuxième point de l'énigme : le ferme propos du Pape « d'aller davantage au fond des choses ». Qu'est-ce à dire, sinon que la défense politique de l'acquit social chrétien par les régimes en question n'avait été analysée par Rome que de manière superficielle ou médiocrement approfondie ?

⁹⁸. Voir *Catéchisme du Concile de Trente*, commentaire du VIII^e commandement, § 3.

⁹⁹. *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - IX, Livre II - Les années de guerre*, p. 306-307.

En troisième lieu, on se demande d'où venait à Maglione le droit de prévaloir contre le Pape régnant. Pie XII subissait une souveraineté supérieure à la sienne, et personne ne nous en parle, personne ne le trouve étrange. Les archivistes préférèrent visiblement aider l'acharnement des chasseurs de sorcière – toujours la même sorcière, d'ailleurs – plutôt que de nous renseigner sur cet inquiétant contre-pouvoir.

Le général Vigon rapporte encore, à propos de l'entrevue d'Acoz :

Le Führer dit qu'il était tragique de constater qu'alors que la France avait réalisé la séparation de l'Eglise et de l'Etat, tandis qu'un pays comme l'Allemagne paie mille millions [de Deutschmark] d'impôts pour les deux confessions, le Vatican a néanmoins toujours été du côté de la France¹⁰⁰.

Les interlocuteurs de 1940 ne pouvaient pas prévoir que, pour l'Allemagne, le pire était encore à venir. Le chapitre espagnol était clos. L'aide allemande n'avait pas seulement contribué à la victoire sur le communisme, elle l'avait déterminée. Les engagements résultant de l'engagement du Führer avaient été remplis avec une fidélité dont l'histoire offre peu d'exemples. Il ne restait plus que les couleuvres à avaler.

Le moment est venu de conclure cet épisode hispano-allemand de la guerre en Espagne, et de comprendre les bonnes raisons du cardinal-primat, archevêque de Tolède, pour surseoir à la lecture en chaire de l'encyclique *Mit brennender Sorge*. Le simple devoir de gratitude l'obligeait à l'égard des soldats de la Légion Condor, qui combattaient avec les troupes nationalistes espagnoles en parfaite fraternité d'armes. Mgr Isidro Gomà Tomàs n'ignorait pas non plus ce que ses ouailles devaient au Chancelier Hitler, et il ne voulait pas qu'elles eussent la moindre occasion de se scandaliser, même erronément, à la lecture d'un texte qui risquait – on l'a bien vu depuis lors jusqu'à ce jour – d'être compris de travers.

¹⁰⁰. *Les archives secrètes de la Wilhelmstraße - IX, Livre II - Les années de guerre*, p. 307.

Chapitre IV

La préférence communiste

→ *Pas tellement catholique...*

Les penseurs en chambre marchent et restent friands plutôt de tout ce qui peut distraire l'attention des compromissions acceptées, *volens nolens*, pendant « la guerre de l'ombre ». Ils escamotent volontiers les vérités embarrassantes, préférant ne pas se poser trop de questions sur la compagnie en laquelle ils se trouvent dans leur combat contre le III^e Reich. Sans doute considèrent-ils Pie XII comme une honorable caution, mais ils oublient d'aller revisiter les sinuosités de l'itinéraire politique de ce pontife. Demandons d'abord à ses amis de nous rafraîchir la mémoire :

Dès 1939, Pie XII a correspondu abondamment avec Roosevelt¹⁰¹ sur des thèmes concernant la guerre, soutenant généralement la position américaine contre Hitler et le communisme ; Taylor¹⁰² était épiscopalien ; lorsque

¹⁰¹. Voici la fiche technique de l'appartenance maçonnique de Franklin Delano Roosevelt prise dans Daniel Ligou, *Dictionnaire universel de la Franc-Maçonnerie*, éditions de Navarre et éditions du Prisme, Paris 1974 : Initié à la Holland Lodge n° 8, le 28 novembre 1911. 32^e du Rite Ecossais Ancien et Accepté, le 28 février 1929, membre de la *Cyprus Shrine Temple* d'Allany, de la *Greenwood Forest* n° 8, des *Grands Cèdres du Liban* de Warwick (N.Y.) ; membre honoraire de l'*Almas Shrine Temple* de Washington. Et la *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* du 1^{er} mars 1933 ajoutait que Roosevelt appartenait « de plus à une multitude de sociétés secrètes » et qu'il était « l'homme des Rothschild et de la Maçonnerie Universelle » (p. 158) — Note de P.M.

¹⁰². Les Etats-Unis n'ont jamais entretenu de relations diplomatiques avec le Saint-Siège, ce qui était psychologiquement défavorable à l'aurole dont il convenait de parer le chef des croisés de la démocratie. Il fut proposé, et accepté, que le président américain déléguerait un envoyé personnel auprès du Pape. Le choix se fixa sur Myron Taylor, animal politique et ploutocrate, franc-maçon, épiscopalien, ancien cadre de la Standard Oil de New Jersey.

Truman voulut reconduire la mission de Taylor en 1947, il en fut empêché par le tollé des anticatholiques américains ¹⁰³.

Il est loin d'être démontré que ces rapports épistolaires entre le patron de la Maison Blanche et le Souverain Pontife aient grandi le prestige de l'Eglise. Roosevelt, étant plutôt du genre goujat, traitait le Pape Pacelli en copain et faisait précéder sa signature d'un « Cordially your friend » comme s'il avait écrit à l'un de ses électeurs de West Side. De toute façon, ce bonheur prolétarien n'était pas fait pour durer. Une fois jouée la comédie, il n'était plus question de poser plus longtemps aux dévots et de renoncer au laïcisme constitutionnel, le plus beau fleuron des libertés américaines.

Durant le conflit, l'Eglise catholique avait-elle eu à se féliciter du statut qui lui était réservé notamment pour le ministère de ses aumôniers aux armées? Qu'il soit au moins permis de se poser la question quand incidemment on apprend qu'un certain rabbin Max Braude se vit confier la direction de l'aumônerie de la 7^e Armée américaine et qu'il avait sous ses ordres, à ce titre et notamment, 1 500 prêtres catholiques ¹⁰⁴. L'histoire ne dit pas la teinte que prit l'apostolat de ces clercs soumis à une pareille guidance, en avance de plusieurs années sur la pastorale d'ensemble et ses corollaires mis à l'honneur par Vatican II.

C'est l'occasion de s'étonner, en effet, du manque absolu de réaction des autorités religieuses en général et catholiques en particulier devant le crime qui, à la date du discours de la Saint-Eugène 1945, était en cours d'exécution sur ordre du haut commandement interallié depuis vingt-quatre jours déjà: l'extermination par la faim et la soif des prisonniers de guerre allemands aux mains des Américains, des Français et des Belges. La directive officielle était assortie de l'interdiction intimée sous peine de mort aux civils voisins des camps de procurer de la nourriture aux prisonniers. La menace fut

¹⁰³. *Dictionary of Christianity in America*, verbo *Pius XII*.

¹⁰⁴. *London Jewish Chronicle* du 24 septembre 1982, p. 14.

plusieurs fois mise à exécution¹⁰⁵. De quoi s'occupaient les prêtres qui servaient aux armées des libérateurs ? Et les Résistants catholiques allemands qui avaient su braver la tyrannie et rapporter avec zèle au Vatican le moindre propos malsonnant, la liberté enfin recouvrée les rendait-elle muets ?

→ *Un brin d'hypocrisie*

Pour en revenir à Roosevelt, l'«opposition au communisme» – partagée par Pie XII – du président des Etats-Unis, Franklin Delano Roosevelt, vaut un petit détour.

Voici en quels termes un témoin du temps nous rapporte une petite invitation américaine à l'escobarderie :

C'était la forte opposition catholique [au communisme] qui surtout préoccupait Roosevelt. Myron C. Taylor, l'ambassadeur personnel du président, incita le Pape Pie XII à faire une allocution qui, tout en maintenant la condamnation du communisme, établissait une distinction entre le communisme et le peuple russe. L'aide aux Soviétiques pourrait dès lors être assumée par les catholiques sans s'opposer à l'autorité pontificale, ce qui, presque immédiatement, se fit sentir dans le ton de la presse catholique et dans les déclarations des évêques¹⁰⁶.

Cela se passait le 10 septembre 1941, comme le confirme le P. Pierre Blet¹⁰⁷. Il nous assure en toutes lettres que :

les catholiques américains n'avaient pas à avoir de scrupules en soutenant Roosevelt lorsqu'il apporterait son concours à Staline contre Hitler.

Fort bien, mais qu'en est-il de *Divini Redemptoris* qui déclare le communisme intrinsèquement pervers et interdit toute espèce de collaboration avec les communistes ? Qu'à cela ne tienne, l'encyclique suspendra obligeamment ses effets pendant le conflit, comme l'enseigne Mgr McNicholas, archevêque de Cincinnati, dans une lettre pastorale.

¹⁰⁵. Voir James Bacque, *Crimes and Mercies. The Fate of German Civilians under Allied Occupation 1944-1950*, Little, Brown and Company, London 1997, p. 41 et suivantes.

¹⁰⁶. Benjamin Colby, *T'was a Famous Victory / Deception and Propaganda in the War Against Germany*, Arlington House, New Rochelle, N.Y. 1974, p. 41-42.

¹⁰⁷. Pierre Blet, S.J., *Pie XII et la seconde guerre mondiale d'après les archives du Vatican*, Perrin, Paris 1997, p. 140, 142 et 146.

Dans les rangs du philocommunisme militant, Roosevelt avait du galon, et, de longue date, le Komintern suivait ses progrès avec vigilance et intérêt :

[Le Komintern] donna alors [en 1932] l'ordre aux communistes de voter pour Roosevelt puisque tout semblait indiquer qu'il reconnaîtrait le gouvernement soviétique et établirait avec lui des relations diplomatiques, ce qui se produisit en effet en 1933¹⁰⁸.

On peut espérer que Pie XII a été joué par de pareilles amitiés, mais alors il faudrait le reconnaître, nous le dire et cesser de nous éblouir avec sa sagesse politique¹⁰⁹.

→ *Une villégiature weimarienne*

Le III^e Reich n'est pas né de la pluie. On nous parle fréquemment du Traité de Versailles, dont la NSDAP avait effectivement inscrit à son programme la neutralisation, le refus et le rejet. Ce qui est exact mais est présenté comme un crime majeur, un rejet de l'Etat de droit cher au cœur de tout démocrate. Et on en profite pour nous parler moins de la situation intérieure de l'Allemagne après douze années de démocratie. Même au vu de la situation actuelle, on ne se fait qu'une médiocre idée du niveau d'abjection et de corruption où le régime marxiste avait conduit le pays en un temps record : immoralité, drogue, prostitution organisée, suicide des enfants, corruption politique, scandales financiers (Julius et David Barmat !), dénatalité, avortement, rien ne manquait au tableau, mais à un degré stupéfiant. Le changement fut herculéen, comme le reconnaissait, dès 1937, nous l'avons vu, le cardinal secrétaire d'Etat Eugenio Pacelli. Cela ne pouvait-il, voire ne devait-il, pas s'appeler « aller de mal en bien » ?

¹⁰⁸. Aino Kuusinen, *Quand Dieu renverse son ange*, Julliard, Paris 1974, p. 86.

¹⁰⁹. Sans compter que, le pli étant pris, dans d'autres cas par la suite Pie XII toléra l'injustice, ou bien protesta très confidentiellement. En Pologne notamment, dont l'Eglise n'hésitait pas à faire le bout de chemin avec le Parti quand l'intérêt du chauvinisme le souhaitait : « [Gomulka] enrôla l'Eglise catholique, à laquelle 90 % des Polonais appartient, pour la cause de l'occupation des terres dans les territoires de l'Ouest et de la polonisation radicale des anciennes provinces orientales allemandes. Grâce à elle, il supprima tout sentiment d'incertitude et d'injustice chez les colons ; car ce que l'Eglise avalisait pouvait-il être mauvais ? » (Voir : Richthofen und Oheim, *op. cit.*, p. 200-201.)

→ *Un visiteur français en 1936*

A en croire la plupart des historiens, la transmission du pouvoir au parti national-socialiste¹¹⁰ fut un acte violent qui, détruisant la sérénité de la loi dans une paisible république, remplaça la légalité par un brutal arbitraire et précipita ainsi la société allemande dans un abîme de malheur. Plutôt que de se fier à des souvenirs oblitérés par le temps et surtout déformés par la surimpression grimaçante de la propagande, nous allons nous adresser à un témoin d'époque, Yvan-Marie Sicard¹¹¹. Français soucieux de la réalité, il a longuement sillonné le pays voisin qu'il décrit et dont il parle la langue. Le ton réaliste et modéré de son étude traduit manifestement l'intention de comprendre et de faire comprendre.

Il commence par constater que «le gouvernement de Hitler est l'expression [à] 99 % de ce peuple», et il n'arrivera à expliquer une aussi rare conjoncture que par la situation cataclysmale, sous la République de Weimar¹¹², dont venait de s'évader le peuple allemand. Il va nous guider, le temps d'une brève excursion dans cet enfer :

L'Allemagne n'était plus qu'un cadavre souillé par une multitude de larves. Nous voulons dire que les habituelles escortes de spéculateurs, trafiquants en tous genres, s'abattaient sur les nations vaincues, s'installèrent dans ce qui restait de l'Allemagne. Cette racaille s'aboucha avec des banquiers juifs déjà dans le pays. Et l'existence de cauchemar du peuple empira.

Au début de l'année 1924, [...] un effroyable déséquilibre matériel et moral maintenait chacun dans une sorte d'abattement, de torpeur, faisant suite aux crises de délire furieux de l'inflation active. Des gens qui s'étaient crus archi-millionnaires devinrent fous, d'autres se suicidèrent sur des monceaux de marks sans valeur. On enregistra, dans les deux derniers mois de l'année 1923, à Berlin seulement, 137 suicides et 206 cas de folie nécessitant l'internement immédiat. La criminalité augmenta dans des proportions considérables. Du

¹¹⁰. On se plaît d'ailleurs à parler plutôt de « prise du pouvoir » par les nationaux-socialistes, alors que la transmission de ce pouvoir fut on ne peut plus régulière et paisible.

¹¹¹. Y.-M. Sicard, *Etude sur l'Allemagne*, parue en préface à *L'avenir de l'Allemagne*, Fernand Sorlot, Paris 4 décembre 1936, p. 7 à 32. On observera que ce texte était rédigé dans le temps même où se constituait le dossier de l'encyclique *Mit brennender Sorge* (parue le 14 mars 1937). Qui donc faisait le tri des informations chez tous ceux qui renseignaient le Vatican ou s'y renseignaient ?

¹¹². Incroyable régime enfanté par l'incroyable Traité de Versailles, indigeste mélange de laxisme criminel et libertaire et d'autocratie impulsif et illimité, il dura de 1919 à 1933.

mois de septembre 1923 au mois de février 1924, Haarmann tua, dépeça et vendit au public comme viande de boucherie onze jeunes hommes ou enfants.

[...]

La natalité décroissait anormalement, c'est-à-dire de manière vertigineuse, les mères tuaient leur gosse dans leur ventre. L'avortement étant illégal, ces malheureuses, quand elles ne mouraient pas, devenaient les choses d'un vaste syndicat de « faiseuses d'anges », en réalité pourvoyeuses de puissants « Konzern » juifs de maisons d'illusion. Les hommes recherchaient un dérivatif à l'enfer de l'existence quotidienne dans le jeu, l'alcool, les vices sexuels. Les plus riches se droguaient.

Rappelons qu'au mois de novembre 1923 une livre de pommes de terre coûtait 50 milliards de marks, un œuf 80 milliards, un verre de bière 150 milliards. On payait une livre de viande, à quelques milliards près, 3 billions, et une livre de beurre 6 billions de marks. Ces chiffres, rigoureusement officiels, peuvent donner à réfléchir.

[...]

Je ne suis pas, personnellement, antisémite.

[...]

C'est donc avec une objectivité particulière que je vais continuer cette étude. Hébété, découragé, impuissant, le peuple allemand subit, en quelques années, une véritable dictature du mercantilisme sous toutes les formes possibles et imaginables. Pouvant acheter de nouveaux marks, possédant des devises étrangères fortes, des « hommes d'affaires » se rendirent maîtres, non seulement du commerce, mais de la pensée et des loisirs de la nation. Poursuivons l'étude quelque peu détaillée de ces phénomènes qui ne manquent peut-être pas d'enseignements.

Citons au passage quelques banquiers juifs qui opéraient alors ; leur fortune est évaluée en marks-or : les Mendelsohn pouvant se partager 110 millions ; Jacob Goldschmidt, commanditaire de la *Zeit* du Dr Gustav Stresemann ; un très proche parent de Walter Rathenau, Fritz Andrae, possédant un peu plus de 20 millions de marks ; [etc.]

[A]près avoir trusté la bière, la soupe, le calicot et les maisons d'illusion, les capitalistes juifs trustèrent l'expression artistique (dans le plus large sens du mot) des forces révolutionnaires de gauche.

[...]

Chose invraisemblable mais vraie, certaines oligarchies capitalistes devinrent maîtresses de la pensée dite *de gauche* : ce qui revient à dire que l'expression la plus dangereuse et la plus dénuée de scrupules du capitalisme international imposa ses directives à l'internationalisme de la pensée allemande. Peut-être comprend-on mieux maintenant pourquoi l'ouvrier allemand est aujourd'hui farouchement antijuif.

→ *Autres témoins étrangers de l'époque, mêmes constats*

Quelques coups de sonde dans d'autres rapports et commentaires ne feront que confirmer l'analyse de Sicard. Voici un échantillon de ce qu'on lisait dans la presse :

Telle qu'elle est comprise par les juifs, l'« éducation populaire » par le film consiste à faire de la propagande pour la liberté de l'avortement. Ainsi, par exemple, le film *Croisade de la femme* (produit par la firme Ziehm), dans lequel, entre autres, en comparant l'assassinat de la vie en germe avec la mort sur le champ de bataille, on insulte gravement les soldats du front tout en faisant de la publicité pour la limitation des naissances. Il en fut de même avec un film intitulé *Fertilité*. On y faisait également de la propagande pour la limitation des naissances et l'utilisation de moyens anticonceptionnels, ce qui doit finir par s'opposer à la permanence même de l'État. Lorsque l'affaire fut soumise au service de contrôle cinématographique, le social-démocrate juif, premier conseiller d'État aux Affaires médicales, Goldmann, délivra un rapport [à la suite duquel] le film fut autorisé dans tout le Reich¹¹³.

Un écrivain, issu d'une éminente famille russo-ukrainienne de l'ancienne Russie, confirme exactement ce que la presse d'aujourd'hui, caporalisée dans le silence, nous tait avec une effronterie tranquille :

Les organisateurs de la traite des blanches fondirent sur l'Allemagne d'avant Hitler comme des oiseaux de proie. Ils fondaient de fausses sociétés [...] prétendant tourner des films d'aventure en Amérique du Sud [...], signant des contrats avec des armées de jeunes filles toquées de cinéma que l'on expédiait dare-dare en Amérique du Sud. Ce peu ragoûtant commerce se trouvait entre les mains de la juiverie internationale en général et de la lie de la juiverie russe en particulier. Le théâtre et le cinéma allemands, aux mains de spéculateurs, étaient sous la gouverne de juifs internationaux, dont la devise était : De l'argent, de l'argent et encore de l'argent. Ils se firent des fortunes en encourageant l'extrémisme¹¹⁴.

¹¹³. *Bayerischer Kurier* du 29 mars 1930, cité par Theodor Fritsch, *Handbuch der Judenfrage*, Leipzig 1933, p. 348-349.

¹¹⁴. Vladimir de Korostowetz, *Europe in the Melting Pot*, p. 96, cité par Konrad Grieb, *American Manifest Destiny and the Holocausts*, Examiner Books, New York 1979, p. 71. En Allemagne fédérale, après vingt ans de ce retour aux valeurs démocratiques que souhaitait Pie XII, Marc Hillel, journaliste et cinéaste juif, constatera : « Les juifs [...] contrôlent depuis quelques années tout le marché de la prostitution et de la distraction nocturne. Le fait est que, dans les ruelles du port, on peut demander son chemin... en hébreu. A Munich, à Francfort, à Düsseldorf, à Hambourg, à Berlin, [...] un ami lui avait recommandé de visiter des relations qui le recevraient bien, puisqu'il venait de sa part ; l'auteur constate que ces visites amicales ont toutes, ou presque, pour destination une boîte de nuit, un dancing, un bistrot, dont les amis en question étaient les heureux propriétaires. Tous Israéliens, nés en Israël ! Tous décidés à faire fortune : "les Allemands nous doivent bien ça"... » (Marc Hillel, *Israël en danger de paix*, Fayard, Paris 1969, p. 293).

Oui, bien sûr, «De l'argent, de l'argent et encore de l'argent» mais la simple avidité n'explique pas, à elle seule, la fin poursuivie, qui est la domination sur les corps et les âmes et, par là, la subversion radicale de la société, de la tête à la base.

→ *Pendant que vous dormiez...*

Comme d'habitude, «l'homme ennemi» veillait :

La république de Weimar a commencé dans une loge qui s'appelait « Beauté et Dignité » et elle s'est achevée dans une guerre civile mondiale. La franc-maçonnerie cherche toujours à s'abriter derrière cette façade avenante ¹¹⁵.

Sans doute sommes-nous mieux placés que jadis pour savoir que ce n'était qu'un timide début, mais enfin les consuls et les prélats étaient-ils donc tous assoupis ? N'avaient-ils jamais entendu parler du Livre par excellence d'où se tirent les maximes qui engendrent ces abominations ?

Certains n'avaient pas manqué de remarquer cet assoupissement de l'Eglise d'Allemagne. Ils notaient que les directives du Magistère catholique, si elles avaient été reçues, auraient pu sauver la situation. Au lieu de quoi, le parti catholique allemand, le *Zentrum*, pataugeait avec la maladresse convaincue de la démocratie chrétienne.

Ici l'Italie nous a donné l'exemple [aux Allemands], et qui plus est sur ordre du Pape. Là-bas aussi, à l'époque du libéralisme et du marxisme, il existait un parti catholique libéral sous la direction de l'abbé Sturzo ; on l'appelait le parti Popolare. Don Sturzo était un farouche opposant du fascisme et lui reprochait, tout à fait dans le sens des prélats du Zentrum, l'« idolâtrie de la nation » et d'autres choses de ce genre. Voilà qu'en 1923 le Vatican intervint et toute activité politique fut interdite à Don Sturzo et à tous les prêtres, et le Pape Pie XI déclara officiellement : « Il n'y a pas et il ne peut y avoir de parti catholique. Les principes catholiques et les droits politiques trouvent dans l'Eglise elle-même leur appui et leur interprétation. »

Et l'auteur ajoute en note :

Il est intéressant, sous ce rapport, de prendre acte de cette correspondance romaine de *Veritas* (n° 3, du 17 janvier 1931), publiée par un ami personnel du Pape Pie X. Il y est dit mot pour mot : Les brocanteurs politiques du catholicisme, les Sturzo, les Sangnier, les Strathmann, avec leurs bandes du *Zentrum* allemand, avec le Parti Populaire bavarois [*Bayerische Volkspartei*] qui lui est apparenté et *tutti quanti* ne mettent plus aucun frein à leurs louches

¹¹⁵. Juan Maler, *Die Sieben Säulen der Hölle*, Selbstverlag, Buenos Aires 1974, p. 76.

entreprises. Il y a eu ce député du Parti Populaire bavarois, Martin Loibl, qui, dans l'organe local de son parti, le *Neuburger Anzeigblatt*, a accepté la publication d'une annonce à propos d'un meeting communiste. On pouvait y lire textuellement: « Parti Communiste allemand, Groupement régional..., Délégué... » Mais que font donc ces bons prêtres, protecteurs et recruteurs du parti ? Ne voient-ils donc rien ? Sont-ils hypnotisés, ou sont-ce des traîtres ? ¹¹⁶

La petite histoire, disions-nous ci-dessus, confirme la grande. Elle peut aussi, à l'occasion, aider à la faire entendre comme il faut, parce qu'elle la précède dans les faits tels qu'ils sont saisis par les humbles. Une petite feuille allemande rappelait un jour que, par décret du 1^{er} décembre 1933, le gouvernement du Reich avait restitué la formule traditionnelle du serment *So wahr mir Gott helf!* [*Ainsi m'aide Dieu !*] que Weimar avait estropiée en *Ich schwöre es* [*Je le jure*] ¹¹⁷.

Non vraiment, le régime national-socialiste n'est pas né de la pluie. Si l'on veut bien s'affranchir un instant du déluge de propagande qui déferle sur nous et noie sous ses trombes tout jugement sur le national-socialisme, il semble difficile de ne pas reconnaître qu'il a sorti l'Allemagne du cloaque de Weimar, et il l'a sauvée – avec, entre autres, son Eglise – du communisme sur le point de l'engloutir. Ce sont les membres des Sections d'assaut [*Sturmabteilungen*] qui furent les artisans de cette sauvegarde. Ils en ont payé le prix : 207 d'entre eux laissèrent leur vie dans la lutte, également en faveur de ceux qui n'ont cessé de les insulter ; 207, jusqu'à l'accession au pouvoir de leur parti, en 1933 ; mais 72 autres devaient encore tomber sous les coups des Rouges jusqu'en 1937 ¹¹⁸. Le temps de Weimar fut épouvantable d'injustice, de turpitude, de lâcheté, d'abaissement, de perversion. Il serait malhonnête de le présenter autrement et de

¹¹⁶. A. Rosenberg, *Das Wesengefüge des Nationalsozialismus Grundlage der deutschen Wiedergeburt*, p. 46 et suivantes.

¹¹⁷. *ZFI*, mai 1987, p. 1.

¹¹⁸. Le jeune HJ (membre de la *Hitlerjugend*, ou Jeunesse hitlérienne) Georg Preiser fut assassiné par les communistes le 26 février 1933, puis, un an plus tard, après l'arrivée au pouvoir de Hitler, ce fut le tour de deux autres HJ : Otto Blöcker et Christian Großmann.

faire apparaître, en comparaison, le régime suivant comme une déchéance.

Chapitre V

Le discours au Sacré-Collège du 2 juin 1945

→ *Une évaluation traditionnelle*

Il est un document oral qu'on évoque souvent contre le national-socialisme, en insinuant qu'il aurait même autorité que l'encyclique *Mit brennender Sorge*. Ce discours est celui que Pie XII prononça traditionnellement à l'occasion de sa fête patronale, la Saint-Eugène, le 2 juin 1945, devant les cardinaux assemblés.

Observons à ce sujet que l'Eglise a établi depuis les temps apostoliques la distinction entre le jugement théorique du Pape et son jugement pratique. Cette distinction fut l'un des sujets traités au premier concile de l'histoire, en l'an 50, à Jérusalem.

[L]e Concile de Jérusalem [...] *sépara à jamais le jugement théorique du jugement pratique* ; celui qui se porte sur les principes, de celui qui se porte sur les situations changeantes : assouplissement qui, en religion, se fait sous l'inspiration de la charité. En effet, la célèbre rencontre d'Antioche où Paul affronta Pierre, après qu'à Jérusalem les deux apôtres se furent trouvés d'accord pour considérer la loi judaïque comme dépassée, c'est-à-dire hors d'usage, portait, comme le dit si bien Tertullien, « sur une erreur de conduite, non de doctrine, *conversationis vitium, non prædicationis* » (*De præscriptione hæreticorum*, 23, R.d.J., 294), sur les déductions du principe, non sur le principe. [...] Ce sont là des désaccords sur la conduite pratique et une situation historique concrète. Ce sont des désaccords et des erreurs, comme il s'en est perpétuellement produit dans l'Eglise [...] Cette distinction entre la sphère disciplinaire, juridique et politique, qui est variable, et la sphère invariable du *porro unum est necessarium* (une seule chose est nécessaire) (Luc, 10, 42) a certainement pris origine au Concile de Jérusalem, à l'occasion

de la première crise de l'Eglise : la sphère de l'historicité se distingue définitivement de la sphère du dogme¹¹⁹.

Combien d'autres fidèles n'ont-ils pas dû faire appel à cette distinction au cours de l'histoire de l'Eglise pour préserver et conserver leur foi ? A ne prendre que l'histoire de notre siècle, qu'il suffise d'aller voir comment le Vatican n'a pas craint de clore l'épopée victorieuse des *Cristeros* mexicains par le vaseux compromis des *arreglos* de juin 1929¹²⁰. Et qu'on veuille aussi se souvenir que c'est, en gros, le même personnel romain, et en tout cas le même pontife, qui se prononçait pratiquement dans l'affaire de l'Action Française.

Cela dit, on comprendra qu'on ne satisfait pas à la justice en citant à la suite une encyclique – en l'occurrence *Mit brennender Sorge* – puis l'allocution au Consistoire du 2 juin 1945, sans souligner que l'on est passé d'un genre à un autre. Cette harangue dit assez, tant par les circonstances historiques que par son contenu, son caractère purement académique et de simple convenance. Par conséquent, elle engage uniquement le jugement pratique du Pape, nullement son autorité magistérielle.

→ *Les circonstances de l'allocution du 2 juin 1945*

Moins d'un mois après la capitulation sans conditions de l'Allemagne¹²¹, le Pape parle de la seconde guerre mondiale avant même qu'elle ne soit terminée, comme il le rappelle lui-même expressément. L'Allemagne avait déposé les armes, mais son allié, le Japon, allait continuer à se défendre contre les mêmes belligérants, usant des mêmes méthodes de combat,

¹¹⁹. Romano Amerio, *Iota unum, Etude des variations de l'Eglise catholique au XX^e siècle*, N.E.L., Paris 1987, p. 20 et 21. La traduction de ce passage a été corrigée par le présent auteur pour le rendre fidèle à l'original italien et lui éviter même un flagrant contresens.

¹²⁰. En juin 1929, Pie XI cède aux instances et suggestions des évêques mexicains et américains et ordonne aux catholiques de déposer les armes, alors qu'ils l'emportaient sur le terrain ; le triangle épiscopal Rome-Washington-Mexico rédige et signe les *arreglos*, détestable compromis, mauvais arrangement, cote mal taillée, qui devaient satisfaire uniquement la Révolution. Invaincus, les *Cristeros* furent bafoués par leurs pasteurs, et même par le pasteur suprême.

¹²¹. 8 mai 1945.

pendant très exactement trois mois encore, jusqu'au 2 septembre 1945.

Or, que voyons-nous ? Nous voyons le père commun piétiner un vaincu, prendre le parti du fort contre le faible qui achève de combattre pour sa simple survie, renforcer les légendes de la propagande en les mettant exactement sur le même pied que les faits authentiques et vérifiables, et tirer des conclusions qui, avec le recul du temps, grincent étrangement à toute oreille catholique. Ajoutons-y quelques distorsions appliquées à l'histoire récente pour la faire correspondre au désir des vainqueurs, le silence superbe couvrant les crimes monstrueux perpétrés sur les vaincus – les vaincues surtout – dans l'instant même du discours, le souvenir perdu à jamais des bienfaits récemment encore acceptés et, enfin, l'incroyable dureté de cœur dont témoigne le choix du moment pour admonester même un coupable, s'il l'eût été. Bref, un discours que l'on recevrait aujourd'hui sans hésiter sous le label du *politiquement correct*.

→ *La préférence polonaise*

«Cet écroulement nous l'avions vu venir de loin...», proclame Pie XII à propos de la défaite allemande. Eh bien, les Polonais, eux, avaient vu venir, et même fait venir cet écroulement de plus loin encore, et c'est d'ailleurs dans cette espérance démentielle qu'ils avaient mis à feu le détonateur du conflit. Seulement, ils avaient cru sottement en sa réalisation immédiate, profitable et glorieuse. La raclée qu'ils ont essuyée ne change rien à leur responsabilité destructrice. Pie XII devait bien s'en souvenir, quand même. C'est parce qu'elles se sentaient couvertes par la garantie anglaise, et plus encore dans la conviction que le peuple allemand allait se soulever contre le gouvernement du Reich, que les autorités polonaises se sont livrées à d'innombrables provocations¹²², imbéciles mais sanglantes, et ont opposé leur

¹²². « L'attitude de la presse polonaise, écrit l'ambassadeur von Moltke à M. von Weizsäcker, et d'autres facteurs de l'opinion polonaise sont devenus, ces derniers temps, nettement plus défavorables à l'Allemagne... Des éléments juifs, francs-maçons et marxistes, toute l'opposition de gauche, les milieux nationalistes et aussi, comme on pouvait s'y attendre dans un pays aussi catholique, des influences cléricales s'emploient sans cesse, sous un prétexte ou sous

refus obstiné aux nombreuses propositions pacifiques du Führer Chancelier¹²³. Ces provocations et ces refus n'avaient d'autre but que d'allumer aussitôt la poudre sèche de la guerre et, par elle, de procurer l'occasion d'une cavalcade triomphale des régiments polonais jusqu'à Berlin. N'ayons pas la cruauté d'insister sur leur résultat pratique. A court terme, ce fut l'écrasement de la morgue polonaise dans une défaite que les plus augustes augures n'avaient vue venir ni de près ni de loin. Et à long terme, ce fut l'asservissement à Moscou, non seulement de la Pologne (qui ne l'avait sans doute pas volé), mais de la moitié de l'Europe, asservissement dont ces pays ne sortiraient qu'estropiés, sinon à jamais, au moins pour très longtemps.

→ *Une imprécation gratuite*

On peut se demander si le 2 juin 1945 était bien le moment d'entretenir les cardinaux du « spectre satanique exhibé par le national-socialisme » et s'il n'y avait vraiment rien de plus pressant que de se joindre à la meute, pour hurler à la mort avec elle en des termes pareils et ainsi lui donner bonne conscience. « Le spectre satanique exhibé par le national-socialisme » n'est évidemment pas sans rappeler l'« *opera del diavolo* » de Ledochowski, mais avec l'odieux des circonstances s'ajoutant à celui du propos.

Il ne faut pas laisser passer, sans protester rigoureusement contre elle, cette invective, la plus grave qui se puisse prononcer contre un homme, contre un gouvernement, contre un parti, d'avoir accompli une œuvre diabolique. Nulle part le Magistère sacré ne

un autre, à créer une atmosphère d'hostilité envers le III^e Reich » (*Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, V, 53, cité par Jacques Benoist-Méchin, *Histoire de l'Armée allemande*, Albin Michel, Paris 1966, tome VI, p. 183, n. 1) – juifs, maçons, marxistes et clergé catholique, c'est encore plus touchant que l'Union Sacrée qui, en France en 1914, vola au secours de la III^e République contre le Boche abhorré, et la sauva. Pierre Blet décrit l'atmosphère polonaise de 1939 en disant que « la Pologne attendait l'attaque allemande dans le calme » (*loc. cit.*, p. 27).

¹²³. Le comte Szembek note, le 17 février 1939 : « J'ai dit au R.P. Ledochowski qu'Hitler travaillait réellement à une détente durable dans les relations avec la Pologne. » Mais il ajoute aussitôt : « Malgré cela, nous avons, dans nos rapports avec l'Allemagne, toute une série de difficultés territoriales et locales qui prouveraient cependant, non pas le manque de sincérité des assurances du gouvernement allemand, mais plutôt que le régime n'est pas maître de l'ensemble de ses organes d'exécution » (*op. cit.*, p. 420). (Note de PM : Or, c'est dans les rouages de ces « organes d'exécution » que s'embusquaient les héros de la Résistance allemande.)

s'est prononcé de la sorte contre le national-socialisme. Cet avis personnel de Pie XII ne tient pas lieu de condamnation, contrairement à ce qu'aime croire et faire croire la littérature imbibée de « mensonges autorisés ». Jusqu'à preuve du contraire, cette injure était dénuée de fondement et, de plus, les circonstances la rendaient détestable. Et, pour comble, elle fut et elle est restée prononcée *in absentia*. L'occasion de s'en faire laver ne sera jamais offerte aux injuriés¹²⁴.

→ *Vive le droit du vainqueur puisque c'est le droit du plus fort*

Encore, était-il tellement opportun d'appeler et de rappeler – « comme Nous avons déjà eu l'occasion de l'exposer dans d'autres occasions » – la « nouvelle dignité » et la « nouvelle vie » qui ne manqueraient pas de surgir « quand les coupables auraient expié les crimes qu'ils ont commis » ? Les « coupables » ne pouvant être que les vaincus, c'eût été commettre une tautologie que de l'exprimer.

Comment ne pas rester surpris devant un juriste de haute science parlant de coupables et de leur juste châtement avant même qu'ils ne soient jugés par un légitime et intègre tribunal ? Ce qui, dans le cas, ne s'est jamais réalisé, et pour cause. Personne, ni au Vatican, ni ailleurs, n'a jamais songé à réunir les conditions d'une stricte justice, mais tout le monde avalisa dès le début le brigandage juridique qui bafouait effrontément les principes les plus élémentaires du droit, comme la non-rétroactivité des lois et l'impossibilité d'être licitement juge en sa propre cause ; qui pratiquait en grand, avec la bénédiction générale, la subornation de témoins et l'extorsion d'aveux sous la torture.

Il faudrait faire ici un excursus sur ces procédés de ce que les Anglo-Saxons appellent la *Lynch Justice*. Les décrets en sont taillés par les juges en cours de procédure aux dimensions de

¹²⁴. On pourrait incidemment remarquer, puisqu'il est ici question d'opinions personnelles, qu'il est impossible à la même personne de croire à la fois à l'authenticité des apparitions de Fatima et au caractère satanique et intrinsèquement pervers du national-socialisme, dont Notre-Dame n'a pas parlé, se contentant d'annoncer la révolution bolchevique en Russie. On se demande comment procèdent les personnes qui tiennent simultanément les deux opinions dont nous parlons.

leur besoin pour justifier verbalement leurs arrêts de vengeance. En 1993, le général Telford Taylor, ancien procureur américain au « Tribunal militaire international », a publié un volume de sept cents pages, *The Anatomy of the Nuremberg Trials*¹²⁵, où il arrive, selon le *Spectator* de Londres, à cette conclusion élémentaire, mais dévastatrice :

Les procès de Nuremberg furent misérablement conduits et devinrent une parodie de justice [*a travesty of justice*]. Les accusateurs étaient aussi les juges.

Et d'ajouter que les filandreux débats de ces instances furent « féroces et irréfléchis » [*callous and unthinking*], de façon que la défense se trouvait désarmée face aux « manières brutales et expéditives de l'accusation ».

Mais déjà, au moment même où se déroulaient ces procès, le plus grand juriste d'Amérique était consterné par les méthodes employées à Nuremberg : le président de la cour suprême des Etats-Unis, le juge Harlan Fiske Stone, faisait remarquer avec irritation :

[Le procureur général des Etats-Unis] Jackson est parti diriger ses séances de lynchage de haut vol à Nuremberg. Peu m'importe ce qu'il fait aux Nazis, mais je ne supporte pas qu'on aille prétendre qu'il dirige une cour et des débats selon le droit dans son sens habituel¹²⁶.

Et au Congrès, le représentant américain du Wisconsin, Lawrence H. Smith, déclarait :

Les procès de Nuremberg heurtent tellement les principes de justice anglo-saxons qu'il nous faudra avoir honte à jamais de cette page de notre histoire [...] La farce de Nuremberg joue le rôle d'une politique de vengeance poussée à son paroxysme¹²⁷.

tandis qu'un autre membre du Congrès, John Rankin, de l'Etat du Mississippi, déclarait :

En tant que représentant du peuple américain, je voudrais dire que ce qui se passe à Nuremberg, en Allemagne, est une honte pour les Etats-Unis [...] Deux ans et demi après la fin de la guerre, une minorité raciale est en train

¹²⁵. Bloomsbury, London 1993.

¹²⁶. Alpheus T. Mason, *Harlan Fiske Stone : Pillar of the Law*, New York, Viking, 1956, p. 716.

¹²⁷. *Congressional Record - Appendix*, vol. 95, chap. 14, 15 juin 1949, p. A 3741.

non seulement de pendre des soldats allemands à Nuremberg mais de traduire en justice des hommes d'affaires allemands au nom des Etats-Unis ¹²⁸.

Un juriste aussi avisé que Pie XII, occupant un poste d'observation unique au monde, pouvait-il raisonnablement ignorer, voire ne pas même supputer ce qui allait se passer ?

Quant au premier juge britannique à Nuremberg, il a donné une fière idée de l'esprit qui animait ces magistrats. C'était Lord Justice Lawrence, bientôt après créé Lord Oaksey, qui, dans un discours prononcé le 27 avril 1948, déclarait en parlant du Tribunal militaire international à Nuremberg :

Nous n'avons fait que nous joindre aux autres pays en mettant à mort nos ennemis en Allemagne ¹²⁹.

C'était la danse du scalp.
Nul n'était obligé de s'y joindre.

→ *La vengeance sur les innocents*

Si, donc, en juin 1945 les coupables restaient encore à châtier, les innocents, eux, on ne les avait pas ratés. Les ruines de Dresde et de Chemnitz fumaient encore, littéralement – pour ne rappeler que ce seul bombardement où périrent dans les flammes au moins 250 000 hommes, femmes et enfants, vieillards et blessés (13 et 14 février 1945) ¹³⁰. Les hordes qui avaient déferlé et qui s'acharnaient sur l'Allemagne n'étaient pas constituées de spectres ou de fantômes, sataniques ou non, mais de libérateurs en chair et en os. Se pouvait-il qu'ils fussent conduits par le bon ange ? Pour ne prendre qu'un échantillon de ces abominations entre des milliers d'autres, la brigade palestinienne des juifs russes, «Juda la vengeresse», venait, dans le village de Judenburg, de livrer à l'Armée rouge, avec

¹²⁸. *Congressional Record - House*, vol. 93, chap. 9, 28 novembre 1947, p. 10938.

¹²⁹. Voir F.J.P. Veale, *Advance to Barbarism*, 1948, p. 288. « Tout le monde le fait, donc c'est licite », dit en substance ce noble juge. Bel exemple de ce que Pie XII condamnait sous le nom de « morale de situation ».

¹³⁰. Le bombardement de Tokyo par les Américains était plus récent encore et ne remontait qu'au 16 mars 1945.

toutes leurs familles, les Cosaques qui avaient combattu les Soviétiques aux côtés de l'armée allemande¹³¹.

Ces drames, dont le spectre satanique ne fut évoqué nulle part sous ce vocable, nous fournissent l'occasion d'une remarque, et même de plusieurs.

Pie XII était le rédacteur de la note du 30 avril 1937 sur l'interprétation authentique de *Mit brennender Sorge*, analysée plus haut, et il savait donc fort bien que le national-socialisme n'avait pas été condamné en tant que tel par *Mit brennender Sorge*, et encore moins déclaré d'origine satanique. D'où vient alors qu'il insinue dans son discours le contraire de la vérité ? Il aurait fallu le lui demander, mais ceux qui auraient eu droit et raison de lui poser la question venaient d'être « libérés » : libres comme le gibier dans la garenne, on les tirait à vue. Au meilleur cas, s'ils n'étaient pas abattus ou lynchés sur place, on les conduisait en esclavage, et sinon vers la potence.

On nous rétorque alors que, si Pie XII s'en prend ainsi, en 1945, au régime que le monde entier ameuté pour l'hallali vient de terrasser, c'est parce que sa conduite a démontré que, loin de s'amender, le national-socialisme était allé de mal en pis. Au nom des muselés, il faut répondre par une question : comment expliquer alors que, parmi toutes les armées belligérantes de la seconde guerre mondiale, ce furent précisément celles dont le spectre satanique hantait le souvenir de Pie XII qui furent les

¹³¹. Voir *Sodalitium* (Turin) de décembre 1991, p. 32. Ces horreurs se passaient cinq jours avant le discours de Pie XII, sous la badine du demi-juif, le général américain Mark Clark, fils de Rebecca Ezekiel, qui devait aider puissamment les communistes à s'installer en Europe, comme ce général l'a avoué dans ses mémoires. C'est le même aussi qui avait participé à la destruction sauvage et inutile de l'abbaye de Monte Cassino, le 15 février 1944. Le nombre total de ressortissants russes et soviétiques livrés par les Alliés à l'URSS se situe entre deux et trois millions. Les mêmes Alliés ont fait pleuvoir sur les lignes combattantes six milliards de tracts pour promettre que les prisonniers seraient traités selon la Convention de Genève. Le général américain Dwight Eisenhower, commandant en chef interallié pour l'Europe, avait déjà commencé à faire livrer à la soldatesque rouge les prisonniers – y compris les auxiliaires féminines, dont on imagine la réception – quand les tracts promettant le traitement loyal tombaient encore sur le front (voir le courageux auteur juif américain Julius Epstein, *Operation Keelhaul, The Story of Forced Repatriation*, Devin Adair, Old Greenwich 1973, p. 28). Il faudrait encore évoquer les horreurs de l'armée de Tito, en Croatie : massacres de masse à Bleiburg, le 14 mai 1945, et, peu avant, à Maribor, les prêtres et civils abattus comme catholiques, ainsi que les marches à la mort (voir : Bernard George, *L'Occident joue et perd, La Yougoslavie dans la guerre*, La Table Ronde, Paris 1968, *passim*).

seules à ne point commettre ou tolérer le plus abominable des crimes dont une troupe puisse se rendre coupable: le viol ? C'est l'auteur américain Austin App qui l'affirmait, sans qu'on l'ait jamais contredit :

Le viol des femmes est le procédé de la plus honteuse barbarie que les troupes d'occupation puissent se permettre; il est affligeant mais il est nécessaire de dire qu'il s'agit là d'une méthode de barbarie propre aux Alliés qui n'a jamais été employée par les Allemands¹³².

→ *De la difficulté d'être allemand*

D'une manière plus générale, un adversaire de l'Allemagne, le célèbre historien militaire britannique Sir Basil Liddell Hart, constatait :

Car un trait surprenant de la guerre suivante fut que l'armée allemande gagna une réputation meilleure encore, pour sa conduite humanitaire, que celle acquise en 1870 et en 1914, alors que l'on devait s'attendre naturellement à voir le « nazisme » s'ajouter au « prussianisme » pour le rendre pire. [...] En parcourant les pays libérés après la guerre, on entendait rendre largement hommage à la conduite du soldat allemand et trop souvent on entendait aussi des réflexions défavorables sur celle des troupes des libérateurs. Mieux encore, il semblait même que le contact étroit et prolongé dû à l'occupation avait engendré une meilleure entente entre la masse du petit peuple de part et d'autre, au lieu d'un approfondissement des préventions et de la haine. Le rapprochement entre Français et Allemands en fut le résultat le plus remarquable¹³³.

Sir Basil se disait «étonné». Soit. Son étonnement, qui ne lui coûtait pas cher, n'a jamais réhabilité personne. Mais n'est-ce pas plutôt à nous d'être stupéfaits quand une personnalité de cette importance, l'une des mieux placées pour se tenir au courant, vient à se déclarer surprise par la vérité ? Qui donc avait informé cet expert des questions militaires et de l'histoire de la seconde guerre mondiale ? Si le père du mensonge intervenait dans ce conflit, il faudrait nous dire de quel côté il rencontrait ses meilleurs partisans.

→ *De la commodité d'être antiallemand*

¹³². « *The foulest atrocity occupation troops can commit is rape : sad to say, it is an Allied atrocity, not a German one.* » Série de Pamphlets publiés de 1946 à 1978 par Boniface Press, USA.

¹³³. Sir Basil Henry Liddell Hart, *Memoirs*, Cassel, London 1965, tome 1, p. 203.

Dans l'allocution au Sacré-Collège, aucun signe de réprobation pour le régime véritablement diabolique mis en place par les vainqueurs. C'est à notre tour d'être surpris. Se pourrait-il que Pie XII se trompât lui aussi sur leur comportement dégoûlant de sadisme ? Cette fois, cette politique infernale était parfaitement programmée, et même publiquement annoncée. Les multiples plans d'extermination du peuple allemand par les Alliés circulaient dans le domaine public. L'un d'eux, *Germany Must Perish* [L'Allemagne doit périr], de Theodor Nathan Kaufmann, fut lancé par *Time Magazine*¹³⁴. Il y eut les plans de Louis Nizer¹³⁵, celui de Earnest A. Hooton, de Henry Morgenthau Jr¹³⁶ ; les hurlements à la mort et à la profanation des femmes allemandes par Illya Ehrenburg. Tant de haine donnait rétrospectivement le vertige aux honnêtes gens, notamment à Paul Rassinier, à Victor Gollancz, à Josef Ginsburg, à Freda Utley, à F.J.P. Veale, à A.K. Chesterton. Ces crimes alliés de guerre et d'après-guerre n'étaient ni improvisés ni imprévisibles aux esprits libres. Ils se déroulaient avec le consentement, au moins tacite, des autorités morales des nations civilisées, celles-là mêmes qui se préparaient à siéger au

¹³⁴. James J. Martin, *The Man Who Invented Genocide*, IHR, Torrance [Ca., USA] 1984, p. 54 et 55. Se pourrait-il qu'on ne lût pas *Time* au Vatican ? Qui le croira ? Ajoutons encore ce qu'écrivait David Hoggan dans le *JHR*, Spring 1985, p. 85 : « *Germany Must Perish* a paru avant Pearl Harbour [7 décembre 1941], donc avant l'entrée en guerre des Etats-Unis. Goebbels demande à Adolf Hitler, au Wolfschanz, à Rastenburg, en août 1941, de faire connaître ce livre en Allemagne. Hitler refuse parce que la victoire allemande n'aurait aucun sens si elle était obtenue grâce à des combattants du même type que les barbares gangsters des Etats-Unis, ou semblables aux soldats anglais, voire aux barbares mongoloïdes utilisés par Staline. » *Germany Must Perish*, selon le même historien, a bénéficié de recensions enthousiastes de la presse des Etats-Unis.

¹³⁵. Louis Nizer, *Que faire de l'Allemagne ?* Brentano's, New York/Paris 1944, dont la parution fut soutenue par le vice-président Henry Wallace : « Ce livre arrive au bon moment » ; le futur président des Etats-Unis Harry Truman : « Le livre de Louis Nizer est un des livres les plus fascinants et les plus remplis d'informations que j'aie jamais lus. Tout le monde dans ce pays devrait le lire. » ; par Maurice Maeterlinck : « C'est un exposé profond, méthodique, objectif et lucide de tous les problèmes de la paix. Ce livre sera la Bible des futurs artisans de la paix. Ils auront à le consulter comme on consulte une encyclopédie... ». « Guide pour un nouvel ordre mondial », titrait Lord Vansittart dans l'*Evening Standard* de Londres, le 14 juillet 1944.

¹³⁶. C'est sur ordre de Morgenthau que l'on a émis aux Etats-Unis les billets de banque de 1 et 5 dollars portant les symboles maçonniques : pyramide tronquée, œil omnivoyant, maxime annonciatrice du nouvel ordre mondial (voir *Revue Internationale des Sociétés Secrètes* du 1er octobre 1935, p. 17). Tout cela aurait pu et même aurait dû n'annoncer rien de bon à l'observateur le moins astucieux.

«Tribunal militaire international». On peut même dire qu'ils étaient inclus dans le programme de leur fameuse « libération ».

Chapitre VI

Bilan d'un règne impartial : rigueurs et aménités

→ *Aux Soviétiques nulle peine, même légère*

Les pires atrocités soviétiques ont été sciemment et pudiquement dissimulées par les Alliés occidentaux, voire par les neutres. Le 29 février 1944, le ministère britannique de l'Information envoyait nominalelement aux cadres de la radio d'Etat (BBC) ainsi qu'aux membres du haut clergé de l'Eglise anglicane une note rédigée dans les termes que voici :

Monsieur, Le ministère me requiert de vous envoyer la lettre-circulaire suivante :

Il est souvent du devoir des bons citoyens et des pieux chrétiens de fermer les yeux sur les bizarreries de ceux qui nous sont associés. Mais le temps vient où de telles bizarreries, alors qu'on les nie en public, devront être prises en compte quand on nous demandera d'agir.

Nous connaissons les méthodes de gouvernement utilisées par le dictateur bolchevique en Russie, par exemple par les écrits et les discours du premier ministre [Winston Churchill] lui-même au cours des dernières vingt années. Nous savons comment s'est comportée l'Armée rouge en Pologne en 1920 et en Finlande, en Estonie, en Lituanie, en Galicie et en Bessarabie récemment encore.

Aussi devons-nous nous rendre compte de la manière dont l'Armée rouge va certainement se comporter quand elle envahira l'Europe centrale. A moins de prendre des précautions, les horreurs manifestement inévitables qui en résulteront vont provoquer sur l'opinion publique de ce pays une tension excessive.

Nous ne pouvons pas réformer les Bolcheviques, mais nous pouvons leur épargner – et à nous également – les conséquences de leurs actes. Les révélations du dernier quart de siècle rendront peu convaincants de simples démentis. L'unique chose possible en dehors du démenti est de distraire de toute l'affaire l'attention du public.

L'expérience a montré que la meilleure diversion est la propagande à propos d'atrocités, dirigée contre l'ennemi. Malheureusement, le public n'est plus aussi réceptif qu'au temps des « usines à cadavres », et des « enfants belges aux mains coupées », et des « Canadiens crucifiés ».

C'est pourquoi *votre* collaboration est ardemment requise pour distraire l'attention du public des agissements de l'Armée rouge, par votre soutien sans réserve aux diverses accusations contre les Allemands et les Japonais qui ont été et seront encore mises en circulation par le ministère.

L'expression de *votre* foi peut en convaincre d'autres.

Votre très obéissant serviteur,

(signé) H. HEWET, SOUS-SECRÉTAIRE.

Post Scriptum : Le ministère ne pourra donner suite à quelque courrier que ce soit en rapport avec cette communication qui ne doit être mise sous les yeux que de personnes dignes de confiance ¹³⁷.

Sans doute n'est-il guère possible de prouver formellement que le Saint-Siège était au courant de cette mystification officielle qui portait le nom de code *Operation Paper Clip*. On éprouve tout de même de grandes difficultés à croire le contraire. En irait-il même ainsi, que les dizaines d'années écoulées depuis lors auraient largement suffi à rectifier le tir des paroles que l'on avait soi-même imprudemment prononcées. Se pourrait-il que le Souverain Pontife se trouvât lui aussi intoxiqué par les « diverses accusations contre les Allemands et les Japonais qui ont été et seront encore mises en circulation par le ministère » ? On finirait par le souhaiter.

→ *L'esprit de Nuremberg avant Nuremberg*

Il était, certes, bien intéressant d'entendre cette leçon de droit incluse dans son discours par le grand juriste que fut Pie XII à propos du Concordat de 1933, bien que, depuis, des questions plus urgentes eussent réclamé ses commentaires avisés. Mais on reste stupéfait que les cardinaux entendissent sans broncher vitupérer contre « la lutte religieuse qui allait toujours s'aggravant », en contraste avec « la liberté qu'avaient permise les conditions politiques et sociales » de la République maçonnique de Weimar. La lutte religieuse était donc l'apanage et le monopole du III^e Reich. Il ne fut pas question un instant,

¹³⁷. Voy. Edward J. Rozek, *Allied Wartime Diplomacy* (pièce à conviction n° 124, du 20 février 1985, du premier procès du Canadien E. Zündel à Toronto).

dans toute l'allocution, de jeter le moindre soupçon sur ce qui se passait à l'époque même dans le camp des Alliés ; moins encore dans *les camps* des Alliés. Rien sur le traitement infligé aux catholiques de Prusse, de Pologne, de Roumanie, de Hongrie, de Ruthénie, des Sudètes, de Slovaquie ou de Croatie. Livré à ses bourreaux communistes par le commandant américain de la région de Linz¹³⁸, Mgr Joseph Tiso n'aura guère eu le temps, ni surtout l'occasion, de protester de la liberté dont l'Eglise avait joui sous sa présidence en Slovaquie ; il fut pendu haut et court en 1947 pour avoir placé son pays sous la protection du Reich, lequel avait tenu rigoureusement parole.

Aucune protestation du juriste contre la monstruosité qui se préparait pourtant, sous un badigeon de légalité, depuis le 25 octobre 1941 – date de la première déclaration d'intention de «juger» les criminels de guerre – dans le camp allié et qui consistait à masquer l'esprit de vengeance du vainqueur derrière la mascarade juridique d'un «tribunal» international.

L'acception de personnes est commise à tout instant dans ce discours, où ne figure aucune désapprobation du bombardement des civils effectué pourtant dans un raffinement de cruauté abominable et planifié. En revanche, nous n'y coupons pas du couplet sur les «mesures réitérées toujours plus hostiles prises contre l'Eglise catholique en Autriche, en Alsace-Lorraine et surtout dans la Région de la Pologne¹³⁹ qui, déjà pendant la guerre, avait été incorporée à l'ancien Reich ; tout y fut frappé, anéanti ; tout, c'est-à-dire tout ce qui pouvait être atteint par la violence extérieure ». Cette région de Pologne, le Warthegau,

¹³⁸. Voir Ivo Höllhuber, *L'Europe et les méfaits du mondialisme, La pauvre Clio garrottée par le pouvoir politique*, Le Flambeau, Paris 1994, p. 99.

¹³⁹. Il faudrait tout de même cesser de nous rebattre les oreilles avec le mythe – un de plus – de la « Pologne catholique », et ne pas oublier que, pendant l'hiver 1917, les francs-maçons de Varsovie rencontraient en Suisse les francs-maçons français en vue de reconstituer une Pologne selon les vues de l'Entente, c'est-à-dire d'empêcher son relèvement dans un sens favorable aux empires centraux. Les francs-maçons français songeaient depuis longtemps au « chemin de Danzig » avec annexion de toute la Pologne allemande. Il passe les bornes de nous faire prendre la Pologne moderne, fruit de ces cogitations fraternelles, pour un agrume tout odoriférant de catholicité (voir Karl Heise, *Entente-Freimaurerei und Weltkrieg*, Verlag für Ganzheitliche Forschung und Kultur, Wobbenbüll 1982 ; Faksimile-Ausgabe der 1920 erschienen 3. Auflage des Werks, p. 256).

était une de ces terres où tout était allemand et qui avaient été soumises arbitrairement à l'autorité de fait et violente de la Pologne par le Traité de Versailles. Du terrorisme endémique contre les minorités, des meurtres ignobles et systématiques commis par les Polonais pendant tout l'entre-deux-guerres, pas un mot aux dignitaires. Ni à personne, ni plus tard, ni jamais¹⁴⁰.

→ *Les camps de concentration*

Le chapitre sur les camps de concentration est plutôt affligeant. De ces camps «affluaient», paraît-il, au moment où Pie XII prononçait son discours, «les phalanges de ceux, tant clercs que laïcs, dont l'unique crime a été la fidélité au Christ et à la foi de leurs pères ou l'accomplissement courageux des devoirs sacerdotaux». Et de mentionner «quelques-unes des nombreuses nouvelles qui Nous parviennent de prêtres et de laïcs internés au camp de Dachau».

Remarquons, au passage, que le moment n'était pas encore venu de parler d'Auschwitz, dont la célébrité avait encore à naître. La crainte de représailles allemandes, par laquelle on justifie le silence de Pie XII sur le sort des juifs, n'avait plus aucun fondement. Pourtant, pas la moindre mention d'un quelconque massacre, pas plus que de l'instrument d'exécution, la chambre à gaz homicide. Il y a donc là un vrai silence de Pie XII, dont aucun défenseur de sa mémoire ne s'est hasardé jusqu'ici à nous donner l'explication satisfaisante, alors qu'elle se trouve à portée de main. Pour le Pape, cela aurait été le moment ou jamais – avant que n'expire le temps non suspect – d'exalter encore le mérite de ceux qui, comme lui, avaient sauvé des juifs. Il suffisait qu'il dénonçât haut et clair, sans plus aucun péril pour personne, la nature et l'étendue de la menace à laquelle ces rescapés avaient échappé.

→ *Un rapport authentique sur le camp de Dachau*

¹⁴⁰. C'est ce que faisait déjà remarquer à la Secrétairerie d'Etat le ministre des Affaires étrangères allemand von Ribbentrop dans sa note du 10 juin 1941 (voir P. Blet, *loc. cit.*, p. 140). Pierre Blet préfère parler de *prétendues vexations* subies par la minorité allemande de la part des Polonais (*ibid.*, p. 34).

Retournons-en au camp de Dachau que Pie XII évoquait. «En première place, pour le nombre et la dureté des traitements subis, se trouvent les prêtres polonais.» Et de raconter des épisodes hauts en couleur comme celui-ci: «En une occasion, la haine des impies contre l'Eglise en arriva à tel point de parodier sur un prêtre interné, avec des fils de fer barbelés, la flagellation et le couronnement du Rédempteur».

Pour «le nombre et la dureté des traitements subis», il existe une description irréfutable, émanant de témoins de la couronne: c'est l'histoire officielle de ce même camp de Dachau, rédigée par le général belge Paul Berben et publiée par le Comité International de Dachau à Bruxelles¹⁴¹. Il y est question notamment et précisément du sort des religieux et des clercs détenus dans ce camp.

Nous y apprenons qu'une attention spéciale était portée au traitement du clergé. En raison de la politique générale allemande, la plus grande partie des clercs arrêtés fut transférée à Dachau. Paul Berben nous raconte :

Le 15 mars 1941, les religieux furent extraits des commandos de travail, sur ordre de Berlin, et leur régime s'améliora. Ils reçurent des fournitures de couchage analogues à celles des SS, et des détenus russes et polonais furent désignés pour entretenir leurs chambres. Ils pouvaient se lever une heure plus tard que les autres détenus et se reposer dans leur lit deux heures le matin et l'après-midi. Dispensés du travail, ils pouvaient se consacrer à l'étude et à la méditation. On leur fournissait des journaux et ils disposaient des livres de la bibliothèque. La nourriture était suffisante: ils recevaient parfois jusqu'à 1/3 de pain par jour. En outre, pendant un certain temps, un supplément substantiel leur fut fourni sous la forme d'un demi-litre de cacao le matin et d'un tiers de bouteille de vin journallement. Il semble bien que ces suppléments aient été fournis à l'intervention du Vatican¹⁴².

Assurément les SS avaient des méthodes de persécution fort peu orthodoxes, si l'on peut dire. Et s'il était vrai, comme il paraissait, que de ces camps «affluaient les phalanges de ceux, tant clercs que laïcs, dont l'unique crime a été la fidélité au Christ et à la foi de leurs pères ou l'accomplissement courageux

¹⁴¹. Paul Berben, *Histoire du camp de concentration de Dachau (1933-1945)*, Comité International de Dachau, Bruxelles 1968.

¹⁴². Berben, *op. cit.*, p. 145 et 146.

des devoirs sacerdotaux», on s'explique mal la conduite étrange des bourreaux de ces phalanges quand on sait, nous dit Berben, que les ecclésiastiques internés réussirent à convaincre les autorités du camp de construire une chapelle pour les services religieux. Avant cela, les services se célébraient dans les baraquements pour les prisonniers :

Le travail patient des religieux et des laïcs avait, finalement, fait merveille. La chapelle, longue de 20 mètres et large de 9, pouvait contenir environ huit cents personnes, mais souvent plus d'un millier s'y pressaient ¹⁴³.

[...]

En 1944, les services se succédaient sans arrêt le dimanche: des prêtres catholiques de toutes les nationalités officiaient ¹⁴⁴.

Dans les derniers jours du camp, la chapelle devint quelque peu l'objet d'une discussion. A mesure que les prisonniers des camps à proximité du front étaient évacués vers l'intérieur, Dachau se surpeuplait. Lorsque les services médicaux devinrent défaillants, le typhus commença à exercer d'effrayants ravages. On essayait d'enrayer la maladie en désengorgeant les locaux. La direction du camp demanda aux prêtres la permission de transformer la chapelle en locaux d'habitation pour améliorer les conditions de vie :

[...] pour parer à la pénurie de logements qui devenait catastrophique, on proposa aux religieux de renoncer [à la chapelle] ¹⁴⁵.

Les ecclésiastiques restèrent inflexibles et, même pour des raisons sanitaires, ils n'entendirent pas céder la chapelle. Ce furent les religieux qui eurent le dernier mot. La direction du camp accéda à leur désir « et la chapelle fut maintenue jusqu'au dernier jour » ¹⁴⁶.

Dans ces conditions, même s'il était vrai que les prêtres et religieux polonais étaient les plus défavorisés, on ne voit pas très bien en quoi ils se trouvaient menacés de succomber à l'extermination. Mais était-ce seulement vrai qu'ils étaient défavorisés ?

¹⁴³. Berben, *op. cit.*, p. 151.

¹⁴⁴. Berben, *op. cit.*, p. 153.

¹⁴⁵. Berben, *op. cit.*, p. 152.

¹⁴⁶. Berben, *op. cit.*, p. 152.

→ *Détails sur Dachau puisés à bonne et irréfutable source*

Toujours sur le chapitre de la «dureté» des traitements subis, nous apprenons, à propos du régime alimentaire des détenus ordinaires du camp de Dachau, qu'en plus des repas normalement prévus et du second petit déjeuner, et de ce que les prisonniers pouvaient se procurer à la cantine, on disposait d'autre nourriture encore.

A partir de la fin de 1942, des envois importants de vivres et d'autres objets utiles arrivèrent ainsi au camp¹⁴⁷.

Les parents et amis des prisonniers envoyaient au camp des colis de vivres. En plus de ces colis :

les envois effectués par la Croix-Rouge apportèrent également une aide dont on ne saurait assez souligner l'effet bénéfique¹⁴⁸.

Les envois de la seule Croix-Rouge, écrit le général Berben, consistaient en «milliers¹⁴⁹» de colis.

Voilà pour le commun, mais il y avait des exceptions, en ceci notamment que Dachau servait de camp de rassemblement pour tous les détenus qui appartenaient au clergé, soit environ 2700 détenus¹⁵⁰, avec ce détail sur les Polonais, les plus mal aimés, nous dit-on :

A partir de novembre [1942], l'envoi de colis aux religieux fut officiellement autorisé et la situation alimentaire s'améliora sensiblement. Surtout les Allemands et les Polonais en reçurent des quantités considérables, de leurs familles, de leurs paroissiens et de membres de communautés religieuses. Au block 26, il en arrivait parfois une centaine le même jour¹⁵¹.

«Surtout les Allemands *et les Polonais*», c'est noté, mais pas dans le discours du 2 juin 1945. Soit. Mais alors n'est-il pas à craindre que ce privilège ne fût que passager ? Une fois encore, il ne semble pas. Les religieux continuèrent à recevoir de

¹⁴⁷. Berben, *op. cit.*, p. 69.

¹⁴⁸. Berben, *op. cit.*, p. 68.

¹⁴⁹. Berben, *op. cit.*, p. 68.

¹⁵⁰. Cela n'empêche pas l'abbé Georges de Nantes (n° 340, de novembre 1997, p. 17, colonne 2 du *Bulletin de la Contre-Réforme catholique*) d'écrire tranquillement : « Les allemands [*sic*] avaient déporté 3 646 prêtres dans les camps, et 2 647 y trouvèrent la mort. »

¹⁵¹. Berben, *op. cit.*, p. 149.

« considérables quantités » de nourriture presque jusqu'à la fin de la guerre :

Cette période d'abondance relative dura jusque vers la fin de 1944, lorsque les entraves apportées aux communications interrompirent les envois de colis. Cependant les religieux allemands reçurent encore des vivres par l'intermédiaire du curé-doyen Pfanzelt, de Dachau, auquel des correspondants envoyaient des timbres de ravitaillement : le prêtre achetait du pain et du saucisson et expédiait les paquets par la poste locale ¹⁵².

Encore convient-il d'ajouter, pour être équitable, que tout cela prit fin, non parce que les « nazis » avaient résolu d'affamer les gens, mais parce que « les entraves apportées aux communications interrompirent les envois de colis ».

→ *Erreurs et injustices en tous genres*

Pie XII vivait dans le monde surréaliste de ses informateurs. Nous n'avons pas à juger sa conscience, nous avons la nôtre qui nous pèse assez. Mais Pie XII était un homme public et là, dans l'exercice de son jugement pratique, il pouvait être trompé et se tromper. En regard des faits prouvés et démontrés qui ne correspondent pas avec ses déclarations il nous faut relever les discordances qui portent à commettre l'injustice.

Le Saint Père ne pouvait pas savoir – mais il n'aurait donc pas dû parler avant de savoir – que parmi les anciens détenus du camp de Dachau se trouvait un homme honnête et véridique. C'était l'évêque suffragant de Munich, Mgr Neuhäussler. Il devait écrire plus tard, en réponse aux relations fantaisistes d'anciens détenus ¹⁵³, une brochure où il démolit complètement les affirmations aventurées de Pie XII (sous le titre *Nur die Wahrheit wird uns frei machen* [Seule la vérité nous libérera]).

→ *Fallait-il avaliser la comédie judiciaire des vainqueurs ?*

La justice est antécédente à la charité. Pie XII avait le devoir d'être véridique et prudent. Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis ce funeste 2 juin. A l'appui de ce que nous avons appris

¹⁵². Berben, *op. cit.*, p. 149.

¹⁵³. Notamment Hans Karl, *Erinnerungen eines katholischen Geistlichen* (Souvenirs d'un prêtre catholique).

depuis lors, nous sommes bien obligés, à notre grande tristesse, de reconnaître qu'il ne fut, cette fois, en son jugement pratique, ni l'un ni l'autre.

Quoi qu'il en soit, nous qui jugeons cet acte public plusieurs dizaines d'années plus tard, nous sommes forcés de constater :

- 1) que le Pape parlait alors que la guerre n'était pas achevée, en chargeant exclusivement l'un des belligérants, l'Allemagne, ce qui ne pouvait être qu'un parti pris aussi *contre* le Japon, encore en guerre, et *en faveur* de l'ennemi commun, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ;
- 2) que l'absence de toute critique sur la conduite des Alliés, y compris l'URSS, au moment où leur incroyable barbarie faisait rage sur toute l'Europe, ne pouvait, au moins dans l'esprit de ces Alliés, que les justifier dans leurs abominations ;
- 3) que cette critique unilatérale, combien partisane et intempestive, ne pouvait qu'encourager les criminels dans leur crime, pourvu qu'ils ne fussent ni allemands ni japonais (ou assimilés) ;
- 4) que la menace ainsi accumulée sur la tête des Allemands et des Allemandes, des Japonais et des Japonaises (et assimilés et assimilées), loin de rester théorique, a eu les effets abominables que nous savons.

Nous ignorions souvent à l'époque, toutefois nous avons appris avec certitude depuis, les horreurs que couvraient les déclarations et les omissions du pontife. La caution de Pie XII a aidé à instaurer la conviction inamovible du bon droit exclusif chez les vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Il est interdit d'en réclamer les raisons.

Nous avons vu les autres fruits, nous avons vu les deux millions de ressortissants russes livrés à la bestialité soviétique. Nous avons vu les vainqueurs installer leur morale et ravager la chrétienté par la pornographie et la dénatalité, par la «contraception» et l'avortement. Nous avons vu le triomphe de l'envie, de l'avarice, de la rapacité, de la cruauté, de l'impiété. Toute cette lie se trouvait au fond de la coupe que Pie XII

présentait avec une solennelle imprudence à son conseil. Rarement sans doute il manqua une meilleure occasion de se taire – ou alors de parler, mais comme le chef qu'il était de l'Eglise romaine.

→ *Trois affirmations risquées*

Quelques années passèrent et Pie XII écrivit encore :

...jamais n'est sorti de Nos lèvres un seul mot qui pût paraître injuste ou amer pour l'un ou l'autre des belligérants. Certes, Nous avons blâmé, comme il était de Notre devoir, toute iniquité ou violation de droits ; mais Nous l'avons fait de manière à éviter avec la plus grande sollicitude qu'il n'en résultât de plus grandes et injustes persécutions pour les peuples opprimés ¹⁵⁴.

Trois affirmations, que la seule lecture de l'allocution dont nous parlions ci-dessus suffit à démentir, mais que nous allons examiner plus en détail :

1. «Jamais n'est sorti de Nos lèvres un seul mot qui pût paraître injuste ou amer pour l'un ou l'autre des belligérants.»
2. «Nous avons blâmé, comme il était de Notre devoir, toute iniquité ou violation de droits.»
3. «Nous l'avons fait de manière à éviter de plus grandes et injustes persécutions pour les peuples opprimés.»

1) Première affirmation de Pie XII :

Jamais n'est sorti de Nos lèvres un seul mot qui pût paraître injuste ou amer pour l'un ou l'autre des belligérants.

Cédons la parole au P. Robert A. Graham, S.J. Il rappelle :

Pour la France, en 1939, la première encyclique de Pie XII dans les premières semaines de la seconde guerre mondiale [*Summi pontificatus*] fut un instrument de propagande envoyé par le ciel. On la salua ouvertement comme antiallemande et on en tira les conséquences. L'aviation française, par vagues successives, en fit pleuvoir des milliers d'exemplaires de petit format sur le territoire ennemi ¹⁵⁵. Du côté de l'Angleterre, le secrétaire aux Affaires

¹⁵⁴. *Sacro Vergente Anno*, 7 juillet 1952.

¹⁵⁵. « Cette opération, programmée de manière systématique, dura du 11 janvier au 24 avril [1940]. Le nombre total d'exemplaires de l'encyclique lancés sur l'Allemagne fut de 88 000 », nous confie Graham le plus naturellement du monde. La République une, laïque et indivisible fut ainsi promue messagère de la pensée pontificale. Il eût été, et il reste, hautement anticatholique

étrangères, le vicomte Halifax, déclara au Cabinet de guerre que le document pontifical «de notre point de vue, peut être considéré comme vraiment satisfaisant». A Berlin, cependant, le ministère des Affaires étrangères pensait qu'il n'y avait là vraiment rien de satisfaisant, «le document étant avant tout dirigé contre le Reich»! Les idéologues du parti, au bureau de Rosenberg, l'accusèrent d'antiracisme, pendant que la Gestapo recevait des instructions visant à empêcher la distribution du message pontifical¹⁵⁶.

Voilà le tableau: céleste instrument de propagande pour Paris, de Londres un brevet de véritable satisfaction, le coup accusé pour ce qu'il était par Berlin, impartialité contente d'elle-même à Rome, le monde entier captant le message cinq sur cinq comme «ouvertement antiallemand», «la Gestapo blême de rage». Le bonheur était complet. La III^e République mettait évidemment la cerise sur le gâteau en faisant pleuvoir une encyclique pontificale sur les païens d'outre-Rhin: une première! Pourtant Graham avoue n'y voir plus très clair lui-même:

On peut être quelque peu perplexe. Car à ce moment précis le Pontife réaffirmait énergiquement sa propre neutralité et sa mission de Père commun, au-dessus de toute compétition d'ordre temporel. Lui-même et ses porte-parole répétaient aux visiteurs que cette encyclique ne visait aucun des belligérants mais voulait seulement exposer quelques lignes générales de comportement moral et spirituel pour tous, en temps de guerre.

Conclusion de ces assurances cent fois répétées, avec la bonne foi que l'on devine:

En réalité, il était difficile, sinon impossible pour les belligérants, à ce moment, de distinguer entre jugements pratiques et principes généraux.

«Pour les belligérants, à ce moment», peut-être, mais depuis lors, pour le lecteur intègre et, s'il s'en trouve, pour l'historien sans préjugé? Le fait est que la tromperie prospère dans ce maquis de la confusion né de la fausse équivalence entre: d'une part, le jugement pratique, et donc faillible, du pontife; et, d'autre part, les principes généraux dont ce même pontife a la garde parce qu'ils relèvent de la foi et des mœurs. Il est

de s'en apercevoir avec dégoût. Surtout lorsque l'archiviste ajoute: « Qui pourrait se tromper en pensant que le *bombardement* intensif reflétait la conviction des Français que l'encyclique constituait une bonne propagande antiallemande? » Désormais, la « bonne propagande antiallemande » allait prendre le pas sur la Bonne Nouvelle. Autant savoir à quel point on pouvait prendre au sérieux les proclamations d'impartialité du pontife régnant.

¹⁵⁶. Robert A. Graham, « La première encyclique de Pie XII et les belligérants en 1939 », dans *La Documentation Catholique*, n° 1896, du 19 mai 1985, p. 556 et suivantes.

franchement malhonnête de continuer à exploiter la difficulté de distinction entre les deux domaines, alors que nous ne sommes plus, depuis soixante ans, «les belligérants de ce moment-là». A qui la faute si le recours à l'autorité de Pie XII pour les jugements d'ordre pratique est complètement démonétisé? alors que Graham fait cet aveu :

Dans l'ensemble, l'encyclique insistait de manière prédominante contre le Reich national-socialiste...

Graham prend la peine de rappeler que *Summi pontificatus*, du 20 octobre 1939, était la première encyclique d'un règne. Or, ajoute-t-il,

...toute première encyclique revêt un intérêt particulier puisque, dans la nature des choses, elle est comme une sorte de programme du nouveau pontificat.

Il est donc établi que l'hostilité de Pie XII au Reich était au programme de son pontificat et que ne saurait être vraie sa première affirmation prise dans *Sacro Vergente Anno* que jamais n'était sorti de ses lèvres un seul mot qui pût paraître injuste ou amer pour l'un ou l'autre des belligérants.

2) Deuxième affirmation de Pie XII :

Nous avons blâmé, comme il était de Notre devoir, toute iniquité ou violation de droits.

Prenons acte avec Graham de ce que :

En concluant son document, le Saint-Père ne put éviter de toucher un sujet « spécifique » : le sort des Polonais et de la Pologne.

Les paroles du Pape sur la Pologne «étaient destinées à connaître un écho», non «pendant plusieurs mois», comme l'insinue l'historien jésuite, mais pendant la durée du pontificat, et bien au-delà. Ces paroles, les voici :

Le sang d'innombrables êtres humains, même non combattants, élève un poignant cri de douleur, spécialement sur une nation bien-aimée, la Pologne, qui, par son inébranlable fidélité à l'Eglise, par ses mérites dans la défense de la civilisation chrétienne inscrits en caractères indélébiles dans les fastes de l'histoire, a droit à la sympathie humaine et fraternelle du monde, et attend, confiante dans la puissante intercession de Marie, secours des chrétiens, l'heure d'une résurrection en accord avec les principes de la justice et de la vraie paix.

La Pologne bien-aimée – et le monde bien-aimé lui aussi, avec toute sa «sympathie humaine et fraternelle» – attend toujours de se relever de l'aventure où elle a puissamment contribué à nous précipiter avec elle, tandis que «la neutralité¹⁵⁷ et la mission du Père commun» en prenaient un rude coup. C'est lui, Pie XII, qui frappait de nullité, dans *Summi pontificatus*, ses propres paroles de *Sacro Vergente Anno* prononcées treize ans plus tard. A Berlin, connaissant de longue date le parti pris du Pape pour la Pologne, on savait à quoi s'en tenir.

Il n'est pas surprenant donc, *commentait-on là-bas*, que le Pape ait exprimé sa sympathie fraternelle pour les Polonais. Il n'y a pas de doute cependant que l'on aurait été agréablement impressionné si le Pape avait adressé une pensée non seulement aux Polonais, mais aussi à ces milliers d'Allemands, parmi lesquels des milliers de catholiques, hommes, femmes, enfants et vieillards, qui ont été massacrés par les Polonais de la manière la plus horrible.

Graham, manifestement, n'ignore rien de cette affaire qui, si elle avait été commise par les Allemands, se serait appelée un «crime de guerre», selon l'idiome néo-juridique :

L'allusion [dans le texte de Berlin] se rapportait à ce qui était arrivé à Bromberg et que la propagande allemande était en train d'exploiter à cette époque-là comme preuve des atrocités commises par les Polonais. La réticence du Pape sur cet événement – le massacre d'Allemands attribué à des Polonais – refléta peut-être le doute qu'il nourrissait sur l'authenticité de l'information, se souvenant de cas précédents de propagande allemande de ce genre.

→ Une «bavure» à Bromberg

Robert A. Graham se dispense toutefois bien d'informer ses lecteurs sur «ce qui était arrivé à Bromberg». Les atrocités dûment constatées et authentifiées par des témoins neutres, il les réduit à un fait divers «attribué à des Polonais» et «exploité»

¹⁵⁷. Sur l'ingérence de Pie XII dans les événements politiques de son temps, on se souviendra, par exemple, que : «Après la chute de la France, le Pape demanda aux Anglais de détruire toute trace de la participation du Vatican aux négociations manquées avec la Résistance antihitlérienne. A ce qu'il semble, le ministre des Affaires étrangères Halifax détruisit ses copies personnelles, mais d'autres subsistèrent au Foreign Office, qui démontraient les interventions du Pape ; si elles avaient été découvertes, cela aurait pu entraîner la prise de la Cité du Vatican par les nazis » (Alfred Lilienthal, *The Zionist Connection II / What Price Peace ?* North American, New Brunswick, New Jersey 1978 (1982), p. 510). Il est bien connu que Pie XII avertit la France, puis la Grande-Bretagne, la Hollande et la Belgique avant le déclenchement de l'offensive de l'Ouest, le 10 mai 1940.

par «la propagande allemande». Entendons bien: a priori, les Polonais sont calomniés dans cette affaire mais, même quand la propagande allemande ne mentirait pas, cela ne changerait rien, puisqu'elle ne dit la vérité que pour l'exploiter. D'ailleurs, le Pape n'y croit probablement guère, pense Graham, recourant une nouvelle fois à l'autorité de Pie XII en ses jugements pratiques, qui ne laissent pas d'être souvent douteux.

En réalité, ce qui s'est passé là, ce 3 septembre 1939, est franchement abominable. Le doute de Pie XII n'était raisonnablement pas permis, parce qu'il avait reçu, par les soins du ministre des Affaires étrangères Joachim von Ribbentrop, un exemplaire du livre *Les atrocités commises par les Polonais contre les Allemands de Pologne*¹⁵⁸, dont personne n'a tenté de réfuter la démonstration ni les accusations. Si la tuerie de Bromberg n'est pas une «iniquité» doublée d'une flagrante «violation de droit», on se demande à quoi peuvent encore servir les mots et s'il vaut encore la peine de les enchaîner pour exprimer une pensée: le massacre laissa sur le terrain plus de quinze mille morts horriblement mutilés¹⁵⁹; morts peu intéressants puisque ces hommes, ces femmes, ces enfants n'étaient que des «nazis», tandis que leurs bourreaux étaient des dévots de Chestochova et du panslavisme. Et on pourrait poursuivre la liste.

→ *Crimes condamnés en silence*

Car que dire aussi des bombardements de villes ouvertes ? Il est bien connu que c'est pour masquer l'effet causé au monde par les villes bombardées que fut lancée la campagne de diversion sur

¹⁵⁸. Document rédigé et publié sur l'ordre du ministère des Affaires étrangères du Reich, avec pièces authentiques à l'appui (ministère des Affaires étrangères du Reich, Berlin 1940). Charles Klein (*Pie XII face aux nazis*, SOS, Paris 1975, préface de Mgr Jean Rhodain, p. 31 + n. 41) écrit que « ce document a produit le meilleur effet ». Entendez qu'il a pris le chemin le plus direct vers la corbeille.

¹⁵⁹. Il fut pourtant la simple continuation des cruautés qui rendirent indispensable l'intervention armée de l'Allemagne pour la protection de ses nationaux en Pologne. La persécution des minorités, surtout allemandes mais aussi ukrainiennes et juives, sous la II^e République polonaise a commencé dès le lendemain de la création de cet Etat. Il en a été pris acte par des témoins non suspects. Voir, par exemple, René Martel, *Les frontières orientales de l'Allemagne*, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, Paris 1930.

les camps de concentration. Il suffit pour s'en convaincre de consulter la presse de l'époque. Aucun journal américain ne parlait des villes bombardées, ni des conditions d'existence effroyables des survivants.

Et l'expulsion de quatorze millions de ressortissants allemands de leurs terres ancestrales dans des conditions d'une inhumanité atroce, qui donc en a parlé en désignant les vrais coupables et leur véritable perversité? Et le blocus alimentaire, le supplice délibéré par la faim et la soif, la torture physique, le meurtre individuel ou de masse? Et les commandos de vengeurs, qu'un Léon de Poncins découvrait avec stupéfaction plus de vingt-cinq ans après les faits?¹⁶⁰

Là, nulle encyclique mais un silence révérenciel et sépulcral. A la pastorale des évêques allemands du 30 janvier 1946, aucun écho, sauf pour prêcher la morale dans le sens du «Nous l'avions vu venir de loin» évoqué plus haut. Fin mai, dans le camp de Rheinberg, en Rhénanie, les prisonniers allemands mouraient de faim et de soif par plusieurs centaines chaque jour. L'archevêque de Cologne intervint auprès des autorités américaines et avertit Pie XII de ce qui se passait. Sans aucune réaction de nulle part¹⁶¹.

Le 2 juin 1945, jour de l'allocution de Pie XII au Sacré-Collège, l'intendant général des forces américaines en Europe se déclarait incapable de pourvoir à la nourriture des quatre millions de prisonniers détenus par son armée mais, pourtant, il était interdit aux civils de contribuer au ravitaillement des captifs. La disette commence à régner en Allemagne. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) envoie deux trains de nourriture, qui lui sont réexpédiés par l'armée américaine. Le premier ministre du Canada, William King, proteste contre le fait que les prisonniers ne soient plus protégés par la Convention de Genève, puisqu'il

¹⁶⁰. Léon de Poncins, *Top Secret, Secrets d'Etat anglo-américains*, DPF, Chiré-en-Montreuil 1972.

¹⁶¹. James Bacque, *Other Losses, An Investigation into the Mass Death of German Prisoners at the Hands of the French and Americans After World War II*, Stoddart, Toronto 1989, p. 46.

n'existe plus aucune puissance protectrice des intérêts allemands. Le Foreign Office le fait taire¹⁶².

Tout cela oblige à conclure que Pie XII n'a nullement blâmé toute iniquité, toute violation de droits. Il s'est tu très hermétiquement et très généralement sur l'iniquité des vainqueurs. Nous voudrions qu'on nous démontre le contraire.

3) Troisième affirmation de Pie XII :

[Lorsque] Nous avons blâmé, Nous l'avons fait de manière à éviter de plus grandes et injustes persécutions pour les peuples opprimés.

Lorsque le Pape a blâmé, il l'a fait de manière à éviter un surcroît de persécutions contre les opprimés? Il est tout de même permis d'en douter. Certes, les tortionnaires polonais, belges, français, serbes, tchèques et les autres n'attendaient pas la bénédiction de Pie XII pour se mettre à l'ouvrage, mais ils n'ont pas manqué de se sentir revigorés par la bonne opinion que Sa Sainteté manifestait de leur zèle au service de la bonne cause. De plus, on ne voit pas que le blâme explicite infligé aux Allemands devant les cardinaux le 2 juin 1945 prît soin, en quelque manière, de calmer la rage « toujours recommencée », épuratrice et vengeresse des vainqueurs et sous-vainqueurs qui déferlait sur l'Europe. Bientôt elle allait s'étendre à l'Asie contre les Japonais, et depuis lors on attend toujours qu'elle se calme. Ne voit-on pas que les apostrophes pour le moins audacieuses du Pape ont été comprises comme une approbation, une justification, voire une canonisation ?

¹⁶². James Bacque, *ibid.*, page xii.

Chapitre VII

Un nouveau style

Le plus grave, dans toute cette affaire, est encore que Pie XII a lancé un style, qu'il a accrédité la légende de la persécution de l'Eglise catholique sous le III^e Reich, persécution à laquelle plus un seul historien sérieux ne peut croire aujourd'hui. Le malheur veut, le malheur appelé par le discours de Pie XII, que les historiens sérieux se retrouvent, à de rares et honorables exceptions près, dans le camp des gauchistes et des juifs. Ce qu'un Josef Ginsburg (alias J.G. Burg), ce qu'un Julius Epstein ont écrit, pas un écrivain catholique n'a même songé à l'écrire. Parmi les exceptions, il faut citer le P. Reichenberger, jésuite américain, et le professeur Austin J. App, qui a enseigné, notamment, au La Salle College à Philadelphie. Tous les deux sont méconnus en Europe, malgré leurs efforts pour faire triompher la vérité, ou bien à cause de cela. Le P. Reichenberger s'est dépensé sans compter aussitôt après la guerre, entre autres en publiant des extraits et un résumé du dossier que le maréchal Hermann Göring, ministre de l'Intérieur du Reich, aurait présenté à Nuremberg si on ne le lui avait pas escamoté. Le dossier complet représentait plusieurs caisses de documents que le personnel administratif du « tribunal militaire » s'empressa de confisquer. Mais les avocats de Göring avaient prévu la manœuvre et constitué ce dossier en double ou en triple. Une expédition en parvint en Amérique, aux Etats-Unis, où le P. Reichenberger en tira le livre *Crimes de guerre alliés et crimes contre l'humanité*, publié en allemand à Buenos-Aires en 1949. Quant à Austin App, il a fait paraître un grand nombre de

livres, de brochures et de tracts, plus une quantité d'articles de revues. Mais qu'est-ce tout cela à côté du déferlement de mensonges dont nous sommes submergés depuis la guerre, rien que dans le domaine qui nous intéresse ici ?

Car comment comparer l'audience de quelques personnes privées et celle, multipliée à l'infini, d'un Pape s'adressant à l'assemblée la plus élevée dans l'Eglise ? On imprime, on lit, on consulte et on cite le discours de Pie XII, encore aujourd'hui. Mieux, on l'exhibe comme preuve, bien qu'il soit, faute de références dignes de foi, dénué de toute valeur probante.

→ *Credo d'un président maçon*

Ceux qui voudraient absolument défendre l'allocution de Pie XII devraient nous expliquer par quel miracle elle a bien pu ne pas passer, aux yeux de tous, amis ou ennemis, chrétiens ou athées, pour une approbation des thèses rooseveltiennes. Ces thèses, on le sait, consistaient essentiellement en ce credo ahurissant signé par F.D. Roosevelt :

Je crois [à la possibilité] de restaurer en Russie¹⁶³ la véritable liberté religieuse, cela avec de plus grandes et de meilleures raisons que n'en dispose cette même liberté dans l'Allemagne d'aujourd'hui [septembre 1941].

[...] Je crois néanmoins que cette dictature russe est moins dangereuse pour la sécurité des autres nations que l'Allemagne.

Je crois que la survie de la Russie [communiste] est moins dangereuse pour la religion, pour l'Eglise comme telle et pour l'humanité en général que ne le serait celle de la dictature allemande.

Pie XII n'ignorait rien de cet étrange credo puisque ces phrases démentiellles sont extraites d'une seule (datée du 3 septembre 1941) des lettres de Roosevelt au Souverain Pontife.

Pie XII était-il entré dans la même folie que le grand vizir de la Maison Blanche ? Ne voyait-il pas « venir de loin » par quel prix de sang, de larmes, de douleur et d'ignominie allaient se solder les vaticinations de ce détraqué ? N'avait-il pas assez des expériences en Russie même ? en Ukraine ? en Finlande ? dans les pays Baltes ? en Hongrie ? et en Espagne ?

¹⁶³. Roosevelt souhaitait ne pas savoir que la Russie n'existait plus depuis 1917 et qu'elle était devenue la République des soviets et ensuite l'URSS.

→ *Amère récolte*

Les fruits de l'allocution de Pie XII sont particulièrement cruels, il suffit d'y aller voir sur le terrain. Ici, combien auraient le droit de se lever, de réclamer la parole et de dire, sans rancœur et sans trouble, s'adressant aux responsables que Dieu connaît :

« J'étais en prison et vous m'avez visité, mais pour me battre. J'avais faim et vous m'avez refusé à manger. J'avais soif et vous m'avez abreuvé de vos déjections. J'étais nu et vous m'avez revêtu du froc des bagnards. J'avais froid et vous m'avez laissé grelotter. Que Dieu vous pardonne! »

Comment ne pas songer ici à la parabole du bon Samaritain mais racontée à l'envers ? Dans l'original, lorsque l'étranger compatissant découvrit le corps pantelant du voyageur sur la route de Jéricho, il n'a pas achevé de le cogner. Non plus qu'il ne s'est vanté d'avoir prévu de loin son malheur, il n'a pas prétendu que c'était bien fait, il n'a pas déferé la victime à une espèce de tribunal où n'auraient siégé que ses agresseurs et ses bourreaux. Nous préférons retourner lire, chez saint Luc, la vraie version de Notre Seigneur, avant que même cette lecture ne soit interdite.

→ *Esprit des mots et mots d'esprit*

Un jour, durant la guerre, Mgr Tardini, sous-secrétaire d'Etat (et collègue de Jean-Baptiste Montini), déclarait à l'ambassadeur d'Italie, à propos de la campagne contre l'URSS : « Je vois bien la croisade, mais je ne vois pas les croisés »¹⁶⁴. Merci pour eux, Monsignore. Merci aussi pour les pauvres Russes qui, à cause de vous et de vos amis, ont vu se refermer sur eux et se verrouiller sans retour la porte de leur baignoire qui s'était ouverte pendant deux ans derrière un front de 2 500 kilomètres.

¹⁶⁴ Ulysse Floridi, *Moscou et le Vatican*, France-Empire, Paris 1979, p. 46. – Remarquons toutefois que, dans sa lettre pastorale datée de Pampelune le 24 novembre 1936, Mgr Isidro Gomà Tomàs, Cardinal Archevêque de Tolède et Primat d'Espagne, en parlant de la guerre en cours dans son pays tenait à remercier les pays étrangers qui avaient salué l'insurrection, puis il ajoutait : « Quelques-unes de ces nations ont même subvenu avec largesse aux nécessités créées par le terrible fléau ». Plus loin, il soulignait en propres termes : « Il faut reconnaître [à la lutte présente] un esprit de vraie croisade ».

Vous ne voyiez pas les croisés, Monsignore? Les deux millions de soldats de toutes nationalités qui sont tombés pour retarder la marée rouge – pour la retarder seulement, à cause de pareille adresse politique; ces morts-là et les millions d'autres combattants qui en sont revenus, ce qu'ils n'ont jamais vu, eux, c'est un saint Dominique ou un Pierre l'Hermite. Ce qu'ils n'ont jamais entendu, c'est l'appel d'un saint Pie V. Ces gens-là étaient du bois dont on faisait les chevaliers, du temps où les clercs prenaient au sérieux leur dur métier de pêcheurs d'hommes, plutôt que de s'embusquer dans la peau d'un protonotaire. Tardini faisait des mots, le soir en sucrant sa tisane, ou en faisant des ronds de jambe dans les salons et les chancelleries. Pendant ce temps-là les *non-croisés* étonnaient le monde par leur bravoure, leur héroïsme et leur esprit de sacrifice de loyaux guerriers. Est-on tellement certain que les traits d'esprit à la Tardini n'y sont pour rien – et tout ce qu'ils supposent et tout ce qui en a découlé – si les preux dont nous parlons n'ont pas trouvé ou retrouvé, s'ils ont perdu peut-être à jamais, le véritable sens de leur dévouement et de leur vie?

→ *Pas de croisade*

Il restait bien vrai que le temps des Urbain II et des saint Pie V était bien révolu.

Pie XII ne voulait pas d'une guerre sainte. Il faut le savoir et ne pas en tenir rigueur aux combattants qui se sont fait tuer sans sa bénédiction. Lorsque Nikita Krouchtchev écrasa l'insurrection de Budapest lors de la célèbre boucherie de 1956, Pie XII ne craignit pas d'épargner le Sarrasin :

Nous, en tant que Chef de l'Eglise, avons évité une fois encore d'appeler la chrétienté à une croisade¹⁶⁵.

«*Une fois encore*», c'était donc bien marquer la continuité, et «*une fois encore*» le nouvel Islam en a profité pour s'engraisser sur les dépouilles d'autres chrétiens.

¹⁶⁵. Radiomessage du 23 décembre 1956, cité par Ulysse Floridi dans *Moscou et le Vatican*, *op. cit.*, p. 48.

Concluons l'évocation de l'allocution au Sacré-Collège en citant une fois de plus Robert A. Graham quand il se charge de présenter le véritable caractère de cette pièce :

L'allocution du Pape en cette circonstance historique constitue une des expressions les plus personnelles de tout son pontificat ¹⁶⁶.

On ne saurait mieux dire : une expression personnelle et un acte personnel qui ressortit au jugement pratique et nullement théorique de l'évêque de Rome. Elle ne saurait donc engager que la responsabilité de son auteur, nullement celle de l'Eglise. S'il fallait le démontrer, c'est chose faite.

¹⁶⁶. Le texte original a paru dans la *Civiltà cattolica* du 1^{er} au 15 août 1987 et en français dans la *Documentation Catholique* sous le titre : « Les projets de Hitler sur l'Eglise et l'attitude de Pie XII ». Nous recourons à cette traduction.

Chapitre VIII

Une usine à mensonges

→ *Calomnies en circulation*

Qu'entendait donc le sous-secrétaire Hewet, artisan de l'*Operation Paper Clip*, en parlant des «diverses accusations», «mises» et à mettre encore «en circulation par le ministère»? Les archivistes du Vatican ne peuvent plus prétendre l'ignorer, depuis vingt ans au moins, puisque l'un d'entre eux est l'auteur d'une étude très détaillée sur cette question. Il s'agit d'un article, toujours de Robert A. Graham, S.J., sur ce que l'on appelle pudiquement «la guerre psychologique», en réalité l'organisation, par le gouvernement britannique, d'une escroquerie morale à l'échelon planétaire. Aucune improvisation là-dedans, mais le braquage planifié des consciences par tous les coups bas possibles, jusqu'aux plus révoltants¹⁶⁷. Le bon Père écrivait :

Certains auteurs anglais contemporains ont décrit, avec franchise et une satisfaction non dissimulée, la propagande «noire» ou les faux bruits mis en circulation dans la campagne contre l'Axe durant la seconde guerre mondiale. Ils révèlent ainsi la création systématique et la diffusion de fausses informations pour démoraliser l'ennemi et s'assurer un soutien chez les neutres. Il s'agit d'une impudente et audacieuse opération de guerre psychologique, dont les implications n'ont pas été jusqu'ici pleinement étudiées.

¹⁶⁷. « Il Vaticano nella guerra psicologica inglese 1939-1945, La storia dei sib, cioè delle bugie autorizzate » [Le Vatican dans la guerre psychologique anglaise 1939-1945, L'histoire des sib, c'est-à-dire des mensonges autorisés], dans *La Civiltà cattolica* du 21 janvier 1978, p. 113 à 153.

Ces révélations ne manquent pas de cynisme, comme on va le voir, et personne ne semble se mettre en peine de rectifier les injustices qu'elles ont fait naître.

→ *Une désinformation professionnelle*

Pour donner une idée de l'ampleur de l'opération, il faudrait pouvoir reproduire ici tout l'organigramme de l'institution, ce que le manque de place ne nous permet pas. En voici néanmoins un extrait :

A la veille de la seconde guerre mondiale, l'avantage, dans le combat de la propagande, était passé dans l'autre camp. [...] Après la crise de Munich (1938)¹⁶⁸, il apparut clairement que la leçon devait être complètement réétudiée. Sous la direction de sir Stuart Campbell, il se constitua un groupe de spécialistes qui se rencontraient à *Electra House*, sur le *Victoria Embankment* à Londres. Sous la dénomination très vague de *Imperial Communications Advisory Group*, ses membres dressaient le plan de la propagande britannique pour la guerre qui allait venir incessamment. Ils tombèrent d'accord pour considérer comme nécessaire de trouver autre chose pour remplacer les vieilles histoires d'atrocités. [...] Sir John Reith, le fondateur de la Radio de Londres (BBC), s'était acquis, en particulier pour ses services étrangers, une grande réputation de crédibilité. Ceci avait une grande importance pour la propagande « blanche » ou des « cartes sur table » ; c'était un point fort à maintenir. D'autre part, *Electra House* conservait sa confiance propre en la validité ou au moins en la nécessité d'une propagande où les nobles lois de la vérité se trouvaient respectées plutôt en paroles que dans les faits. La falsification, les mensonges et les manipulations avaient encore un rôle utile à remplir dans la propagande considérée dans son ensemble. Même Ponsonby, membre du parlement, dans son livre, ne rejette pas par principe le facteur du pieux mensonge. La falsification, écrivait-il, est une arme de guerre extrêmement utile et reconnue, et tous les pays l'utilisent, réflexion faite, pour leurrer leur propre peuple, pour attirer les neutres et pour égarer l'ennemi. L'essentiel, dans cette croisade de mystification que nous passons en revue, était de maintenir cachée sa véritable origine. Le résultat de pareilles considérations fut la stratégie de la propagande par des voies détournées et par personnes interposées. Le « chuchotement », le *sib*, était né. L'*Advisory Group* de *Electra House* eut bientôt une existence officielle...¹⁶⁹

¹⁶⁸ « La crise de Munich » – notons le lapsus au passage – fut l'ultime espoir des pays civilisés de supprimer les causes du conflit appelé par les souhaits des bellicistes. Pour Graham ce fut une crise, donc une quasi-catastrophe, « Ou encore un "cuisant souvenir" », comme l'écrit son confrère Pierre Blet (*loc. cit.*, p. 21). Pour la Pologne, « la crise de Munich » fut l'occasion de s'emparer sans le moindre droit de la province industrielle de Taschkent. Mais qui s'en souvient ?

¹⁶⁹ Graham, « Il Vaticano nella guerra psicologica inglese 1939-1945 », *op. cit.* Lord Ponsonby of Shulbrede, dont il est ici question, est l'auteur d'un livre, *Falsehood in Wartime* (pre-

On veut bien le croire. Ces structures, officiellement mises en place un an avant le début du conflit, en disent long sur les intentions pacifiques d'outre-Manche. Il faut cesser de raconter que la propagande anglaise ripostait aux provocations du même genre d'un ennemi qui, en principe, n'existait pas encore.

Graham ne fait pas le détail pour nous convaincre qu'il parle sérieusement :

Il n'est ni gratuit, ni injuste, ni inexact d'attribuer au *Political Warfare Executive* l'étiquette d'«usine à mensonges». Son produit, le *sib*, était essentiellement fictif, faux et mensonger, comme le reconnaissent tous ses fabricants.

Sans mentir, semble nous dire le bon Père, ces menteurs disent ici la vérité; et il continue :

Diverses déclarations autorisées confirment cette description, s'il était besoin de preuve. Sir Robert Bruce Lockart, directeur du PWE, dans ses mémoires, s'exprime ainsi sur cette organisation : «Elle ne produisait pas seulement une propagande ouverte et véridique, mais encore toute une série d'opérations secrètes ou noires que l'on pourrait à bon droit classer sous le titre de subversion et de tromperie¹⁷⁰.» Dans un échange officiel de correspondance, sir Reginald Hoare, fonctionnaire de la PWE, le 7 mai 1942, initiait en ces termes son collègue, sir Alexander Cadogan, aux secrets de l'opération : «Je suppose que vous ne savez pas grand-chose, mais seulement quelques bribes, de l'action de propagande connue sous le nom de *sib*. Son but est d'introduire en pays ennemi de fausses nouvelles, de fausses impressions, le découragement et la dissension; de suggérer aux populations des pays occupés des manières d'exprimer leur ressentiment; d'engendrer l'antipathie pour l'occupant allemand.»

Pendant les discussions sur l'*Operation Casement*¹⁷¹, un des chefs de l'activité des *sib*, sir Gerald Templer (chef de l'*Imperial General Staff* de 1955 à 1959) défendit énergiquement la légitimité de l'imposture qu'elle comportait, dont un pays neutre voisin aurait été la victime inconsciente. Il reprenait la thèse fondamentale du PWE : «Il faut que l'ami, aussi bien que l'ennemi, soit induit en erreur.» Et il déclarait à ses collègues hésitants : «Vous devez vous y faire : si le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas d'accord pour jeter par-dessus bord les vieilles idées concernant la moralité de tromper les amis et n'accepte pas le principe général selon lequel la fin justifie les moyens, jusqu'à impliquer le gouvernement d'un Etat neutre par des méthodes inavouables, aucun plan pour briser la volonté de résistance de l'ennemi ne peut être adopté avec l'indispensable opportunité.»

mière édition anglaise 1928, réédition IHR, Torrance Ca. 1980), paru en français sous le titre *Les faussaires à l'œuvre en temps de guerre*, Maison Internationale d'Édition, Bruxelles, s.d.

¹⁷⁰. R.B. Lockart, *Comes the Reckoning*, London 1947, p. 155.

¹⁷¹. Qui compromettrait un pays neutre, l'Argentine.

Puisque les Alliés luttèrent au coude à coude avec les Soviétiques pour la victoire du droit, il était dans la logique des choses de leur donner un coup de main, et quel meilleur moyen que de se servir de l'autorité du Saint-Siège pour servir au peuple un peu d'opium ? Non que les communistes fussent le moins du monde en retard, moins encore absents du combat dans la guerre du mensonge.

→ *Un coup de main aux collègues communistes*

La section européenne de l'*Agitprop*, département d'agitation et de propagande du Komintern, était dirigée depuis Paris par le virtuose Willi Münzenberg, mais évidemment la compétence de Münzenberg n'allait pas jusqu'à savoir contrefaire avec vraisemblance la respectabilité de ton et de langage où l'on se complaît d'ordinaire au Vatican. Les faussaires londoniens le sortirent d'embarras.

Une directive pour la propagande occulte (8 juillet 1941), parlant de la campagne des nazis qui cherchaient du soutien pour leur « croisade » contre l'Union soviétique, déclarait que « serait utile tout argument » (vrai ou faux) capable de montrer l'alliance anglo-soviétique sous un jour meilleur selon le profil religieux ¹⁷².

Le correspondant du *Times* à Lisbonne mordit à l'hameçon. Le 28 octobre 1941, son journal publiait un article dans lequel il citait « des sources ecclésiastiques de haut niveau », selon lesquelles le Pape, en dépit de ce qu'il pouvait déclarer en public, tenait « en audience privée avec les évêques » un tout autre langage. « Parce que le nazisme, disait le correspondant du *Times*, citant Pie XII, est en pratique intégralement mauvais dans son inspiration, tandis que le communisme contient quelques éléments de bien naturel qui subsistent, même s'ils sont complètement déformés ». L'article fut reproduit par la presse catholique, par exemple par le *Tablet*, et transmis le jour même en langue allemande pour l'Allemagne, par la BBC ¹⁷³.

¹⁷². FO [Foreign Office] 898/70.

¹⁷³. Le lendemain, 22 octobre, un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne soumit le texte de la BBC à l'attention de la Secrétairerie d'Etat du Vatican. Le Saint Père approuva un démenti complet (*Actes et documents, etc.*, vol. V, 274 s.). Le correspondant du *Times* à Lisbonne, visiblement content de son coup, répéta la même opération dans une autre dépêche du 22 avril 1942. Il déclarait cette fois que le Pape en avait fait l'annonce « de vive voix, au monde entier » ; il ajoutait encore que le patriarche Cerejeira avait « confidentiellement » donné instruction aux prédicateurs pour dire « de ne pas confondre l'anticommunisme avec une croisade organisée par une autre puissance ».

Résumons : La propagande alliée devait déprécier le combat de l'Allemagne contre le communisme. Mais, comme il était impossible de faire dire *publiquement* n'importe quoi à Pie XII, il fallait arriver à faire insinuer par la presse à grande diffusion que le Souverain Pontife disait *en privé* ce qu'il fallait, c'est-à-dire que le national-socialisme était «intégralement mauvais dans son inspiration». L'effet de la méthode fut durable. Ce prétendu point de vue de Pie XII est encore pratiquement reproduit dans les manuels d'histoire, par les médias, et même par une presse traditionaliste se contentant souvent de corriger les paroles attribuées au Pape pour mettre, selon l'équivalence chérie, communisme et «nazisme» sur pied d'égalité. Et encore était-il fréquent de faire pencher la balance de la réprobation au détriment des Allemands. Le P. Blet nous apprend :

Le 19 janvier 1940, Mgr Montini notait la directive du Pape : «*Ex audientia Sanctissimi* : Donner à la radio du Vatican pour l'émission allemande quelques indications sur les conditions de l'Eglise en Pologne.» En conséquence, le 21 janvier, la station de radio émit, non seulement en langue allemande mais aussi en d'autres langues, une description et une dénonciation de la politique allemande en Pologne. Le speaker déclarait : «Les conditions de vie religieuse, politique, économique ont jeté le noble peuple polonais, surtout dans les régions occupées par l'Allemagne, dans un état de terreur, d'abrutissement et nous dirions de barbarie, très semblable à celui qui fut imposé à l'Espagne en 1936 par les communistes [...] Les Allemands usent des mêmes moyens, et peut-être encore pires que les Soviétiques.»¹⁷⁴

L'équipe Montini-Ledochowski, on le voit, ne faisait pas les choses à moitié. Toutefois, il existe d'autres témoignages sur le comportement des parties en présence. On devrait pouvoir les citer abondamment pour nous faire passer le goût de parler uniquement en termes doloristes de l'innocence polonaise. En voici un qui concerne la Haute-Silésie au lendemain de la première guerre mondiale :

Cependant, une épouvantable terreur se déchaînait. Les assassinats se multipliaient, les Allemands étaient torturés, mutilés, mis à mort, leurs cadavres souillés. Des villages, des châteaux étaient pillés, brûlés ou dynamités. Le gouvernement allemand a publié, à ce sujet, une série de Livres Blancs, illustrés de photographies, que le lecteur sensible fera bien de ne pas

¹⁷⁴ P. Blet, *op. cit.*, p. 89.

ouvrir. Les scènes qui ont été fixées par l'image dépassent en horreur les atrocités les plus difficiles à concevoir¹⁷⁵.

Tout cela n'avait strictement rien à voir avec la malignité du «nazisme» qui devait encore naître, mais se passait sous le regard patelin du général français Le Rond chargé par l'Entente d'organiser une mascarade de maintien de l'ordre. Galvanisés par ce soutien passif et par de généreuses fournitures d'armes, les Polonais étaient déchaînés :

Des Allemands sont enlevés, et horriblement torturés avant d'être abattus. On retrouvera leurs cadavres mutilés placés dans des positions grotesques ou ignobles. Des villages et des quartiers entiers sont livrés aux bandes polonaises qui pillent, incendient, violent, assassinent tout ce qui est allemand¹⁷⁶.

Dans de pareilles conditions, il serait au moins prudent d'être réservé dans l'évocation de la candeur polonaise. Il n'est pas certain du tout de pouvoir faire coïncider la cause de pareils forcenés avec celle de l'Eglise.

¹⁷⁵. René Martel, *Les frontières orientales de l'Allemagne*, Librairie des sciences politiques et sociales Marcel Rivière, Paris 1930, p. 78, citant : *Le martyre des Allemands en Haute-Silésie (Actes de violence et atrocités commis par les Polonais durant la troisième insurrection en Haute-Silésie en mai et juin 1921)*, Publications officielles du Gouvernement allemand.

¹⁷⁶. Dominique Venner, *Baltikum, Dans le Reich de la défaite, le combat des Corps-francs, 1918-1923*, Laffont, Paris 1974, p. 246.

Chapitre IX

Une calomnie insistante

Aujourd'hui encore, les calomniateurs continuent de prêcher la morale aux calomniés. Ils continuent sans vergogne, si ce n'est «avec une satisfaction non dissimulée», à filouter les jobards et à repasser leurs inventions comme vérités de foi à leurs lecteurs et aux écoliers, sans oublier de réclamer des réparations pour les préjudices inexistantes. Pie XII n'a rien fait pour désapprouver, moins encore pour faire cesser ces pratiques de sauvages. C'est un silence qui n'a pas fait de bruit ; il nous change de l'autre.

→ *Le Vatican bombardé et autres incidents*

Parmi cent événements, il y en avait un auquel le Pape avait été particulièrement mêlé. Il en connaissait les tenants et les aboutissants, et ne pouvait ignorer combien gravement il compromettrait la réputation de l'Allemagne : ce fut le bombardement du Vatican par un avion inconnu, le 5 novembre 1943. Inutile de dire que la Luftwaffe fut dûment accusée. Mgr Carrol, prélat américain alors détaché à Alger, mis au courant par le général Walter Bedell Smith, bras droit d'Eisenhower, signale au Saint-Siège que le commandement des Etats-Unis a exprimé (à voix basse) ses excuses et ses regrets sincères. La sincérité des regrets américains serait encore à vérifier, mais la mauvaise foi du Vatican, elle, ne souffre aucun doute parce qu'elle a duré trente ans (jusqu'en 1973), dont quinze avant le décès de Pie XII, jusqu'à ce qu'un beau jour soit publié discrètement le septième tome des *Actes et documents du*

*Saint-Siège relatifs à la seconde guerre mondiale*¹⁷⁷. Là, incidemment, en cherchant bien, on apprenait la forfaiture, sans l'ombre d'une réparation morale à l'égard des calomniés.

Le Père Robert Graham nous fournit un bon exemple de cette attitude. En 1972, il écrit un article : «*Voleva Hitler allontanare da Roma Pio XII?*» (Hitler voulait-il éloigner Pie XII de Rome?)¹⁷⁸ Poser la question c'était y répondre *Oui!* Et pourtant, moins de six ans plus tard, en janvier 1978, le même auteur écrivait :

Nous devons reconnaître nous être évidemment fourvoyé pour ne pas avoir eu connaissance du rôle provocateur joué par le programme anglais des *sib*...

Voilà l'expert grugé comme un collégien parce qu'il ne savait pas les Anglais capables d'un mensonge. Mais son embarras ne dure guère et il continue ainsi :

Il n'en reste pas moins que Pie XII, en connaisseur expérimenté de la mentalité nazie, pensait sérieusement à une telle menace.

Ce n'est pas plus difficile que cela : c'est vrai que les Allemands ne l'ont pas fait, mais le Pape, lui, qui les connaissait, savait qu'ils en étaient bien capables.

Est-ce une version nouvelle du sens chrétien de l'histoire ? Pas exactement, mais Graham a pris de bonnes résolutions :

Toutefois, nos connaissances nouvelles des *sib* nous suggèrent un certain redimensionnement des véritables intentions des nazis concernant le Pape.

«Un certain redimensionnement», que ses «connaissances nouvelles» «suggèrent» à notre archiviste, c'est là ce qui tient lieu de repentir aux menteurs modernes. Le temps passe, les «connaissances nouvelles» vieillissent, mais l'autorité des «mensonges autorisés» resplendit de jeunesse et de santé.

¹⁷⁷. Il est évident que cet ouvrage ne peut être que purement indicatif. On ne peut lui faire confiance que là où, par accident, il témoigne à décharge en faveur des vaincus. Ses différents tomes sont avant tout le fruit d'une sélection dont les critères ne sont révélés nulle part. Les archives dont sont extraits les documents publiés s'évaluent en tonnes. On pourrait donc en imprimer dix fois plus sans jamais se sentir contraint de reproduire une seule pièce favorable au parti que l'on a décidé de couler. Il suffit de passer et de parler d'autre chose. A preuve, à la page 247 de son livre, le P. Blet conclut les neuf lignes de texte qu'il consacre à l'incident en disant que l'enquête se termina « sans qu'il fût possible d'acquérir une certitude ».

¹⁷⁸. *Civ. Catt.* 1972 II, p. 452-459.

Dix années plus tard, en 1988, Graham publie une nouvelle étude intitulée *Les projets de Hitler sur l'Eglise et l'attitude de Pie XII*¹⁷⁹, dans laquelle, faisant la recension du fameux discours du 2 juin 1945 au Sacré-Collège examiné plus haut, il reprend comme appui de sa thèse le passage déjà cité où l'orateur avait affirmé :

En une occasion, la haine des impies contre l'Eglise en arriva à tel point de parodier sur un prêtre interné, avec des fils de fer barbelés, la flagellation et le couronnement du Rédempteur.

Le P. Graham reprend son procédé dans la note 14 :

Il n'a pas été possible d'identifier ce cas, mais l'attitude blasphématoire des gardes des camps, apostats du christianisme, est notoire.

Voilà qui ressortit à la fameuse «notoriété juridique» (*Judicial Notice*) dont il est fait grand usage pour condamner sans preuve les gens qui déplaisent aux puissants.

→ *Il ne l'a jamais dit mais il y pensait*

Autre échantillon de mauvaise foi dans l'étude précitée: l'auteur écrit que «Pie XII avait une grande confiance dans certaines sources privées et non officielles». Le Pape prenait donc le risque d'accorder foi aux «rumeurs» dont nous connaissons, par Graham lui-même, la provenance hautement suspecte. Graham rapporte ce cas, entre combien d'autres :

Mais qui avait informé le Pape que Hitler s'était vanté de manière aussi crue [parlant de l'Eglise] devant ses adeptes: «Je vais l'écraser comme un crapaud» (*Ich werde sie zertreten wie eine Kröte*)? Le fait que Hitler ait jamais énoncé une description aussi vulgaire pour exprimer ses intentions n'a jamais été attesté, au moins en termes aussi précis. Il est cependant attesté que cette déclaration se répandit dans les milieux catholiques...

Puisqu'un faux bruit, lancé pour circuler, circule effectivement, il devient le reflet de la vérité et risque de devenir une certitude dogmatique si le Pape se laisse abuser lui aussi. Graham renchérit :

Nous trouvons une allusion au «crapaud» dans les [émissions radiophoniques] antinazies qui avaient lieu depuis Paris et qui étaient l'œuvre

¹⁷⁹. *Les projets de Hitler sur l'Eglise et l'attitude de Pie XII*, op. cit.

du P. Friedrich Muckermann¹⁸⁰. A ce micro, le jésuite antinazi déclarait le 19 novembre 1939: «[...] Un jour, dans les environs de Burg Vogelsang, il a déclaré, à propos de l'Eglise catholique: "Je la chasserai comme un crapaud".»

Version nouvelle: *chasser* et non plus *écraser*, cette fois. «Nous possédons deux preuves que cette déclaration de Hitler était connue de Pie XII et tenue de lui comme authentique», continue Graham sans nous évoquer le moindre commencement de raison pour croire à cette rumeur plutôt qu'à une autre. Et remarquons qu'il parle ici de *preuves*, alors qu'il s'agit de deux témoignages purement gratuits et verbaux. Le plus fort est que le deuxième consiste en ce propos littéralement sans aucune valeur du général allemand Theodore Groppe:

Selon Groppe, Hitler aurait dit: «Je détruirai le christianisme sous mon talon comme un crapaud.» Le Pape fit comprendre à Groppe qu'il avait enquêté pour son compte sur l'authenticité du fait, sans obtenir de réponse. «Mais, dit Pie XII à son visiteur, il l'a dit.»

Il serait difficile d'être plus léger, en même temps que plus désobligeant pour la mémoire de Pie XII. De pareils expédients ne montrent qu'une seule chose: on recourt à l'invention parce qu'on ne dispose pas de la vérité souhaitée. Et plus d'une fois le faux bruit reprend jusqu'au vocabulaire des maîtres à penser: comme pour eux, la notoriété d'un mensonge, laquelle naît de la répétition, justifie la condamnation. Il est de fait que le cas du prétendu martyr infligé à un prêtre polonais et attribué au personnel du camp de Dachau n'a pas été retenu par une chronique, qui en est pourtant si friande¹⁸¹. On peut, ou plutôt on doit, en conclure qu'en l'espèce il s'agissait une fois de plus d'un «mensonge autorisé» mis en circulation pour «distraindre l'attention du public des agissements de l'Armée rouge» envers laquelle, ne le perdons pas de vue, Pie XII, soumis au mot d'ordre américain, n'aura pas une parole de blâme.

¹⁸⁰. Le P. Friedrich Muckermann vivait à Rome en 1936 et y dirigeait un bureau secret de recherches sur le national-socialisme. Ce bureau préparait des nouvelles pour Radio-Vatican et fut visité deux fois par le cardinal secrétaire d'Etat Eugenio Pacelli (voir *Les projets de Hitler sur l'Eglise et l'attitude de Pie XII*).

¹⁸¹. Comme on a pu le vérifier dans l'ouvrage de Paul Berben examiné plus haut en assez grand détail.

L'injustice de Graham n'en reste pas moins criante ni sans rappeler la réaction de l'abbé Jean-Paul Renard, surpris par un ancien co-détenu radical-socialiste en flagrant délit de faux témoignage sur des événements vécus ensemble au camp de Buchenwald. Comme son ancien compagnon d'infortune lui faisait remarquer qu'il ne pouvait avoir vu ce qu'il prétendait dans ses souvenirs, la réponse du bon abbé fut tout simplement :

D'accord, mais ce n'est qu'une tournure littéraire... et, puisque ces choses ont quand même existé quelque part, ceci n'a guère d'importance.

Je trouvai ce raisonnement délicieux. Sur le moment je n'osai pas rétorquer que la bataille de Fontenoy était, elle aussi, une réalité historique, mais que ce n'était pas une raison pour dire, même en « tournure littéraire », qu'il y avait assisté¹⁸².

→ *Radio-Vatican victime de la propagande alliée*

Parmi les autres certitudes de la renommée, durant la seconde guerre mondiale, il en est une qui touchait particulièrement le Saint-Siège. De septembre 1942 au 28 avril 1945, un certain P. Andreas, se prétendant autorisé par ses supérieurs, occupa le micro de ce que l'on donnait pour « Les Emissions du Christ-Roi », diffusées par « l'émetteur clandestin du Vatican ». Il s'agissait en fait de l'émetteur clandestin de Sefton Delmer¹⁸³ et le but de l'opération était de faire accroire que la SS avait créé des haras humains pour l'amélioration de la race aryenne. Comme on se le figure sans peine, le sujet permet la dérive facile dans le salace, ce qui attire le client, frappe l'imaginaire lubrique du bas-ventre et permet les envolées de l'indignation facile, dont prédicateurs et auditeurs ne se fatiguent jamais. On ne sait si le prétendu P. Andreas était un vrai faussaire ou un personnage fictif composé avec le reste du mensonge ; mais il est certain que le Vatican n'a jamais dénoncé personne ni

¹⁸². Paul Rassinier, *Le mensonge d'Ulysse*, La Librairie Française, Paris 1961 (5^e édition), p. 145-146.

¹⁸³. Grand spécialiste de la diffamation calomnieuse qui faisait le bonheur et « la satisfaction non dissimulée » des autorités britanniques (et alliées en général), Sefton Delmer était très fier de son œuvre de mensonge et il a consacré tout un ouvrage pour la décrire : *Opération Radio Noire (Black Boomerang)*, Stock, Paris 1962.

démenti quoi que ce soit. Mais puisque c'était pour la bonne cause, pourquoi pas ?

La propagande alliée est intarissable dans ce domaine de l'insinuation crapuleuse. Parangons de la plus haute tenue morale, les Alliés ne craignent pas d'insinuer que la vertu régna paisiblement sur l'Allemagne tant que la démocratie put embaumer l'air de ses parfums. La perversion n'apparut qu'avec le règne abhorré de la bête. Or, il est bien connu que les ligues antifamiliales, d'inspiration principalement anarchiste, communiste et marxiste, se dépensaient activement en Allemagne pour y dissoudre la morale traditionnelle. C'est ce que constate ici un témoin du bon bord :

A l'autre bout [de l'Europe occidentale], en Allemagne, où l'influence de la Malthusian League était perceptible dès 1880, il y avait une efflorescence presque excessive d'associations, [peu après la première guerre mondiale] certaines commerciales, d'autres fondées par la fédération de volontaires, et d'autres encore issues de fonds versés à des services de soins de santé qui fournissaient des conseils en matière de planification des naissances. En 1932, il y avait quinze principales associations de planification des naissances. Ensuite, sous les nazis, ces associations furent supprimées et la loi fut modifiée de manière à empêcher toute activité ultérieure¹⁸⁴.

On ne dit pas mieux que la transmission des pouvoirs au nouveau régime, le 30 janvier 1933, avait marqué un coup d'arrêt pour la propagande malthusienne et remis la famille en honneur en Allemagne.

→ *Délicatesse de conscience*

A la fin de son étude sur le « mensonge autorisé » en temps de guerre – mais la guerre psychologique ne cesse jamais – Graham change de ton, le temps d'un paragraphe : « Mais il reste encore le problème moral », écrit-il. Il s'interroge :

Un gouvernement peut-il inventer ce qui lui plaît concernant les non-belligérants simplement parce que cela arrange sa campagne stratégique de propagande ?

¹⁸⁴ *Family Planning and Population Programs / A Review of World Developments*, University of Chicago Press, Chicago and London 1965, Communication de D.V. Glass : « Western Europe », p. 188.

Excellente question, mais la réponse est meilleure encore :

Au temps de Hugue Grotius¹⁸⁵, les spécialistes du droit des gens disputaient de savoir s'il était permis, en temps de guerre, de tromper l'ennemi. Sans vouloir rouvrir de pareilles discussions, nous pensons que certains aspects éthiques de la guerre – surtout de la propagande « noire » basée sur l'inavoué et sur l'inavouable – sont dignes d'attention. Entre autres, les droits des tiers.

Les scrupules du XVI^e siècle ne sont plus les nôtres, et la légitimité du mensonge en temps de guerre est sanctifiée d'office par le succès ; mais comment faire pour éviter que les conséquences n'en retombent sur soi-même ou sur les amis ?

La falsification, *gémît Robert A. Graham*, pouvait avoir un double résultat, et tromper ses propres auteurs tout comme les victimes qui étaient visées. [...] Tôt ou tard, en tout cas, alors que les *sib* étaient expressément manipulés pour l'ennemi, ils étaient reproduits ou retransmis par les journaux britanniques ou par la BBC. Cette cure de fausses informations était-elle utile au public britannique ?

On se le demande, mais on se demande davantage encore en quoi la réponse à cette question pourrait bien intéresser la morale telle qu'elle fut, est et sera toujours enseignée par la théologie catholique. La religion du P. Graham ne connaît plus d'autre critère, à ce qu'il semble, sinon le bénéfice du menteur, et aucun des néo-chrétiens ne s'en indigne.

Quoi qu'il en soit, tandis que Pie XII passait en revue les crimes réels ou supposés commis pendant le conflit, on aurait aimé l'entendre nommer et désavouer clairement les méthodes de falsification institutionnelle qui ne devaient pas lui être inconnues.

Graham, dans la dernière partie de son exposé, écrit :

Nous avons déjà souligné la perplexité de l'historien d'aujourd'hui, qui cherche à démêler le vrai du faux dans les sources originales corrompues : rapports diplomatiques, informations de l'espionnage, journaux sérieux de l'époque. Ces falsifications et ces machinations de l'opération *sib* continueront probablement à créer des difficultés, pour longtemps, aux chercheurs consciencieux.

Or, Graham n'a rien souligné du tout et, s'il est historien, il n'a jamais été perplexe une seconde. En cas de doute, il a fait comme tout le monde : il a répété et renforcé la calomnie. Il n'est

¹⁸⁵. Hugo de Groot, dit Grotius (1583-1645).

pas vrai du tout que le mensonge organisé gêne l'historien moderne; ce dernier s'y complaît. Les *sib* sont le croc-en-jambe à l'intelligence en général, et à l'intelligence des événements en particulier, sans lequel la victoire des vainqueurs aurait été vaine. Ils forment l'essentiel du *politiquement correct*, c'est-à-dire du prêt-à-porter idéologique dans la direction des âmes par la démocratie. Graham et ses collègues nous en administrent preuve sur preuve.

→ *Une falsification classique: le «Reich de mille ans»*

En 1987, Graham publiait un article, repris quelques mois plus tard en traduction française¹⁸⁶, sur un thème qui, décidément, l'inspire: le clabaudage contre le III^e Reich.

On lit dans le premier paragraphe:

Le Reich de *mille ans*, construit sur la mauvaise foi, le racisme, les guerres d'agression, les camps de concentration et d'extermination et enfin, mais ce n'était pas le moins important, sur une inimitié mortelle à l'égard du christianisme et du catholicisme...

«Le Reich de *mille ans*» est mis avec «*mille ans*» en italique pour qu'aux moins futés n'échappe pas la finesse de l'allusion à un discours de Hitler¹⁸⁷ où il était effectivement question du *tausendjährigen Reich* mais le texte, aisément vérifiable, montre que l'orateur évoquait le Reich qui, comme tel, existait depuis mille ans. Lue avec bonne foi et dans son contexte, l'expression ne suggère aucune interprétation prétentive.

→ *Petite histoire des camps de concentration*

Nous n'insisterons pas sur la qualification de l'historien jésuite pour l'appréciation de la bonne foi dont il fait usage dans les mots suivants, en attribuant aux vaincus la responsabilité des conflits qui avaient déchiré par deux fois l'Europe et le monde. Il évoque, bien entendu, les camps de concentration comme une institution d'invention allemande, alors qu'il sait très bien que

¹⁸⁶. Voir *Les projets de Hitler sur l'Eglise et l'attitude de Pie XII*, selon les références données ci-dessus.

¹⁸⁷. 5 septembre 1934 à Nuremberg. C'est le journaliste, promu historien, William Shirer qui a ouvert le succès de ce mensonge, dans lequel s'est aussitôt engouffrée la meute des suiveurs.

tant le mot que la chose sont dus à l'esprit inventif des Anglais; ils avaient rendu de multiples services à leurs troupes pour la persécution des Boers en Afrique du Sud, au tournant du siècle (1899-1902)¹⁸⁸.

Pour apprendre à penser correctement, mieux vaut ignorer que :

Dans son livre *13 Lat i 113 Dni* [13 ans et 113 jours, Varsovie 1968], l'historien polonais Jan Szelag affirme à la page 124 que, lorsque la guerre éclata en 1939, il y avait, dans le fameux et immense camp de concentration polonais de Brest-Litowsk, plus de détenus que dans tous les camps d'internement du Reich pris ensemble¹⁸⁹.

L'indignation du P. Graham est donc sélective. Il ne s'offusque pas du fait que la patrie d'origine des camps de concentration en Europe occidentale n'est nullement l'Allemagne de 1933, comme on l'entend seriner à tous les carrefours, mais bien la Pologne. Les camps de concentration de Szczyplorno et de Stralkow, dans la province de Posen, furent les premiers d'Europe à l'ouest de la frontière soviétique. On y interna beaucoup d'ouvriers allemands et polonais, de même que des bourgeois aisés, ainsi que des juifs, lors de la troisième insurrection en Haute Silésie de mai 1923.

→ *Propos insolites*

Encore ne faut-il pas se limiter à comparer quantitativement les camps des diverses nations du monde. Le souci que l'on a de la tenue d'un camp témoigne davantage du respect que l'on a pour ses prisonniers que la négligence ou le laisser-aller. Les camps allemands étaient tenus de façon exemplaire, comme en a

¹⁸⁸. Ne semble pas en avoir souffert la réputation de personnalités aussi distinguées que Winston Churchill, ou même Baden-Powell, qui ont participé à l'entreprise, sous l'autorité de Lord Kitchener of Khartoum (qui fut aussi, selon Liddell Hart, l'inventeur de la guerre totale). Kitchener avait simplifié la question des prisonniers par l'ordre secret, donné dès le début du conflit, de ne pas en faire mais de les abattre sur place (voir Mark Weber, « The Boer War Remembered », *JHR*, Fall 1980, p. 240).

¹⁸⁹. David L. Hoggan, *Der unnötige Krieg, 1930-1945*, « *Germany must perish* », Grabert-Verlag, Tübingen 1974, p. 177. Hoggan fait remarquer par la même occasion qu'il n'y avait, dans les camps allemands, que 23 000 personnes. Et il ajoute : « En comparaison avec le nombre énorme de détenus dans l'Amérique de Roosevelt, parmi lesquels il faut compter les prisonniers enchaînés et ceux qui étaient soumis aux châtements corporels, la population totale des camps et des prisons d'Allemagne était très modeste. »

témoigné, par exemple, l'évêque d'Osnabrück, Mgr Berning. On pouvait lire, dans un journal de l'époque, la relation suivante :

Papenburg, le 1^{er} juillet. – A la fin d'une tournée de confirmations, le conseiller d'Etat, Mgr Berning, a visité fin juin le camp [de travail] disciplinaire de la circonscription d'Ems. La visite avait lieu à l'invitation du commandant du camp, le colonel-SS [*Standartenführer*] Schäfer, qui a reçu son hôte avec sa suite dans le camp d'Oberlangen et lui a souhaité la bienvenue en des termes chaleureux. Sous la conduite du commandant, Monseigneur a fait la visite du camp, en exprimant ses compliments pour sa bonne tenue. C'est avec un particulier intérêt qu'il s'est fait expliquer les plans d'aménagement et de culture. A cette occasion il a fait part de ses impressions personnelles sur la politique d'aménagement qu'il avait acquises au cours de ses voyages d'inspection en tant que rapporteur pour les écoles et les églises dans les établissements allemands à l'étranger sur tous les continents. La tournée a culminé dans la visite du nouveau canal [Ems-Jade Kanal] creusé dans l'ancienne tranchée qui marquait la frontière entre la Frise orientale et l'Emsland. L'édification de ce canal constitue une réalisation exemplaire, à propos de laquelle Mgr Berning a déclaré: «C'est ici qu'il faudrait amener tous ceux qui doutent encore du travail constructif du III^e Reich. Ce que l'on esquissait avant cela, ici aujourd'hui on l'entreprend.» Le voyage du visiteur s'est achevé au camp d'Aschendorfer Moor, où, dans le baraquement de la salle de fête joliment décoré, dans lequel un autel avait été dressé, le prélat s'est adressé aux détenus...¹⁹⁰

Sans doute la mémoire de Monseigneur d'Osnabrück est-elle passible des plus extrêmes rigueurs devant le tribunal de la pensée; toutefois, la marche arrière est formellement impossible en histoire. Mais, ne manquera-t-on pas d'objecter sans doute, on ne sait que trop bien comment ce bel état de choses s'est dramatiquement détérioré, jusqu'à l'enfer des derniers mois. Cela ne semble pas absolument vrai, si l'on peut accorder foi à la Croix-Rouge Internationale dont un délégué formulait en ces termes la relation de sa visite à Ravensbrück, le 19 avril 1945. On est à trois semaines de la capitulation :

Ailleurs, on nettoie et on récuré. On sent que le camp va être liquidé. Suhrens (le chef de camp) me fit tout visiter, les baraques, la cuisine, l'infirmerie, les installations hygiéniques, la buanderie, les cellules pour les délinquantes et autres bâtiments encore. En regardant de plus près, j'ai pu constater que les baraques contenaient des lits à trois étages et que le cube d'air était nettement insuffisant. La cuisine était une installation moderne telle que l'on en voit dans les usines et dans certains camps de prisonniers de guerre. A l'infirmerie, ce sont des détenues qui travaillent comme infirmières; elles sont toutes vêtues

¹⁹⁰. *Kölnische Volkszeitung*, samedi, le 4 juillet 1936.

de blanc. L'infirmier elle-même comprend plusieurs vastes salles toutes très bien aménagées (salle d'opération, salle de pansement, etc.). La bibliothèque compte plusieurs milliers de volumes, la plus grande partie en langue allemande. L'«*Arrestlokal*» est un bâtiment en pierre à deux étages, avec cour intérieure couverte. Plusieurs cellules furent ouvertes et je fus étonné de constater la parfaite propreté qui y régnait. Chaque cellule contient un lit métallique avec deux couvertures, une chaise, un lavabo avec eau courante et un miroir, une cuvette de WC avec chasse d'eau¹⁹¹.

Le P. Graham ne souffle mot de ces vérités qu'il juge sans doute négligeables.

→ *Des camps de concentration en Angleterre*

Graham nous laissera de même dans l'ignorance d'une autre information, bien ancienne pourtant :

Au commencement de la guerre, [...] par l'intermédiaire des nonces qui visitaient régulièrement les camps de concentration, Pie XII envoyait ses consolations aux prisonniers, sans distinction de nationalités ni de croyances ; les délégués apostoliques en Angleterre, Mgr Godfrey ; en Australie, Mgr Panico ; et Mgr Orsenigo en Allemagne, ont accompli une tâche fort méritoire dans les camps de concentration d'Angleterre, d'Égypte, des Indes et dans les diverses contrées d'Océanie et d'Allemagne¹⁹².

Aucune mention n'est faite de ces actes apostoliques dans la sélection retenue par Graham et ses confrères pour leur ouvrage collectif *Actes et documents du Saint-Siège relatifs à la seconde guerre mondiale*. Rien non plus sur les camps du Grand Nord canadien où les ressortissants allemands connurent, tout au long de la guerre, les barbelés, les miradors, les chiens et les avanies ; ils y furent rejoints par des Canadiens qui ne pensaient pas correctement, comme le grand publiciste catholique Adrien Arcand, chef d'un parti fort de 100000 adhérents ; comme le maire de Montréal, la plus grande ville du Canada, lui aussi arrêté arbitrairement, incarcéré sans jugement, depuis septembre 1939 jusqu'à septembre 1945.

On couvre tout cela d'un grand silence, où l'on fait semblant d'ignorer qu'aux États-Unis les rafles gouvernementales ont chassé de chez eux les résidents japonais ou d'origine japonaise,

¹⁹¹. *L'activité du CICR en faveur des civils détenus dans les camps de concentration en Allemagne (1939-1945)*, Genève 1946, p. 115.

¹⁹². *Diccionario Espasa Calpe*, Suplemento anual, 1940-1941, p. 1313-1314.

avec femmes, vieillards et enfants, pour les concentrer dans des camps esclavagistes de travail. Quel œil s'est mouillé d'aucune larme sur leur sort ?

→ *Prudente discrétion*

A tous ces cas discrètement déversés à la décharge de l'histoire, la compassion de Pie XII ne s'étendait pas dans ce fameux discours de juin 1945, alors qu'elle aurait pu être agissante et bienfaitrice. Comment douter que tant de réserve, sous prétexte d'impartialité, ne fouettât la morgue des nouveaux maîtres ?

Mais ce n'est pas le pire. Graham, dans son introduction à l'allocution de juin 1945, s'autorise à parler d'«une inimitié mortelle à l'égard du christianisme et du catholicisme» sous le III^e Reich, suivant en cela l'exemple de Pie XII, qui avait déclaré :

...de fait l'année 1937 fut précisément pour l'Eglise catholique en Allemagne une année d'indicibles amertumes et de tempêtes terribles.

Or, 1937 fut l'année, comme nous l'avons vu, où le cardinal secrétaire d'Etat Pacelli reconnaissait, en service commandé, dans un document officiel, que le parti national-socialiste avait sauvé l'Eglise d'Allemagne du communisme. Cette année était aussi la deuxième de la participation du Reich à la guerre espagnole – que la décision et l'action du seul Adolf Hitler avait rendue réalisable – tandis que le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne se voyait obligé de dire au nonce à Berlin¹⁹³ qu'«il lui fallait bien constater que le Vatican passait le plus clair de son temps à faire prendre pour de graves attaques contre l'Eglise et la religion chacun des articles de journaux paraissant en Allemagne et chacun des propos irréfléchis émis par des gens mal informés». Et d'ajouter que «pendant ce temps-là, sur les événements d'Espagne, le Vatican avait fait preuve d'abord d'une passivité complète et n'avait adopté que fort longtemps plus tard une position d'ailleurs très molle». On finit alors par se demander de quel côté on pouvait bien éprouver «les indicibles

¹⁹³. Voy. ci-dessus, Chapitre I, p. 14, « Une rectification capitale : non-lieu pour le gouvernement du Reich et “le parti qui le soutient” ».

amertumes», et qui devait affronter, au bénéfice de l'Europe chrétienne, les «tempêtes terribles» de la Révolution qui rugissaient sur la péninsule Ibérique. Pendant que les uns agissaient, les bénéficiaires attendaient de prendre la parole. Ils la prirent bien tard, d'ailleurs, et ils ne prirent rien d'autre, parce que, pour les armes, ils préférèrent les tourner contre ceux qui les avaient préservés au moment du péril certain.

→ 1937, année fatale pour le communisme

On ira peut-être prétendre que la contribution du III^e Reich au succès de la *crusada* n'avait été que symbolique ou figurative, voire que son importance n'était pas connue de Rome. Reconnue, elle l'était bien, en tout cas, chez les jésuites allemands. Il n'est, pour s'en convaincre, que de consulter la revue éditée par la Compagnie de Jésus en une année cruciale, et de lire la conclusion d'un article consacré aux atrocités commises par les Rouges contre l'Eglise d'Espagne entre 1931 et 1939:

Le catholique espagnol doit à l'Allemagne d'avoir collaboré de manière décisive à l'écrasement des forces de l'enfer¹⁹⁴.

On a bien lu: «l'écrasement des forces de l'enfer». Se peut-il que les forces de l'enfer fussent écrasées par un «spectre satanique»? C'est la question même que Jésus posait aux pharisiens: «*Si ego in Beelzebub ejicio daemones...?*» (Matt. 12, 27). En 1940, quand paraissait cet article dans la revue jésuite, le second conflit mondial étant donc déjà enclenché et la Résistance des catholiques progressistes bien occupée à ourdir ses complots, un jésuite allemand constate tranquillement la vérité et il est libre de dire que le Reich allemand a combattu le bon combat contre les forces de l'enfer. Ce qui n'empêchera pas Pie XII, cinq ans plus tard à peine, de poursuivre impitoyablement son réquisitoire contre les vaincus:

¹⁹⁴. *Der spanische Katholik dankt es Deutschland, daß es entscheidend mitgewirkt hat, die Mächte der Unterwelt zu bezwingen*: Hubert Becher, «Das Schicksal der Kirche im spanischen Bürgerkrieg» dans *Die Stimmen der Zeit*, Fribourg, volume 137 (1940), p. 393 à 401.

Des témoignages autorisés et incontestables nous tenaient au courant de ces desseins [d'en finir pour toujours avec l'Eglise]...

Graham nous a renseignés suffisamment pour que notre religion soit faite sur les « témoignages autorisés et incontestables » qui tenaient le Pape informé...

→ *La Vierge de Chestochova*

Ce sont ces mêmes témoignages, sans doute, qui avaient inspiré cette déclaration à la radio par le cardinal Verdier, archevêque de Paris, dès le 4 septembre 1939 :

Le sanctuaire national de la Vierge, [de Chestochova] en Pologne, est en flammes. Les ennemis s'acharment sur lui. Pourquoi cet attentat ? Espère-t-on décourager ainsi nos amis les Polonais ? Vain espoir. [...] Le cœur de la Pologne saigne, mais il n'est pas mort et, au lendemain de cet attentat, deux grandes nations se lèvent pour la secourir¹⁹⁵. Les Polonais se souviendront de l'ennemi qui a osé porter la main sur leur Mère. Elle leur est désormais deux fois sacrée. Et quelles que soient les vicissitudes de demain, la Pologne, bénie par sa Vierge martyre et aidée par toutes les nations qui aiment la liberté et la civilisation chrétienne, retrouvera son indépendance et sa glorieuse destinée¹⁹⁶.

Mais, deux jours plus tard, le correspondant berlinois d'Associated Press communiquait depuis son poste :

Une mission composée de cinq journalistes étrangers dont moi-même, ayant à sa tête un diplomate neutre, s'est rendue à Chestochova, à la requête du gouvernement allemand, pour s'y rendre compte de l'état actuel du sanctuaire national polonais après l'avance des troupes allemandes. Elle l'a trouvé intact ainsi que la statue miraculeuse. Le supérieur de la communauté qui dessert le sanctuaire a déclaré que les offices s'y célébraient régulièrement comme par le passé, et a remis au chef de la délégation une déclaration écrite en ce sens¹⁹⁷.

La guerre psychologique commençait bien. Par une défaite pour les faussaires ? On pourrait le croire, mais c'est le contraire. Ce seront les Allemands qui resteront accusés non de faux et usage de faux mais de « vrai et usage de vrai », et c'est Josef Goebbels,

¹⁹⁵. Sur quoi les deux grandes nations n'ont pas tardé à aller se recoucher et à laisser la Pologne se débrouiller avec le régime que leur allié communiste avait choisi pour elle.

¹⁹⁶. Hermès, *Un cri dans la nuit, considérations sur la crise internationale*, G. Foets, Anvers 1^{er} novembre 1939, p. 52 et 53.

¹⁹⁷. *Ibid.*

le ministre de la Propagande du Reich, qui sera qualifié de «génie diabolique de la propagande»¹⁹⁸.

Et Rome n'a pas rétracté? Si, si, mais sans trop se presser, dans *l'Osservatore Romano* du... 2 juin 1981, après quarante-deux ans de calomnie, trente-six ans jour pour jour après le discours de Pie XII en la Saint-Eugène de 1945.

→ *La justice n'est pas facultative*

Pour prendre un bon départ, il faudrait se souvenir de juger historiquement, non les «nazis», mais les Allemands des deux premières générations de ce siècle. Il faudrait aussi les juger sur des faits et non sur des fables. Ils y ont droit et ce serait une manière honorable de réparer l'immense tourment moral que tous les coups bas de la propagande leur ont infligés. Ils ont été gravement *persécutés*, selon la définition même du mot, au nom des traités de Versailles, de Trianon-Neuilly et de Saint-Germain ; leurs minorités, livrées à la hargne polonaise, serbe et tchèque, ont été l'objet de persécution. Cela demande réparation en toute justice.

Il faudrait aussi prendre une bonne fois son courage à deux mains et se souvenir de l'état du monde à ce moment-là. Il pourrait nous venir alors un salutaire étonnement – non exempt d'amertume – à considérer la dérive fulgurante de la cause catholique, en Allemagne et dans le reste du monde, depuis l'écrasement de la Bête.

→ *Les faits sont là*

En un mot comme en cent, *Mit brennender Sorge* n'a pas condamné le national-socialisme; l'encyclique a purement (*lediglich*) posé en principe que l'Etat ne peut pas être laïc, comme c'est pourtant le cas en France, en Belgique ou aux Etats-Unis, où les catholiques exerçant une profession assermentée, à notre connaissance, n'éprouvent pas tellement de

¹⁹⁸ Par Léon de Poncins, *Top Secret, Secrets d'état anglo-américains*, DPF, Chiré-en-Montreuil 1972, p. 206. Poncins était en général mieux inspiré, mais l'air du temps se fait respirer par tout le monde.

scrupules de conscience. Cela n'empêche pas ces bons catholiques-là de juger bien sévèrement l'immense majorité des catholiques allemands qui furent fidèles, souvent jusqu'à la mort, à leur serment envers le III^e Reich et son chef.

La proclamation du Chancelier Hitler, le 23 mars 1933, dans son premier discours au Reichstag en cette qualité, était loin d'être parfaite, du moins marquait-elle un progrès de mal en bien. Elle était le contraire d'un manifeste de séparation entre l'Eglise et l'Etat. Souvenons-nous, en outre, que le Chancelier s'adressait là aux députés du Reich, dont un bon tiers étaient les vieilles badernes ayant pataugé dans l'inégalable cloaque de Weimar. Récemment retournées, elles ne devaient donc pas être tellement habituées à pareil langage.

Pour ce qui concerne le rôle du Chancelier Hitler dans l'aide au soulèvement espagnol contre le gouvernement marxiste en 1936, on nous oppose, dans le meilleur cas, du côté catholique, l'aide de l'Italie accourue également pour seconder les insurgés. L'assistance allemande ne fut donc pas la seule, et c'est heureusement vrai. Il reste qu'en disant que Franco ne s'était pas trompé de porte pour appeler au secours, il faut entendre que l'on se réfère à l'entrevue de Bayreuth, au soir du 25 juillet 1936, ci-dessus racontée en détail. Il faut en noter la date, elle est importante : c'était une courte semaine après « *le dieciocho a las dieciocho* », et l'on peut bien dire que rarement de la décision d'un seul aura dépendu le sort de tant d'hommes, le nôtre sans doute, auteur et lecteurs peut-être, et de combien de millions d'Espagnols certainement. Inoubliable action salvatrice que les bénéficiaires se sont empressés d'oublier, une fois venue pour le sauveteur l'heure de l'adversité. Au Vatican, on n'allait pas craindre de répéter, en pire, la tragédie des *arreglos* mexicains. Mais au moins, sauf erreur, les *Cristeros* n'ont-ils jamais été sommés de considérer l'écœurant vasouillage des compromis avec le gouvernement maçonnique de Callès comme une part intégrante de l'enseignement du Magistère catholique, ni même comme un chef-d'œuvre de diplomatie dans la dignité. Tandis que, depuis le discours de Pie XII au Consistoire et sa partialité au profit des vainqueurs, donc au profit implicite du

communisme puisque leur victoire n'avait pu exister que par lui, avec lui et en lui, nous sommes requis de contredire le sens de l'encyclique *Mit brennender Sorge* et de considérer le parjure envers le III^e Reich comme un impérieux devoir de conscience. C'est le monde à l'envers; or la religion catholique, autant qu'on sache, est le monde à l'endroit.

Le rôle joué par le Führer dans la victoire contre le communisme en Espagne est à la fois unique, irremplaçable et incontestable: *unique*, parce qu'aucun homme d'Etat ne l'a rempli avec lui ou en même temps que lui; *irremplaçable*, puisqu'on n'imagine pas de solution de rechange réalisable sur le moment, dans les délais utiles, avec la promptitude et la perfection d'exécution indispensables au plein succès de l'opération; *incontestable*: ce qui se contrôle par une double preuve, car personne, sauf erreur, n'a osé le contester, et aussi par le silence pour ainsi dire absolu en lequel on ensevelit l'action pour pouvoir plus à l'aise cracher sur l'acteur.

Aujourd'hui, la plupart des auteurs catholiques proposent à notre admiration et à notre vénération la clique des conjurés allemands, ces fameux résistants qui, en 1936, à l'heure du péril espagnol, étaient déjà en train de conspirer pour abattre le Chancelier Hitler «même au prix d'une lourde défaite pour le Reich». Pas de danger qu'on les rencontrât sur le front d'Andalousie, de Biscaye ou de Catalogne – tout au moins du côté franquiste.

Au mieux, ils se contentaient de crier: «Seigneur! Seigneur!» Pendant ce temps, Hitler montra comment il entendait remplir ses devoirs d'homme d'Etat – et même plus que ses devoirs – dans la lutte contre le communisme. Il rendait simplement possible et soutenait la *croisade* espagnole.

Il faudrait, par la même occasion, rendre hommage, en un certain sens, au flair, à l'intelligence politique de Franco Y Bahamonde: il a su choisir d'emblée la capitale d'où lui viendrait le salut, et c'est bien à Berlin qu'il envoya sa mission d'appel au secours, non à Paris, à Londres, à Washington, ni même à Rome. Franco, en outre, n'a pas entendu l'apostrophe de *Mit brennender Sorge* comme une condamnation, ni supposé un seul

instant que c'était un «spectre satanique» qui venait à son secours. Nous avons eu soixante années pour comprendre ce qu'il avait saisi en un instant : honneur à lui !

Quand Hitler ne craignait pas de dire au général Vigon que «si le National-socialisme, le Fascisme ou la Phalange n'avaient pas existé, l'Eglise catholique romaine n'existerait plus dans les pays en question», l'histoire aurait dû le foudroyer de sa réponse en nous montrant une Eglise catholique romaine prospère et resplendissante de santé dans chacun des pays considérés, une fois disparus le National-socialisme, le Fascisme puis la Phalange. On aurait alors eu le droit de l'inscrire en postface à *l'Histoire de la Guerre d'Espagne* et de moucher ainsi le prétentieux dictateur. Mais, bien au contraire, l'autorité du fait oppose, à qui n'a pas la vue offusquée par la légende, que ceux-là n'auraient pas ou n'auraient plus vécu pour salir la mémoire du Chancelier Hitler sans les actes de défense salvateurs auxquels il a présidé par deux fois avec succès : en Allemagne en combattant victorieusement, entre 1919 et 1933, le spartakisme, sur le terrain que cet avatar virulent du marxisme-léninisme avait choisi, c'est-à-dire sur le pavé des rues de Berlin et des autres grandes villes du pays ; en Espagne, par le secours logistique, les hommes, l'instruction tactique. La troisième opération aurait dû éliminer définitivement la menace communiste sur l'Europe et le monde, ce fut la guerre préventive commencée le 21 juin 1941 contre l'URSS¹⁹⁹, l'opération *Barbarossa*. Elle n'échoua que par l'intervention, d'abord uniquement matérielle, ensuite militaire, totale, idéologique et mondialiste des Etats-Unis, grâce aux faveurs du président Franklin Delano Roosevelt, qui écrivait de si belles lettres à Pie XII.

Il serait injuste de clore une analyse de ce sujet, curieusement laissé en friche parce qu'il doit rester la chasse gardée des adversaires du Reich, sans aborder deux questions.

¹⁹⁹. Le caractère préventif de cette guerre contre l'URSS n'est plus nié aujourd'hui par la plupart des historiens sérieux (voir entre autres : Victor Suvorov, *Le Brise-Glace*, Olivier Orban, Paris 1989, p. 57-58).

La première invite à revenir sur la nécessité absolue du mensonge qu'ont éprouvée les Alliés français, anglais, américains et soviétiques. Pourquoi, si la vérité était tellement accablante pour l'Allemagne, a-t-il fallu recourir de nouveau à ce procédé particulièrement dégradant de la falsification calomnieuse? Il aurait suffi de dire le vrai, c'eût été le *veredictum*, le verdict, pleinement satisfaisant pour toute intelligence honnête. Comment ne pas en conclure que le vrai, simplement dit, réhabilite le III^e Reich et ceux qui l'ont servi? Là est la raison de sa dissimulation méthodique et de commande.

L'autre question, qui mériterait un examen plus approfondi, revient au précepte de reconnaître l'arbre à ses fruits. Quels que fussent les tares que l'on impute au régime politique du III^e Reich, soumis depuis des générations à la plus impitoyable critique, aucun auteur, à notre connaissance, ne nous explique comment de principes supposés pervers, voire taxés de «sataniques», a pu naître un comportement de la troupe le plus généralement irréprochable, qui a forcé l'admiration de ses adversaires loyaux. En voici trois cas.

Chapitre X

De bons fruits sur un arbre mauvais ?

Neque non est arbor mala, faciens fructum bonum
(Il ne se peut non plus qu'un arbre mauvais produise de bons fruits)
[Luc, 6, 43]

→ *Les naufragés du Laconia*

Le 12 septembre 1942 eut lieu dans l'Atlantique, au sud de l'équateur, le torpillage du *Laconia*, transport de troupes britannique, armé de quatorze canons. Le torpillage était donc justifié, et il ne fut jamais critiqué. A bord se trouvaient huit cent onze Anglais, dont des soldats permissionnaires accompagnés de femmes et enfants, ainsi que mille huit cents prisonniers de guerre italiens gardés par des Polonais²⁰⁰.

Après le torpillage, le commandant du sous-marin entreprit le sauvetage des naufragés et en informa l'amiral Dönitz qui dirigeait depuis Paris les opérations des sous-marins. Après mûre réflexion et évaluation des risques, l'amiral donna son consentement à l'opération qui allait permettre le sauvetage d'environ huit cents Anglais sur huit cent onze, et de quatre cent cinquante Italiens sur mille huit cents. L'amiral Dönitz détourna d'autres sous-marins d'une opération prévue dans l'Atlantique Sud pour les faire participer au sauvetage. Le GQG du Führer était tenu au courant de l'ensemble. Puis les messages donnant la position du naufrage furent diffusés en clair.

Le premier des sous-marins occupés au sauvetage avait déjà pris à bord deux cent soixante naufragés, chiffre vraiment énorme, et

²⁰⁰. Les Polonais étaient 103. Après l'explosion, ils avaient fermé les grilles des cales sur les prisonniers italiens, qui réussirent néanmoins, faisant béliet, à les forcer. Les gardiens firent usage de leurs armes. Cette conduite explique sans doute pourquoi il n'est plus question d'aucun Polonais parmi les rescapés (voir : Léonce Peillard, *La bataille de l'Atlantique*, Laffont, Paris 1978, tome 1, p. 342 et suivantes).

plusieurs canots également surchargés en remorque quand, le 16 septembre, donc quatre jours plus tard, un avion ennemi lança des bombes sur le bâtiment et au milieu des canots. L'un de ceux-ci chavira et plusieurs naufragés se noyèrent. Le sous-marin fut endommagé.

Dönitz continua néanmoins, en dépit du fait qu'il risquait le conseil de guerre en cas de perte d'une unité. Le 17 septembre, un second sous-marin, après avoir pris à bord cent quarante-deux naufragés dont des femmes et des enfants, fut bombardé par un appareil ennemi. Cette fois, les sous-marins transférèrent les naufragés à bord de deux navires de guerre français²⁰¹.

Les hommes de sens et de cœur auront pu apprécier qui furent les coupables et qui les héros, mais ils seront sans doute étonnés d'apprendre que, une fois retourné aux enfers le «spectre satanique du national-socialisme» – qui lui avait sans nul doute inspiré l'idée de son forfait –, c'est l'amiral Karl Dönitz qui prit place parmi «les coupables qui devaient expier les crimes qu'ils avaient commis», pour reprendre les termes de la condamnation sommaire prononcée par Pie XII. Karl Dönitz dut passer dix années dans la prison berlinoise de Spandau, comme criminel de guerre. Les aviateurs alliés qui avaient bombardé les naufragés et leurs héroïques sauveteurs n'ont jamais été interpellés. Telle était la logique de la démocratie triomphant du mal absolu, saluée devant le Consistoire. Cette logique est peu compatible avec celle de l'Évangile où le bon fruit ne saurait se cueillir du mauvais arbre. Pie XII, en tant que Pape, n'aurait pas pu nous en blâmer, même si, en tant que simple personne publique, il pouvait bien pratiquer le contraire, ce qu'il fit.

→ *Le drame du Mont Cassin*

Entre le 18 janvier et le 12 mai 1944, les troupes allemandes ont stabilisé le front de la bataille d'Italie sur la ligne *Gustav* qui

²⁰¹. Que les Français avaient accepté de fréter depuis Dakar, à condition d'être remboursés de leur carburant par les Allemands. Ils le furent. Ce récit est pris dans une note personnelle de l'amiral Dönitz remise à l'auteur Léonce Peillard : *L'affaire du Laconia*, Laffont, Paris 1961, p. 308 et suivantes. Il faut signaler aussi l'intervention efficace et méritoire d'un sous-marin italien appelé sur les lieux.

passait à proximité de l'abbaye du Mont Cassin. Comme la zone de combat s'approchait dangereusement du monastère, et redoutant le manque de scrupules de ses adversaires, le commandement allemand proposa aux autorités religieuses de transporter en lieu sûr les principales reliques et œuvres d'art au Vatican, en plus des moines qui le souhaitaient, ainsi que les membres de trois communautés de moniales. Ce qui fut finalement accepté et effectué en une opération de grand style. Les tableaux les plus précieux, les manuscrits, les incunables et 70000 volumes de la bibliothèque furent empaquetés dans des caisses fabriquées sur place et sur mesure par les menuisiers de l'intendance de la division *Hermann Göring*. Finalement, une colonne de camions transporta de nuit personnes et trésors jusqu'à la frontière de la Cité du Vatican, c'est-à-dire à la limite extérieure de la Place Saint-Pierre à Rome²⁰².

Pendant ce temps-là, hélas, la guerre restait à faire. Et quelle guerre ! Le feld-maréchal avait bien jugé, et ses plus sombres craintes se réalisèrent : le 15 février 1944, après une gigantesque préparation d'artillerie de deux jours (190000 obus), à partir de 9h30 du matin, en une demi-heure de temps, plusieurs vagues de quadrimoteurs de l'aviation américaine réduisaient en poussière le monastère du Mont Cassin, sous 1200 tonnes de bombes. Par la même occasion périssaient les moines qui avaient voulu rester sur les lieux, ainsi que les réfugiés de la population environnante²⁰³.

Cela n'empêcha aucunement Paul Giniewski de pousser cette imprécation :

Bénies soient les mains saintes des pilotes qui ont détruit le Mont Cassin !²⁰⁴

²⁰². La réception du convoi par le personnel du Saint-Siège a été filmée sur une pellicule que l'auteur a personnellement vue et que l'on ne ressort pas volontiers des armoires mais qui n'a certainement pas disparu d'une maison aussi bien tenue que les archives vaticanes.

²⁰³. Militairement parlant, le bombardement, « pis qu'un crime, fut une faute ». Laissons parler le général Juin : « Le résultat en fut, en certains endroits, que les Hindous qu'on avait fait reculer pour leur donner une plus grande marge de sécurité ne purent même pas reprendre leurs tranchées, l'ennemi les ayant immédiatement occupées pour se mettre à l'abri. La préparation de grand style n'avait servi qu'à écraser le monastère et à faire perdre une partie du terrain » (voir : *Historia* 1975, numéro spécial consacré au Mont Cassin, p. 55, colonne 2).

²⁰⁴. Paul Giniewski, *Le point de vue juif*, Librairie encyclopédique, Bruxelles 1970, p. 165.

Le surlendemain, 17 février, le feld-maréchal Albert Kesselring, en tant que commandant en chef du *Heeresgruppe C* (les armées allemandes sur le front d'Italie), confirmait dans une proclamation publique²⁰⁵ l'opération criminelle des Alliés, effectuée sous la responsabilité et par décision conjointe de cinq généraux de diverses nationalités : un athée parfait, le Néo-Zélandais Freyberg ; deux protestants, l'Anglais Alexander et l'Américain Clark ; et deux catholiques, le Polonais Anders et le Français Juin. La proposition fut avancée par Freyberg, sans doute, mais elle resta longtemps repoussée par Alexander, soutenu par Clark, et elle ne finit par l'emporter que sous les encouragements d'Anders et de Juin.

Le feld-maréchal Kesselring soulignait que, lorsque le Vatican, plusieurs mois plus tôt, l'avait pressenti afin de ne pas impliquer le monastère du Mont Cassin dans les opérations militaires, il avait formellement promis que la troupe ne pénétrerait pas sur le territoire de l'abbaye. Ainsi fut fait. La neutralité du territoire fut rigoureusement respectée²⁰⁶, comme en attestait la reconnaissance écrite du Père Abbé Dom Gregorius Diamare où il désignait nommément son bienfaiteur, le lieutenant-colonel Julius Schlegel. Schlegel, nous affirme *TIME Magazine*²⁰⁷, était un national-socialiste convaincu et, de plus, il agissait avec l'approbation de ses supérieurs ; le cas était donc pendable, au sens strict du terme.

Cette affaire eut un premier épilogue que nous avons déjà rencontré sous la forme d'une omission, l'une de celles dont Pie XII tint à émailler son allocution au Consistoire.

Vingt mois déjà s'étaient écoulés depuis le sauvetage. Pie XII avait dû oublier. Mais pas les justiciers, qui avaient juré de

²⁰⁵. Voir Siegfried Kappe-Hardenberg, *Ein Mythos wird zerstört, Der spanische Bürgerkrieg, Guernica und die antideutsche Propaganda*, Vowinkel, Berg-am-See 1987, p. 221-223.

²⁰⁶. La rigueur des consignes alla jusqu'à disposer en permanence un service de garde et de feld-gendarmerie pour en surveiller l'exécution. Il ne fut même pas fait usage une seule fois de l'exception prévue permettant l'hébergement, dans les locaux du monastère, de grands blessés en attente d'évacuation.

²⁰⁷. *TIME Magazine*, 21 mai 1984, p. 21.

châtier les «coupables»²⁰⁸. Ici le «coupable» fut évidemment Albert Kesselring, et les Anglais, complices du massacre, condamnèrent le feld-maréchal à mort²⁰⁹. Aucun docteur privé ne saurait prévaloir contre l'appréciation des âmes droites qui jugent le bon arbre d'après le bon fruit.

→ *Les blessés anglais et polonais de la bataille d'Arnheim*

Un dernier épisode encore, concernant la conduite des belligérants, considérée comme le reflet du régime que chacun d'eux défendait: l'opération aéroportée que les Britanniques entreprirent le 17 septembre 1944 dans la région d'Arnheim pour s'emparer, derrière les lignes allemandes, du pont sur le Rhin.

L'entreprise était conduite «depuis Londres» par le général Bernard Montgomery, et elle tourna rapidement au désastre sous les coups de la 9^e SS-Panzerdivision *Hohenstaufen*. Le chef de cette division, le colonel SS Harzer, lorsqu'il apprit la situation désespérée de ses adversaires encerclés²¹⁰, particulièrement le sort pitoyable des blessés, prit la décision, approuvée par le Haut Commandement, de proposer au général anglais Urquhart, qui commandait sur le terrain, de prendre soin, moyennant une trêve, des blessés, de les soigner et, si leur état le permettait, de choisir ensuite entre le retour dans les lignes britanniques ou la captivité. Les deux médecins-chefs ennemis – le Dr Egon Skalka, pour les Allemands, et le Dr Warrack, pour les Anglais – se rencontrèrent sous pavillon blanc, et le transfert des blessés eut lieu à bord de véhicules conduits et convoyés par des soldats des deux armées, on n'ose guère dire ennemies. Au retour dans les lignes anglaises, les voitures étaient chargées de produits de

²⁰⁸. Ni les belles âmes. Les unes se souviennent du massacre comme d'un acte de vertu, nous l'avons vu. Les autres se rappellent avec satisfaction que les Américains, auteurs et instruments de la catastrophe, ont refusé avec ironie de participer au financement de la reconstruction (voir *TIME Magazine, ibid.*). Et Pierre Blet consacre en tout et pour tout deux lignes de sa chronique à ce détail (p. 248).

²⁰⁹. Le tribunal militaire anglais siégeait à Venise en 1947, à une époque où Alfred Fabre-Luce s'écriait, consterné : « Il n'y a plus de justice, il n'y a qu'une courbe de l'hystérie ! » La peine de Kesselring fut bientôt commuée en détention à perpétuité. Finalement, le feld-maréchal fut libéré de la prison de Werl en 1957.

²¹⁰. Les Allemands avaient très tôt connu le code des Anglais et prenaient connaissance des rapports que ceux-ci envoyaient à Londres.

pansement pour les blessés qui ne désiraient pas se faire soigner en dehors de leurs lignes. Plus de 2 200 soldats britanniques *et polonais* furent ainsi secourus. L'aide dura jusqu'à la reddition des encerclés, le matin du 23 septembre.

Il faut se souvenir des dates, des lieux, des circonstances: la sixième année de guerre était entamée, l'Allemagne se battait désespérément sur quatre fronts, contre le monde entier coalisé à ses portes. Les Anglais s'acharnaient comme des sauvages, depuis quatre ans et demi, sur les civils allemands des villes ouvertes. Si, dans ces conditions, on ne peut pas parler ici de rendre le bien pour le mal et de l'amour des ennemis, il faudrait nous dicter les mots qui conviendraient. Il n'est pas possible qu'une attitude aussi chevaleresque procède d'un régime manifesté par un « spectre satanique ». Il doit bien y avoir erreur quelque part – ou malveillance, hélas. D'autant plus que, une fois de plus, les héros de bravoure et de magnanimité, après la défaite de leur pays, furent traités comme des malfaiteurs et furent payés d'ingratitude par ceux-là mêmes qu'ils avaient secourus dans la détresse. Tel fut le sort du commandeur Harzer et de son médecin-chef Egon Skalka. Ils furent détenus dans le camp de concentration de Werl pendant plusieurs années.

Chapitre XI

Conclusion

On nous avait promis la paix et la libération

Et nous voici gratifiés du « meilleur des mondes ».

Le temps de la sérénité nécessaire à comprendre se lèvera-t-il jamais ? Ce serait l'occasion de citer la sentence de Bossuet : « Le plus grand dérèglement de l'esprit est de croire les choses parce que l'on veut qu'elles soient et non parce qu'on a vu qu'elles sont »²¹¹. Et, en effet, la simple erreur n'est qu'un accident de parcours – déjà bien regrettable – sur le chemin de la vérité, tandis que le vice de l'intelligence dénoncé par l'évêque de Meaux est comme une extinction de l'esprit, sous l'étouffement de la volonté livrée à elle-même. Humainement, le mal est sans remède, même dans le cas où c'est en une matière futile que l'on persiste à prendre son désir pour la réalité : on en vient à aimer ces mensonges qui nous font – apparemment – tant de bien.

Mais que dire alors du cas qui nous a occupés tout au long de cette étude : les relations entre le Saint-Siège et le III^e Reich, et en particulier la prétendue condamnation du national-socialisme par l'encyclique *Mit brennender Sorge* ou par tout autre document ?

Nous croyons avoir prouvé qu'une pareille condamnation n'a jamais existé. Comment se fait-il alors que cette condamnation demeure si ardemment souhaitée par la plupart des contre-révolutionnaires ? On dirait qu'ils ont envie d'y croire et ils la

²¹¹. *Traité de la connaissance de Dieu et de soi-même.*

réinventent tous les jours que Dieu fait, mais pourquoi? Les rectifications les plus solennelles de l'histoire semblent ne pas enlever le moindre iota au verdict prononcé une fois pour toutes. La contre-vérité de base ne se laisse pas ébranler et, récemment, une revue qui se veut non conformiste parlait encore du «nazisme» comme «le frère jumeau du marxisme-léninisme»²¹², avec le même aplomb que les catholiques de gauche dans les années trente, au plus beau temps des Maritain, des Bernanos, des Mauriac, des Montini... Le succès de l'endoctrinement fut tel que, lorsque parut en 1997 (chez Laffont, Paris) le copieux ouvrage de Stéphane Courtois et ses collaborateurs, *Le livre noir du communisme. Crime, terreur, répression*, ce fut la surprise, vraie ou simulée, d'apprendre ce qui était connu depuis au moins cinquante ans.

Plus généralement, on peut s'interroger sur la raison d'être du mensonge organisé pendant et depuis la seconde guerre mondiale, dans deux directions opposées: l'une, acharnée, après l'Allemagne, l'autre, suave et lénifiante, à l'égard de l'URSS, ses satellites et le communisme en général. La vérité aurait dû suffire, mais on n'a pas pu s'en contenter: les crimes que les Allemands n'ont pas commis, il a bien fallu les inventer, mais pourquoi, puisque les vrais, nous dit-on, étaient si nombreux et si horribles? A l'opposé, pourquoi la volonté de mentir et de dissimuler le caractère intrinsèquement pervers du communisme? Cette fois, pourtant, le Magistère – dans *Divini Redemptoris* du 19 mars 1937 – avait été formel en ses termes²¹³. Le caractère de perversité intrinsèque appartient en propre au communisme et n'est pas à partager avec les voisins ou les adversaires, même et surtout s'il est aujourd'hui pratiquement nié par les auteurs de droite et, en particulier, par

²¹². *Lectures Françaises*, janvier 1998, p. 25. Les auteurs de l'article se disent «avoir été stupéfaits d'apprendre que le Feldmarschall Ehrard Milch était d'origine juive», alors que cette information, d'ailleurs inexacte, remonte à 1945.

²¹³. «Eh bien, Vénérables Frères, apportez la plus rigoureuse attention à ce que les fidèles se défient de ces pièges. Le communisme est intrinsèquement pervers: il ne faut donc collaborer en rien avec lui, quand on veut sauver de la destruction la civilisation chrétienne et l'ordre social» (§ 58 de *Divini Redemptoris*).

les catholiques quand ils font du communisme le contrepoids du «nazisme».

Doù vient la complaisance stupéfiante et générale en faveur des tromperies les plus voyantes, de la part de l'élite intellectuelle et morale, aussi bien catholique que mécréante? Qui donc – que personne ne blâme, que personne même ne recherche – qui donc – et de quelle science surhumaine? – avait su préparer le terrain où devait lever une aussi abondante moisson de haine, de ressentiment et de mensonge?

Dans une cause que l'on présente comme accablante pour le III^e Reich dans ses rapports avec l'Eglise, pourquoi avoir aussi strictement claquemuré les archives? On attend que les années fassent se périmer les documents avant de les «libérer», comme on dit si bien. On filtre avant d'apprendre à l'opinion publique ce qu'elle devra croire exclusivement sans contradiction et à perpétuité. L'opinion publique n'est pas avide de vérité mais d'information et se manifeste par le vote et le sondage. Ceux qui remplissent sa gamelle s'extasient devant ce qu'elle régurgite, selon le trucage increvable de la démocratie. Alors, où irait-elle entendre la voix de l'*altera pars*, de l'autre partie?

Continuation d'une guerre planétaire allumée voici bientôt trois générations, puisse l'avenir nous donner tort et qu'elle ne devienne pas à jamais une suite sans fin.

Terminons par sept questions:

1. Puisque la cause est entendue, puisque le cas qui nous occupe est limpide, que n'ouvre-t-on les archives au lieu de les boucler?
2. Les méfaits, religieux entre autres, du III^e Reich suffisaient amplement, nous dit-on, à le faire condamner; pourquoi s'est-on alimenté depuis la guerre et jusqu'à ce jour aux services officiels de falsification du gouvernement britannique?
3. Si le coup d'arrêt donné en Espagne à l'extension européenne du communisme a été rendu possible par la décision d'un seul à Bayreuth le 25 juin 1936, comment expliquer que les principaux bénéficiaires de cette unique

guerre jamais remportée contre le communisme n'en font aucune mention, sauf de manière complètement inadéquate, sinon mensongère – au moins par omission ?

4. Ce fruit, sauf erreur, manifestement bon, joint à d'autres que nous avons rappelés – voire révélés à plus d'un, tant on est discret dans la littérature à leur sujet – comment expliquer qu'ils furent portés par un arbre mauvais ?
5. Serait-il interdit, à moins que ce ne fût au nom d'une mésintelligence totale du dogme de l'infaillibilité pontificale, de penser que le Souverain Pontife peut errer en ses jugements pratiques, comme ce fut certainement le cas aux dépens des *Cristeros* au Mexique ?
6. La calomnie organisée contre l'Allemagne, spécialement durant et depuis la seconde guerre mondiale, les déprédations, les rapines, les meurtres de masse, les procès iniques et tout le reste constituent autant de fautes contre la justice, lesquelles ne sont pardonnées, même avouées, que si elles sont réparées. Où y eut-il jamais un commencement d'amende honorable, moins encore de tentative de réparation à l'égard des victimes ?
7. Les années noires ont fait place aux années lumineuses de la récente histoire du monde: *Sublata causa tollitur effectus* (La cause une fois enlevée, l'effet disparaît). D'où vient que nous ayons si peu l'occasion de nous en apercevoir ?

Annexe I

Encyclique « Mit brennender Sorge »

[Avec une vive inquiétude]

sur la situation religieuse en Allemagne

Vénérables Frères,

Salut et bénédiction apostolique.

C'est avec une vive inquiétude et un étonnement croissant que depuis longtemps Nous suivons des yeux les douloureuses épreuves de l'Eglise et les vexations de plus en plus graves dont souffrent ceux et celles qui lui restent fidèles par le cœur et la conduite, au milieu du pays et du peuple auxquels saint Boniface a porté autrefois le lumineux message, la bonne nouvelle du Christ et du Royaume de Dieu.

Cette inquiétude n'a pas diminué par ce que les représentants du vénérable épiscopat, venus nous visiter à Notre chevet de malade, Nous ont fait connaître, conformément à la vérité et comme c'était leur devoir. A des nouvelles bien consolantes et édifiantes sur la lutte pour la foi que mènent leurs fidèles, ils n'ont pu s'empêcher, malgré toute leur application à juger avec mesure, d'en mêler une infinité d'autres bien dures et bien mauvaises. Après avoir entendu leur exposé, Nous pûmes, dans un élan de vive reconnaissance envers Dieu, Nous écrire avec l'Apôtre de l'amour : « Je n'ai pas de plus grande joie que d'apprendre que mes enfants marchent dans la vérité » (III, Jean, IV). Mais la franchise qui convient à Notre charge apostolique, si pleine de responsabilités, et la décision de mettre sous vos yeux et sous les yeux de tout l'univers chrétien la réalité dans toute sa gravité Nous obligent d'ajouter : « Il n'est pas de plus grand chagrin, ni de douleur plus amère à Notre cœur de pasteur, que d'apprendre que beaucoup abandonnent le chemin de la vérité » (Cf. II Pierre, II, 2).

Lorsqu'en été 1933, Vénérables Frères, Nous acceptâmes la négociation d'un concordat que le gouvernement du Reich, reprenant un projet vieux de plusieurs années, Nous proposait, et quand, à votre universel contentement, Nous la terminâmes par un second accord solennel, Nous étions guidé par le souci que Notre devoir Nous impose d'assurer en Allemagne la liberté de la mission bienfaisante de l'Eglise et le salut des âmes qui lui sont confiées, mais encore par le désir sincère de rendre au peuple allemand un service essentiel pour son développement pacifique et sa prospérité.

C'est pourquoi, en dépit de nombreuses et graves considérations, Nous sommes alors décidé à ne pas lui refuser Notre consentement. Nous voulions épargner à Nos fidèles fils et filles d'Allemagne, dans la mesure des possibilités humaines, les angoisses et les souffrances que dans l'autre hypothèse les circonstances du temps faisaient prévoir avec plus de certitude. Nous voulions prouver à tous par des actes que, cherchant uniquement le Christ et les intérêts du Christ, Nous ne refusions pas de tendre la main pacifique et maternelle de l'Eglise à quiconque ne la repousse pas.

Si l'arbre de paix, planté par Nous en toute pureté d'intention dans la terre allemande, n'a pas produit les fruits que, dans l'intérêt de votre peuple, Nous désirions si ardemment, personne au monde, ayant des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, ne pourra dire aujourd'hui que la faute en est à l'Eglise ou à son chef. Les expériences des dernières années mettent les responsabilités en pleine lumière : elles révèlent des intrigues qui dès le début ne visaient qu'à une guerre d'extermination. Dans les sillons où Nous étions efforcé de semer le germe d'une paix sincère, d'autres répandirent – tel l'*inimicus homo* de la Sainte Ecriture (Matth., XIII, 25) – l'ivraie de la méfiance, du mécontentement, de la haine, de la diffamation, d'une hostilité de principe, soit voilée soit ouverte, alimentée à mille sources et agissant par tous les moyens contre le Christ et son Eglise. Eux, et eux seuls, avec leurs silencieux ou leurs bruyants complices, sont aujourd'hui responsables si, au lieu de l'arc-en-ciel de la paix, c'est l'orage de funestes luttes religieuses qui se montre à l'horizon de l'Allemagne.

Nous ne sommes pas lassé, Vénérables Frères, de représenter aux dirigeants responsables des destinées de votre pays les conséquences qui devaient nécessairement résulter de la tolérance et même de la faveur dont profitent de tels courants d'idées. Nous avons tout fait pour défendre la sainteté de la parole solennellement donnée et l'inviolabilité des engagements librement consentis contre des théories et des pratiques qui – au cas où elles seraient officiellement approuvées – tueraient nécessairement toute confiance, et ôteraient d'avance toute valeur à tout engagement d'honneur. Quand une fois le temps sera venu de mettre au grand jour sous les yeux du monde ces efforts qui furent les Nôtres, tous les hommes d'intention droite sauront où chercher les défenseurs de la paix et où ses perturbateurs. Tous ceux dont l'esprit n'a pas encore perdu tout sens de la vérité, tous ceux qui conservent au fond du cœur un reste de justice, conviendront que durant ces années, difficiles et lourdes d'événements, qui ont suivi la conclusion du concordat, chacune de Nos paroles a été prononcée,

chacun de Nos actes a été accompli sous la loi de la fidélité aux traités. Mais ils devront constater aussi, non sans étonnement et réprobation profonde, comment de la part de l'autre partie contractante une interprétation qui faussait le contrat ou le détournait de son but, ou le vidait de son contenu et aboutissait finalement à sa violation plus ou moins officielle, devint la loi inavouée selon laquelle on agissait. La modération témoignée par Nous, en dépit de tout, n'était pas inspirée par des considérations d'utilité terrestre, moins encore par une faiblesse inopportune, mais simplement par la volonté de ne pas risquer d'arracher, avec l'ivraie, quelque plante précieuse ; par l'intention de ne porter publiquement aucun jugement avant que les esprits n'en fussent venus à comprendre l'inéluctable nécessité de ce jugement ; par la résolution de ne nier définitivement la loyauté d'autrui que lorsque l'irréfutable langage de l'évidence aurait arraché le camouflage sous lequel systématiquement on dissimulait l'assaut contre l'école confessionnelle, protégée pourtant par le concordat, mais où la suppression du libre suffrage à ceux des catholiques qui ont le devoir de veiller à l'éducation de la jeunesse, manifeste sur un terrain essentiel de la vie de l'Eglise la gravité impressionnante de la situation et l'angoisse sans exemple des consciences chrétiennes – le souci du salut des âmes Nous pousse à ne pas négliger les possibilités encore existantes, si minimes soient-elles, d'un retour à la loyauté et à un arrangement acceptable. Suivant le désir du vénérable épiscopat, Nous continuerons sans Nous lasser à être auprès des dirigeants de votre peuple le défenseur du droit violé, et, obéissant simplement à Notre conscience et à Notre mission pastorale – sans nous soucier du succès ou de l'insuccès immédiat –, à nous opposer à un parti pris qui cherche, par l'emploi, ouvert ou dissimulé, de la force, à étrangler le droit garanti par les traités.

Mais le but de la présente lettre, Vénérables Frères, est autre. De même que vous êtes venus Nous faire, à Notre chevet de malade, une visite affectueuse, de même, à Notre tour, Nous Nous tournons aujourd'hui vers vous et, par vous, vers les catholiques d'Allemagne qui, comme tous les fils souffrants et opprimés, sont plus particulièrement présents au cœur du Père commun. En cette heure où votre foi est éprouvée, comme l'or, au feu de la tribulation et de la persécution, tant ouverte que cachée, à l'heure où votre liberté religieuse est victime d'un investissement organisé sous mille formes, à l'heure où pèse lourdement sur vous le manque d'un enseignement fidèle à la vérité et de normales possibilités de défense, vous avez doublement droit à une parole de vérité et de spirituel réconfort de la part de celui dont le premier prédécesseur s'entendit adresser par le Sauveur cette parole si pleine : « J'ai prié pour toi afin que ta foi ne défaille point, et toi, à ton tour, confirme tes frères » (Luc, XXII, 32).

Prenez garde, Vénérables Frères, qu'avant toute autre chose la foi en Dieu, premier et irremplaçable fondement de toute religion, soit conservée en Allemagne, pure et sans falsification. Ne croit pas en Dieu celui qui se contente de faire usage du mot Dieu dans ses discours, mais celui-là seulement qui à ce mot sacré unit le vrai et digne concept de la Divinité.

Quiconque identifie, dans une confusion panthéistique, Dieu et l'univers, abaissant Dieu aux dimensions du monde ou élevant le monde à celles de Dieu, n'est pas de ceux qui croient en Dieu.

Quiconque, suivant une prétendue conception des anciens Germains d'avant le Christ, met le sombre et impersonnel destin à la place du Dieu personnel, nie par le fait la sagesse et la Providence de Dieu, qui « fortement et suavement agit d'une extrémité du monde à l'autre » (Sagesse, VIII, 1) et conduit toutes choses à une bonne fin : celui-là ne peut pas prétendre à être mis au nombre de ceux qui croient en Dieu.

Quiconque prend la race, ou le peuple, ou l'Etat, ou la forme de l'Etat, ou les dépositaires du pouvoir, ou toute autre valeur fondamentale de la communauté humaine – toutes choses qui tiennent dans l'ordre terrestre une place nécessaire et honorable –, quiconque prend ces notions pour les retirer de cette échelle de valeurs, même religieuses, et les divinise par un culte idolâtrique, celui-là renverse et fausse l'ordre des choses créé et ordonné par Dieu : celui-là est loin de la vraie foi en Dieu et d'une conception de la vie répondant à cette foi.

Prenez garde, Vénérables Frères, à l'abus croissant, dans la parole comme dans les écrits, qui consiste à employer le nom de Dieu trois fois saint comme une étiquette vide de sens que l'on place sur n'importe quelle création, plus ou moins arbitraire, de la spéculation et du désir humain. Agissez sur vos fidèles afin qu'ils soient attentifs à opposer à une telle aberration le refus qu'elle mérite. Notre Dieu est le Dieu personnel, surnaturel, tout-puissant, infiniment parfait, unique dans la Trinité des Personnes, et tripersonnel dans l'unité de l'essence divine, le Créateur de tout ce qui existe, le Seigneur et Roi et l'ultime consommateur de l'histoire du monde, qui n'admet ni ne peut admettre à côté de lui aucun autre dieu.

Ce Dieu a, en souverain maître, donné ses commandements. Ils valent indépendamment du temps et de l'espace, du pays et de la race. De même que le soleil de Dieu luit sur tout visage humain, de même sa loi ne connaît ni privilège, ni exception. Gouvernants et gouvernés, couronnés et non couronnés, grands et humbles, riches et pauvres sont également soumis à sa parole. De la totalité de ses droits de Créateur découle naturellement la totalité de son droit à être obéi par les individus et par les communautés de toute espèce. Cette obéissance exigée embrasse toutes les branches de l'activité dans lesquelles des questions morales réclament des mises en accord avec la loi de Dieu, et par conséquent l'intégration de la changeante loi humaine dans l'ensemble de l'immuable loi divine.

Seuls des esprits superficiels peuvent tomber dans l'erreur qui consiste à parler d'un Dieu national, d'une religion nationale ; seuls ils peuvent entreprendre la vaine tentative d'emprisonner Dieu, le Créateur de l'univers, le Roi et le législateur de tous les peuples, devant la grandeur duquel les nations sont « comme une goutte d'eau suspendue à un seuil » (Is., XL, 15) dans les frontières d'un seul peuple, dans l'étroitesse de la communauté de sang d'une seule race.

Les évêques de l'Eglise du Christ, établis « pour ce qui se rapporte à Dieu » (Hebr. V, 1), doivent veiller à ce que de pernicieuses erreurs de cette sorte, que des pratiques encore plus pernicieuses ont coutume de suivre, ne prennent pas pied parmi les fidèles. Il appartient à la sainteté de leur charge de tout faire, autant qu'il dépend d'eux, pour que les commandements de Dieu soient considérés et observés, comme étant le fondement obligatoire de toute vie privée et publique moralement ordonnée ; pour que les droits de la majesté divine, le nom et la parole de Dieu ne soient pas profanés (Tite, II, 5) ; pour mettre fin aux blasphèmes qui par la parole, la plume et l'image sont multipliés aujourd'hui comme le sable de la mer ; pour que à côté de l'obstination et des provocations de ceux qui nient Dieu, qui méprisent Dieu, qui haïssent Dieu, ne se relâche jamais la prière réparatrice des fidèles, qui tel un encens, d'heure en heure, monte vers le Très-Haut et arrête sa main vengeresse.

Nous vous remercions, Vénérables Frères, nous remercions vos prêtres et tous vos fidèles, qui, dans la défense des droits de la divine Majesté contre un nouveau paganisme agressif, et favorisé, hélas, de bien des manières par des hommes influents, ont rempli et continuent à remplir leur devoir de chrétiens. Ce remerciement va, plus chaleureux encore et mêlé d'une admiration reconnaissante, à ceux qui, dans l'accomplissement de ce devoir, ont été jugés dignes de s'attirer pour l'amour de Dieu le sacrifice et la souffrance.

Aucune foi en Dieu ne peut se maintenir longtemps pure et sans alliage si elle n'est soutenue par la foi au Christ. « Personne ne connaît le Fils si ce n'est le Père, et personne ne connaît le Père si ce n'est le Fils, et celui à qui le Fils voudra le révéler » (Luc, X, 22). « La vie éternelle, c'est qu'ils te connaissent, toi, le seul vrai Dieu, et celui que tu as envoyé, Jésus-Christ » (Jean, XVII, 3). Personne ne peut donc dire : je crois en Dieu, cela me suffit en fait de religion. La parole du Sauveur ne laisse aucune place à des échappatoires de cette sorte. « Qui renie le Fils n'a pas non plus le Père, et qui confesse le Fils a aussi le Père » (1 Jean, II, 23).

En Jésus-Christ, le Fils de Dieu fait homme, est apparue la plénitude de la Révélation divine. « En beaucoup de manières et à diverses reprises Dieu a parlé à nos pères par les prophètes. Quand les temps furent accomplis, il nous a parlé par son Fils » (Hebr., I, 1 sq.). Les livres sacrés de l'Ancien Testament sont entièrement parole de Dieu et forment une partie substantielle de sa révélation. En harmonie avec le développement graduel de la révélation plane sur eux une lumière encore voilée, celle des temps qui ont préparé le plein jour de la Rédemption. Comme il ne saurait en être autrement dans des livres historiques et didactiques, ils reflètent, dans plus d'un détail, l'humaine imperfection, la faiblesse et le péché. A côté d'innombrables traits de grandeur et de noblesse, ils nous décrivent aussi le peuple choisi, porteur de la Révélation et de la promesse, s'égarant sans cesse loin de son Dieu pour se tourner vers le monde. Pour les yeux qui ne sont pas aveuglés par le préjugé ou par la passion respandit cependant d'autant plus lumineusement, dans cette humaine prévarication, telle que l'histoire biblique nous la rapporte, la lumière divine du plan sauveur qui triomphe finalement de toutes les fautes et de tous les péchés. C'est précisément sur ce fond souvent obscur que ressort dans de plus frappantes perspectives la pédagogie de salut de l'Eternel, tour à tour avertissant, admonestant, frappant, relevant et béatifiant ses élus. Seuls l'aveuglement et l'orgueil peuvent fermer les yeux devant les trésors d'enseignement sauveur que recèle l'Ancien Testament.

Qui veut voir bannies de l'Eglise et de l'école l'histoire biblique et la sagesse des doctrines de l'Ancien Testament blasphème le nom de Dieu, blasphème le plan de salut du Tout-Puissant, érige une pensée humaine étroite et limitée en juge des desseins divins sur l'histoire du monde. Il renie la foi au Christ véritable, tel qu'il est apparu dans la chair, au Christ qui a reçu son humaine nature d'un peuple qui devait le crucifier. Il demeure sans rien y comprendre devant le drame universel du Fils de Dieu, qui opposait au sacrilège de ses bourreaux la divine action sacerdotale de sa mort rédemptrice, donnant ainsi, dans la nouvelle alliance, son accomplissement, son terme et son couronnement à l'ancienne.

Le point culminant de la Révélation atteint dans l'Evangile de Jésus-Christ est définitif, il oblige pour toujours. Cette Révélation ne connaît pas de complément apporté de main d'homme, elle n'admet pas davantage d'être évincée et remplacée par d'arbitraires « révélations » que certains porte-parole du temps présent prétendent faire dériver de ce qu'ils appellent le mythe du sang et de la race. Depuis que le Christ, l'Oint du Seigneur, a accompli l'œuvre de la Rédemption et que, brisant le règne du péché, il nous a mérité la grâce de devenir enfant de Dieu, depuis ce temps aucun autre nom sous le ciel n'a été donné aux hommes par lequel ils puissent être sauvés, que le Nom de Jésus (Act. IV, 12). Aucun homme, quand même toute la science, tout le pouvoir, toute la force extérieure du monde seraient incarnés en lui, ne peut poser un fondement autre que celui qui a déjà été posé : le Christ (I Cor., III, 11). Celui qui, dans une sacrilège méconnaissance des différences essentielles entre Dieu et la créature, entre l'Homme-Dieu et les enfants des hommes, ose dresser un mortel, fût-il le plus grand de tous les temps, aux côtés du Christ, bien plus, au-dessus de lui ou contre lui, celui-là mérite de s'entendre dire qu'il est un prophète de néant, auquel s'applique le mot effrayant de l'Ecriture : « Celui qui habite dans les cieus se moque d'eux » (Ps., II, 4).

Vraie foi dans l'Eglise

La vraie foi au Christ ne saurait se maintenir pure et sans alliage, si elle n'est protégée et soutenue par la foi dans l'Eglise, « colonne et fondement de la vérité » (Tim. III, 15). C'est le Christ lui-même, Dieu éternellement béni, qui a dressé cette colonne de la foi. L'ordre qu'il a donné d'écouter l'Eglise (Math. XVIII, 17), d'accueillir dans les paroles et les commandements de l'Eglise ses propres paroles et ses propres commandements (Luc, X,

16), vaut pour les hommes de tous les temps et de tous les pays. L'Eglise fondée par le Rédempteur est une, la même pour tous les peuples et pour toutes les nations. Sous la coupole qui, comme le firmament, recouvre la terre entière, il y a une patrie pour tous les peuples et toutes les langues, il y a place pour le développement de toutes les qualités particulières, de tous les avantages, de toutes les tâches et vocations concédées par le Dieu créateur et sauveur tant aux individus qu'aux communautés ethniques. Le cœur maternel de l'Eglise est assez grand et assez large pour voir dans l'épanouissement voulu de Dieu de ces caractères et de ces dons propres à chacun, la richesse de la variété, plus que le péril des divergences. Elle se réjouit des supériorités spirituelles des individus et des peuples. Elle voit, avec une joie et une fierté toutes maternelles, dans les succès remportés par eux, des fruits d'éducation et de progrès qu'elle bénit et encourage, partout où elle peut le faire en conscience. Mais elle sait aussi qu'à cette liberté des limites sont tracées par la majesté du commandement divin qui a voulu et fondé cette Eglise essentiellement une et indivisible. Qui touche à cette unité et à cette indivisibilité enlève à l'épouse du Christ un des diadèmes dont Dieu lui-même l'a couronnée. Il assujettit sa structure divine, qui repose sur des fondements éternels, aux critiques et aux retouches d'architectes que le Père des Cieux n'a pas autorisés à bâtir.

La divine mission de l'Eglise qui, agissant parmi les hommes, est obligée d'agir par les hommes, peut être douloureusement obscurcie par ce qu'il s'y mêle d'humain, de trop humain, et qui sans cesse et sans cesse renaissant, se développe comme l'ivraie au milieu du froment du royaume de Dieu. Quiconque connaît la parole du Sauveur sur le scandale et les scandaleux sait quel jugement l'Eglise, et avec elle chacun de ses fils, doit porter sur ce qui fut et sur ce qui est un péché. Mais celui qui, en regard de ces condamnables désaccords entre la loi et la vie, entre les paroles et les actes, entre la conduite extérieure et les sentiments intérieurs chez les individus – si nombreux fussent-ils – oublie ou passe volontairement sous silence la somme énorme de vertus authentiques, d'esprit de sacrifice, d'amour fraternel, d'héroïques élans vers la sainteté, celui-là fait preuve d'un aveuglement et d'une injustice déplorables. Si ensuite il devient pleinement évident que la mesure sévère dont il use vis-à-vis de l'Eglise abhorrée, il oublie de l'appliquer aux communautés d'un autre genre qui lui sont proches par le sentiment ou par l'intérêt, alors son appel à un sens de la pureté prétendument blessé et offensé l'apparente à ceux qu'une paille dans l'œil de leur frère, selon le mot incisif du Sauveur, empêche de voir la poutre qui est dans le leur. Cependant, bien que ne soit pas très pure l'intention de ceux qui se font une vocation, maintes fois même un vil métier, de scruter ce qu'il y a d'humain dans l'Eglise, et bien que les pouvoirs sacerdotaux communiqués par Dieu ne dépendent pas de la valeur humaine du prêtre ni de son élévation morale, il n'en demeure pas moins vrai qu'à aucune époque de l'histoire aucun individu, dans aucune communauté, ne peut se libérer du devoir d'examiner localement sa conscience, de se purifier impitoyablement, de se renouveler énergiquement en lui-même, dans son esprit et dans ses actes. Dans notre encyclique sur le sacerdoce, Nous avons attiré l'attention avec une insistance pressante sur le devoir sacré, pour tous ceux qui appartiennent à l'Eglise, et surtout pour tous ceux qui font partie de l'état sacerdotal et religieux, et de l'apostolat laïc, de mettre leur foi et la conduite de leur vie dans cette harmonie qu'exige la loi de Dieu et que réclame l'Eglise avec une énergie inlassable. Et aujourd'hui encore Nous répétons avec une gravité profonde : il ne suffit pas de faire partie de l'Eglise du Christ. Il faut encore être un membre vivant de cette Eglise, en esprit et en vérité. Et ne le sont que ceux qui se maintiennent en état de grâce et vivent continuellement en présence de Dieu, dans l'innocence ou dans une sincère et effective pénitence. Alors que l'Apôtre des Nations, le « vase d'élection », réduisait son corps en esclavage sous la verge de la mortification afin de n'être pas lui-même réprouvé après avoir prêché aux autres (I Cor., IX, 27), peut-il y avoir, pour ceux à qui sont confiés la mise en valeur et l'accroissement du Royaume de Dieu, une autre méthode de travail que celle qui unit le plus intimement leur apostolat et leur propre sanctification ? Ainsi seulement l'on peut montrer à l'humanité d'aujourd'hui et en première ligne aux contradicteurs de l'Eglise que le « sel de la terre », que le levain du christianisme ne s'est pas affadi, mais qu'il est apte et tout prêt à apporter aux hommes d'aujourd'hui, prisonniers du doute et de l'erreur, plongés dans l'indifférence et l'abandon, las de croire et éloignés de Dieu, le renouvellement et le rajeunissement spirituel dont ils ont – qu'ils en conviennent ou non – un besoin plus pressant que jamais. Une chrétienté ayant repris conscience d'elle-même dans tous ses membres, rejetant tout partage, tout compromis avec l'esprit du monde, prenant au sérieux les commandements de Dieu et de l'Eglise, se conservant dans l'amour de Dieu et l'efficace amour du prochain, pourra et devra être pour le monde, malade à mort, mais qui cherche qu'on le soutienne et qu'on lui indique sa route, un modèle et un guide, si l'on ne veut pas qu'une indicible catastrophe, un effacement dépassant toute imagination ne fonde sur lui.

Toute réforme vraie et durable, en dernière analyse, a eu son point de départ dans la sainteté, dans des hommes qui étaient enflammés et poussés par l'amour de Dieu et du prochain. Généreux, prêts à écouter tout appel de Dieu et à le réaliser aussitôt en eux, et cependant sûrs d'eux-mêmes parce que sûrs de leur vocation, ils ont grandi jusqu'à devenir des lumières et les renovateurs de leur temps. Là, au contraire, où le zèle réformateur n'a pas jailli de la pureté personnelle, mais était l'expression de l'explosion de la passion, il a troublé au lieu de clarifier, détruit au lieu de construire, et il a été plus d'une fois le point de départ d'aberrations plus fatales que les maux auxquels il comptait ou prétendait remédier. Certes, « l'esprit de Dieu souffle où il veut » (Jean, III, 8) : des pierres il peut faire surgir ceux qui préparent les voies à la réalisation de ses desseins (Matth., III, 9 ; Luc, III, 8). Il choisit les instruments de sa volonté d'après ses propres plans et non d'après ceux des hommes. Mais celui qui a fondé l'Eglise, qui l'a appelée à l'existence sous le souffle de la Pentecôte, ne saurait briser les assises fondamentales de l'institution de salut voulue de lui-même. Quiconque est mû par l'esprit de Dieu a

spontanément l'attitude qui convient, intérieurement et extérieurement, vis-à-vis de l'Eglise, ce fruit de l'arbre de la Croix, ce don fait par l'esprit de Dieu le jour de la Pentecôte, au monde désorienté.

Dans vos contrées, Vénérables Frères, retentissent des voix, dont le chœur va sans cesse se renforçant, qui invitent à sortir de l'Eglise. Parmi les meneurs, il en est plus d'un qui, par leur position officielle, cherchent à faire naître l'impression que cette sortie de l'Eglise et l'infidélité qu'elle comporte envers le Christ-Roi, constituent une preuve convaincante et méritoire envers l'Etat d'aujourd'hui. Par des mesures de contrainte cachées ou apparentes, par l'intimidation, par la perspective de désavantages économiques, professionnels, civiques et autres, l'attachement des catholiques à leur foi, et en particulier la fidélité de certaines classes de fonctionnaires catholiques, est soumise à une pression aussi contraire au droit qu'à la dignité humaine. Toute Notre paternelle complaisance et Notre plus profonde compassion vont à ceux qui doivent payer si cher leur fidélité au Christ et à l'Eglise : mais, dès l'instant où il y va des suprêmes et des plus hauts intérêts, où il s'agit de se sauver ou de se perdre, le croyant n'a devant lui qu'une voie de salut, celle du courage héroïque. Si le tentateur ou l'oppresseur vient lui proposer comme un marché de Judas la sortie de l'Eglise, alors il ne peut – même au prix des plus lourds sacrifices terrestres – que lui opposer le mot du Sauveur : « Retire-toi, Satan ; car il est écrit : tu adoreras le Seigneur ton Dieu, et tu ne serviras que lui seul » (Matth., IV, 10 ; Luc, IV, 8). Et se tournant vers l'Eglise, il lui dira : Ô toi qui es ma mère depuis les jours de mon enfance, ma consolation dans la vie, mon avocate à l'heure de la mort, « que ma langue adhère à mon palais » si, cédant à des promesses ou à des menaces terrestres, je venais à trahir les vœux de mon baptême. Quant à ceux qui s'imaginent qu'ils pourraient unir à l'abandon extérieur de l'Eglise la fidélité intérieure à cette même Eglise, puisse leur servir de salutaire avertissement cette parole du Sauveur : « Celui qui m'aura renié devant les hommes, je le renierai moi aussi devant mon Père qui est dans les cieux » (Luc, XII, 9).

Vraie foi à la primauté

La foi à l'Eglise ne pourra se maintenir pure de toute falsification si elle n'est appuyée sur la foi à la primauté de l'Evêque de Rome. Dans le même instant où Pierre, devant tous les disciples et apôtres, confessait la foi au Christ, Fils du Dieu vivant, il recevait en réponse, comme récompense de sa foi et de sa confession, la parole qui fondait l'Eglise, l'unique Eglise du Christ, sur le roc de Pierre (Matth., XVI, 18). Ainsi est consacrée la connexion entre la foi au Christ, à l'Eglise, et la foi à la primauté. Une autorité véritable et conforme à la loi est partout un lien d'unité, une source de force, une garantie contre la division et la ruine, une caution pour l'avenir : mais cela se vérifie dans le sens le plus haut et le plus sublime là où, comme dans l'Eglise et dans l'Eglise seule, cette autorité a reçu la promesse de la conduite du Saint-Esprit et de son invincible assistance. Si des hommes qui ne sont pas même unis dans la foi au Christ viennent vous présenter la séduisante image d'une Eglise nationale allemande, sachez que ce n'est autre chose qu'un reniement de l'unique Eglise du Christ, l'évidente trahison de cette mission d'évangélisation universelle à laquelle, seule, une Eglise mondiale peut s'unir et s'adapter. L'histoire vécue par d'autres Eglises nationales, leur engourdissement, la façon dont elles ont été enchaînées ou domestiquées par les pouvoirs terrestres, prouvent la stérilité sans espoir à laquelle est voué avec une immanquable certitude tout serment qui se sépare du cep vivant de l'Eglise. Celui qui, dès le début, oppose à des développements erronés de cette espèce un « non » vigilant et inexorable, celui-là sert non seulement la pureté de sa foi au Christ, mais aussi la santé et la force vitale de son peuple.

Pas de fausses interprétations des mots et concepts sacrés

Il vous faudra veiller d'un œil particulièrement attentif, Vénérables Frères, à ce que les concepts religieux fondamentaux ne viennent pas à être vidés de leur contenu essentiel et détournés vers un sens profane.

« Révélation », au sens chrétien du mot, désigne la parole dite par Dieu aux hommes. Employer ce même mot pour les « suggestions » du sang et de la race, pour les irradiations de l'histoire d'un peuple, c'est, à coup sûr, créer une équivoque. Une fausse monnaie de cette sorte ne mérite pas de passer dans l'usage des fidèles du Christ.

La « foi » consiste à tenir pour vrai ce que Dieu a révélé et propose par son Eglise à la croyance des hommes. C'est la « conviction solide des choses invisibles » (Heb., XI, 1). La joyeuse et fière confiance dans l'avenir de son peuple, qui tient au cœur de chacun, signifie tout autre chose que la foi dans le sens religieux du mot. Donner l'un pour l'autre, vouloir remplacer l'un par l'autre, et exiger là-dessus d'être reconnu par les disciples du Christ comme un « croyant », c'est un jeu de mots vide de sens, quand ce n'est pas la confusion voulue des concepts, ou quelque chose de pire.

« Immortalité », dans le sens chrétien, veut dire : continuation de la vie de l'homme après la mort terrestre, dans sa personnalité individuelle, pour son éternelle récompense, ou pour son éternel châtement. Quiconque ne veut désigner par le mot « immortalité » que la continuation ici-bas de la vie collective dans la durée de son peuple pour un avenir d'une longueur indéterminée, celui-là renverse et falsifie l'une des vérités fondamentales de la foi chrétienne, il touche aux bases mêmes de la conception religieuse de l'univers, qui exige un ordre moral dans le monde. S'il ne veut pas être chrétien, qu'il renonce au moins à enrichir le vocabulaire de son incroyance en puisant dans le trésor des concepts chrétiens.

Le « péché originel » est la faute héréditaire, bien que non personnelle, des descendants d'Adam, « qui ont péché en lui » (Rom., V, 12). C'est la perte de la grâce, – et, par conséquent de la vie éternelle – jointe à la propension au mal, que chacun doit, avec l'aide de la grâce, de la pénitence, de la lutte, de l'effort moral,

refouler et surmonter. La passion et la mort du Fils de Dieu ont racheté le monde de la malédiction héréditaire du péché et de la mort. La foi à ces vérités qui sont aujourd'hui en butte dans votre patrie à la facile raillerie des adversaires du Christ appartient au contenu inaliénable de la religion chrétienne.

La Croix du Christ, encore que son nom soit déjà devenu pour beaucoup une folie et un scandale (I Cor., I, 23), demeure pour le croyant le signe sanctifié de la Rédemption, l'emblème de la force et de la grandeur morales. Nous vivons sous son ombre. Nous mourons dans son baiser. Il faut qu'elle se dresse sur notre tombe, pour proclamer notre foi, pour témoigner de notre espérance dans la lumière éternelle.

L'humilité, dans l'esprit de l'Evangile, et la prière pour obtenir le secours de la grâce de Dieu peuvent parfaitement s'unir à l'estime de soi-même, à la confiance en soi, à l'héroïsme. L'Eglise du Christ, qui à travers tous les temps et jusqu'au présent le plus récent compte plus de confesseurs et de martyrs volontaires que toute autre collectivité morale, n'a besoin de recevoir de personne des leçons sur l'héroïsme des sentiments et des actes. Dans sa misérable façon de railler l'humilité chrétienne comme une dégradation de soi-même et une attitude sans courage, l'odieux orgueil de ces novateurs se couvre lui-même de ridicule.

On peut appeler « grâce » dans un sens impropre tout don du Créateur à la créature. Toutefois la « grâce » au sens propre et chrétien du mot comprend les témoignages surnaturels de l'amour de Dieu, la faveur et l'action de Dieu par laquelle il élève l'homme à cette intime communauté de vie avec lui, que le Nouveau Testament nomme « l'adoption des enfants de Dieu ». « Voyez de quel grand amour le Père a fait preuve envers nous, puisque nous pouvons nous appeler, et que nous sommes en fait enfants de Dieu » (I Jean, III, 1). Rejeter cette élévation gratuite et surnaturelle au nom d'un prétendu caractère allemand est une erreur : c'est combattre ouvertement une vérité fondamentale du christianisme. Mettre sur le même plan la grâce surnaturelle et les dons de la nature, c'est un abus du vocabulaire créé et consacré par la religion. Les pasteurs et gardiens du peuple de Dieu feront bien d'opposer une action vigilante à ce larcin fait aux choses saintes et à cette confusion des esprits.

Morale et ordre moral

Sur la foi en Dieu, gardée intacte et sans tache, repose la moralité de l'humanité. Toutes les tentatives pour ôter à la morale et à l'ordre moral le fondement, solide comme le roc, de la foi et pour les établir sur le sable mouvant des règles humaines, conduisent tôt ou tard individus et sociétés à la ruine morale. L'insensé qui dit dans son cœur : Il n'y a pas de Dieu, marchera dans les voies de la corruption morale (Ps., XIII, 1 sq.). Le nombre de ces insensés, qui aujourd'hui entreprennent de séparer moralité et religion, est devenu légion. Ils ne voient pas ou ne veulent pas voir que bannir le christianisme confessionnel c'est-à-dire la conception claire et précise du christianisme, de l'enseignement et de l'éducation, de l'organisation de la vie sociale et publique, c'est aller à l'appauvrissement spirituel et à la décadence. Aucune puissance coercitive de l'Etat, aucun idéal purement humain, si noble et si élevé soit-il en lui-même, ne sera jamais capable de remplacer en fin de compte les suprêmes et décisives impulsions que donne la foi en Dieu et au Christ. Si, à celui qui est appelé à faire les plus grands sacrifices, à immoler son « moi » au bien commun, on ôte l'appui de l'éternel et du divin, la foi réconfortante et consolante au Dieu qui récompense tout bien et punit tout mal, alors, pour un grand nombre, le résultat final sera, non pas l'acceptation du devoir, mais la fuite devant lui. La consciencieuse observation des dix commandements de Dieu et des préceptes de l'Eglise (qui ne sont, eux, que des déterminations pratiques des règles de l'Evangile) est pour chaque individu une incomparable école de discipline individuelle, d'éducation morale et de formation du caractère, une école qui exige beaucoup, mais pas trop. Le Dieu plein de bonté, qui, comme législateur, dit : « Tu dois », donne aussi par sa grâce « le pouvoir et le faire ». Laisser inutilisées les forces de formation morale d'une efficacité aussi profonde, les exclure même positivement de l'éducation du peuple, c'est contribuer d'une façon injustifiable à la sous-alimentation religieuse de la nation. Livrer la morale à l'opinion subjective des hommes, qui change suivant les fluctuations des temps, au lieu de l'ancrer dans la sainte volonté du Dieu éternel et dans ses commandements, c'est ouvrir la porte toute grande aux forces destructrices. L'abandon, qui en résulte, des éternels principes d'une morale objective, pour l'éducation des consciences, pour l'ennoblissement de tous les domaines et de toutes les organisations de la vie, c'est un péché contre l'avenir du peuple, un péché dont les générations futures devront goûter les fruits amers.

Reconnaissance du droit naturel

Tel est le fatal entraînement de nos temps, qu'il détache du fondement divin de la Révélation, non seulement la morale, mais aussi le droit théorique et pratique. Nous pensons ici en particulier à ce qu'on appelle le droit naturel inscrit de la main même du Créateur sur les tables du cœur humain (Rom., II, 14 sq), et que la saine raison peut y lire quand elle n'est pas aveuglée par le péché et la passion. C'est d'après les commandements de ce droit de nature que tout droit positif, de quelque législateur qu'il vienne, peut être apprécié dans son contenu moral et, par là même, dans l'autorité qu'il a d'obliger en conscience. Des lois humaines qui sont en contradiction avec le droit naturel sont marquées d'un vice original qu'aucune contrainte, aucun déploiement extérieur de puissance ne peut guérir. C'est à la lumière de ce principe qu'il faut juger l'axiome : « Le droit c'est l'utilité du peuple ». On peut certes donner à cette proposition un sens correct, si on lui fait dire que ce qui est moralement défendu ne peut jamais servir au véritable bien du peuple. Cependant le paganisme ancien reconnaissait déjà que l'axiome, pour être pleinement exact, doit être en réalité retourné et s'exprimer ainsi : « Il est impossible qu'une chose soit utile si elle n'est pas en même temps moralement bonne. Et ce n'est pas parce

qu'elle est utile qu'elle est moralement bonne mais c'est parce qu'elle est moralement bonne qu'elle est utile» (Cicéron, *De officiis*, III, 30). Affranchi de cette règle morale, ce principe signifierait, dans la vie internationale, l'état de guerre perpétuel entre les différentes nations. Dans la vie nationale, il méconnaît, par l'amalgame qu'il fait des considérations de droit et d'utilité, le fait fondamental que l'homme en tant que personne possède des droits qu'il tient de Dieu et qui doivent demeurer vis-à-vis de la collectivité hors de toute atteinte qui tendrait à les nier, à les abolir ou à les négliger. Mépriser cette vérité, c'est oublier que le véritable bien commun est déterminé et reconnu, en dernière analyse, par la nature de l'homme, qui équilibre harmonieusement droits personnels et obligations sociales, et par le but de la société, déterminé aussi par cette même nature humaine. La société est voulue par le Créateur comme moyen d'amener à leur plein développement les dispositions individuelles et les avantages sociaux que chacun, donnant et recevant tour à tour, doit faire valoir pour son bien et celui des autres. Quant aux valeurs plus générales et plus hautes que seule la collectivité et non plus les individus isolés peut réaliser, elles aussi en définitive sont, par le Créateur, voulues pour l'homme, pour son plein épanouissement naturel et surnaturel et l'achèvement de sa perfection. S'écarter de cet ordre, c'est ébranler les colonnes sur lesquelles repose la société et donc compromettre la tranquillité, la sécurité et l'existence même de la société.

Le croyant a un droit inaliénable à professer sa foi et à en vivre comme elle veut qu'on en vive. Des lois qui étouffent ou rendent difficiles la profession et la pratique de cette foi sont en contradiction avec le droit naturel.

Des parents sérieux, conscients de leur devoir d'éducateurs, ont un droit primordial à régler l'éducation des enfants que Dieu leur a donnés, dans l'esprit de leur foi, en accord avec ses principes et ses prescriptions. Des lois ou d'autres mesures qui éliminent dans les questions scolaires cette libre volonté des parents, fondée sur le droit naturel ou qui la rendent inefficace par la menace ou la contrainte, sont en contradiction avec le droit naturel et sont foncièrement immorales. L'Eglise, à qui revient, de par sa mission, le soin de garder et d'expliquer le droit naturel, divin dans son origine, ne peut s'empêcher de déclarer les toutes récentes inscriptions dans les écoles, faites dans l'absence notoire de toute liberté, un résultat de la contrainte auquel les caractères du droit font totalement défaut.

A la jeunesse

Comme vicaire de celui qui a dit au jeune homme de l'Evangile: « Si tu veux entrer dans la vie, garde les commandements » (Math. XIX, 17), Nous adressons une parole particulièrement paternelle à la jeunesse.

Des milliers de voix font retentir aujourd'hui à vos oreilles un Evangile qui n'a pas été révélé par le Père des cieux. Des milliers de plumes écrivent au service d'un prétendu christianisme qui n'est pas le christianisme du Christ. La presse et la radio vous envahissent quotidiennement de productions hostiles à la foi et à l'Eglise, impudemment agressives envers tout ce qui doit vous être le plus vénérable et le plus sacré.

Beaucoup, beaucoup d'entre vous, à cause de leur fidélité à la foi et à l'Eglise, à cause de leur affiliation à des associations religieuses, garanties par le concordat, ont dû et doivent encore, Nous le savons, subir cette tragique épreuve de voir incomprise, suspectée, outragée, niée même, leur fidélité à la patrie, souffrir en outre toutes sortes de dommages dans leur vie professionnelle et sociale. Nous ne sommes pas non plus sans savoir qu'il y a dans vos rangs plus d'un obscur soldat du Christ qui, le cœur en deuil mais la tête haute, supporte son sort et trouve son unique consolation dans la pensée de souffrir des affronts pour le nom de Jésus. (Act. A. V, 41).

Aujourd'hui, la voyant sous la menace de nouveaux dangers et de nouvelles tracasseries, Nous disons à cette jeunesse: Si quelqu'un voulait vous annoncer un Evangile autre que celui que vous avez reçu sur les genoux d'une pieuse mère, des lèvres d'un père croyant, ou par l'enseignement d'un éducateur fidèle à Dieu et à son Eglise, « qu'il soit anathème » (Gal., I, 9). Si l'Etat fonde une jeunesse nationale, cette organisation obligatoire doit être ouverte à tous, et c'est alors – sans préjudice des droits des associations religieuses – pour les jeunes gens eux-mêmes et pour les parents qui en répondent devant Dieu, un droit incontestable et inaliénable d'exiger que cette organisation d'Etat soit purgée de toutes les manifestations d'un esprit ennemi du christianisme et de l'Eglise, manifestations qui, tout récemment encore et aujourd'hui même, mettent la conscience des parents chrétiens dans une insoluble alternative, puisqu'ils ne peuvent donner à l'Etat ce qu'il exige qu'en dérobant à Dieu ce qui est à Dieu.

Nul ne songe, certes, à barrer la route qui doit conduire la jeunesse allemande à la constitution d'une vraie communauté ethnique, dans le noble amour de la liberté, l'inviolable fidélité à la patrie. Ce contre quoi Nous Nous élevons, et Nous devons Nous élever, c'est l'antagonisme volontairement et systématiquement suscité entre ces préoccupations d'éducation nationale et celles du devoir religieux. Voilà pourquoi nous criions à cette jeunesse: Chantez vos hymnes à la liberté, mais n'oubliez pas pour autant la liberté des enfants de Dieu! Ne laissez pas la noblesse de cette irremplaçable liberté s'avilir dans l'esclavage du péché et de la sensualité. Qui chante l'hymne de la fidélité à la patrie terrestre ne doit pas, par l'infidélité à son Dieu, à son Eglise, devenir un déserteur et un traître à la patrie céleste. On vous parle beaucoup de la grandeur héroïque, que l'on oppose consciemment et mensongèrement à l'humilité et à la patience évangéliques. Pourquoi donc vous taire qu'il y a aussi un héroïsme des luttes morales? Que la conservation de l'innocence baptismale constitue un haut fait d'héroïsme qui devrait recevoir dans l'ordre religieux, et naturel aussi, l'hommage qu'il mérite? On vous parle beaucoup des faiblesses humaines qui ternissent l'histoire de l'Eglise. Pourquoi donc vous taire les exploits qui

jalonnent sa route au cours des siècles, les saints qu'elle a enfantés, la bénédiction qui a découlé pour la civilisation occidentale de l'union vivante entre cette Eglise et votre peuple ? On vous parle beaucoup d'exercices sportifs. Pratiquée avec mesure et contenue dans de justes limites, l'éducation physique est un bienfait pour la jeunesse. Pour ce qui est du temps à y consacrer, on lui donne maintenant trop souvent une telle ampleur qu'on ne tient plus compte ni du développement harmonieux du corps et de l'esprit, ni des égards dus à la vie de famille, ni du précepte de la sanctification du dimanche. Avec une indifférence qui confine au mépris, on enlève au jour du Seigneur son caractère sacré et son recueillement, naguère si conforme aux meilleures traditions allemandes. Nous attendons avec confiance de la jeunesse croyante et catholique que, dans le milieu peu favorable des organisations de l'Etat, elle fasse énergiquement valoir son droit à une chrétienne sanctification du dimanche, que pour l'exercice du corps elle n'oublie pas son âme immortelle, qu'elle ne se laisse pas vaincre par le mal, mais qu'elle vise, au contraire, à triompher du mal par le bien (Rom., XII, 21), que sa plus haute et plus sainte ambition demeure celle de remporter la couronne dans le stade de la vie éternelle (I Cor., IX, 24 sq.).

Aux prêtres et aux religieux

Nous adressons une parole spéciale de félicitations, d'encouragement, d'exhortation aux prêtres d'Allemagne, auxquels, dans un temps difficile et des conjonctures délicates, il incombe, sous la dépendance des évêques, d'indiquer au troupeau du Christ le droit chemin, par la parole et par l'exemple, par le dévouement quotidien, par une apostolique patience. Ne vous laissez pas, bien-aimés fils, qui participez avec Nous aux saints mystères, d'exercer, à la suite du souverain Prêtre éternel, Jésus-Christ, la charité et la sollicitude du bon Samaritain. Que votre conduite de chaque jour se conserve sans tache devant Dieu dans la poursuite incessante de votre propre perfection et sanctification, dans une miséricordieuse charité à l'égard de tous ceux qui vous sont confiés, de ceux-là en particulier qui sont exposés, qui sont faibles, qui chancellent. Soyez les guides des fidèles, le soutien de ceux qui trébuchent, les docteurs de ceux qui doutent, les consolateurs des affligés, les aides et les conseillers désintéressés de tous. Les épreuves et les souffrances que votre peuple a traversées dans le temps d'après-guerre n'ont point passé sur votre âme sans y laisser de traces. Elles ont laissé derrière elles des angoisses et des amertumes qui ne peuvent guérir que lentement et dont on ne pourra triompher vraiment que dans un esprit de charité effective et désintéressée. Cette charité, arme indispensable de l'apôtre, surtout dans le monde d'aujourd'hui bouleversé et égaré par la haine, Nous vous la souhaitons et Nous l'implorons du Seigneur dans une mesure débordante. Cette apostolique charité vous fera, sinon oublier, du moins pardonner beaucoup d'amertumes imméritées et aujourd'hui plus nombreuses que jamais sur votre chemin de pasteurs d'âmes et de prêtres.

Cette charité intelligente et compatissante envers les égarés, envers ceux-là mêmes qui vous outragent, ne signifie nullement et ne peut nullement signifier un renoncement quel qu'il soit à la proclamation, à la revendication, à la défense courageuse de la vérité et à sa franche application à la réalité qui vous environne. Le premier don de l'amour du prêtre à son entourage, celui qui s'impose le plus évidemment, c'est celui qui consiste à servir la vérité, toute la vérité, à dévoiler et à réfuter l'erreur sous quelque forme, sous quelque masque ou déguisement qu'elle se présente. Une défaillance sur ce point ne serait pas seulement une trahison envers Dieu et envers votre saine vocation, ce serait aussi une faute contre le bien véritable de votre peuple et de votre patrie. Vers tous ceux qui ont gardé vis-à-vis de leurs évêques la fidélité promise au jour de leur ordination, vers tous ceux qui, en exerçant conformément à leur devoir leur tâche de pasteurs, ont eu et ont encore à supporter la souffrance et la persécution, vers tous vont – et pour certains jusque dans leur cellule de prison, dans leur camp de concentration – la reconnaissance et l'approbation du Père de la chrétienté.

Aux religieux et religieuses catholiques s'adresse également Notre paternelle reconnaissance, à laquelle se joint la part très intime que Nous prenons au sort de beaucoup d'entre eux qui, en vertu de mesures administratives hostiles aux ordres religieux, ont été arrachés au labeur béni et aimé de leur vocation. Si quelques-uns ont succombé et se sont montrés indignes de leur sainte profession, leur faute, que l'Eglise aussi châtie, ne diminue pas le mérite de l'immense majorité qui, dans l'abnégation et la pauvreté volontaire, s'est efforcée par son dévouement, de servir son Dieu et son peuple. Le zèle, la fidélité, l'élan vers la vertu des ordres voués au soin des âmes, au service des malades et à l'enseignement, ne cessent d'apporter une glorieuse contribution au bien privé et public. Nul doute qu'un jour un avenir plus calme leur rendra meilleure justice que le présent trouble où nous vivons. Nous avons confiance que les chefs des communautés religieuses sauront prendre occasion des difficultés et des épreuves pour obtenir du Tout-Puissant, par un redoublement de zèle, par une vie de prière plus intense, par la sainte austérité de leur vocation et la parfaite discipline religieuse, un nouveau de bénédiction et de fécondité sur leur pénible labeur.

Aux fidèles du laïcat

Nous avons devant les yeux la foule immense de Nos fidèles enfants, de Nos fils et de Nos filles, auxquels la souffrance de l'Eglise en Allemagne et leur propre souffrance n'ont rien ôté de leur dévouement à la cause de Dieu, ni de leur tendre amour pour le Père de la chrétienté, ni de leur obéissance envers les évêques et les prêtres, ni de leur joyeuse résolution de demeurer toujours, et quoi qu'il advienne, fidèles à leur croyance, à l'héritage sacré de leurs ancêtres. A eux tous, Nous envoyons d'un cœur ému Notre paternel souvenir.

Et d'abord aux membres des associations religieuses qui, courageusement et au prix, souvent, de douloureux sacrifices, sont restés fidèles au Christ et ne se sont pas montrés disposés à abandonner les droits qu'un accord solennel leur avait, à l'Eglise et à eux, garantis selon les règles de la loyauté et de la bonne foi.

Nous adressons un salut particulièrement cordial aux parents catholiques. Les droits et les devoirs d'éducateurs à eux conférés par Dieu sont précisément dans le moment présent l'enjeu d'une lutte telle qu'on en peut à peine imaginer une qui soit plus lourde de conséquences. L'Eglise ne peut attendre pour commencer à gémir et se plaindre que les autels soient dévastés, que des mains sacrilèges aient incendié les temples. Si l'on tente, par une éducation ennemie du Christ, de profaner ce tabernacle qu'est l'âme de l'enfant consacrée par le baptême, si de ce temple vivant de Dieu on veut arracher la lampe éternelle de la foi du Christ pour lui substituer la lumière trompeuse d'une contrefaçon de la foi qui n'a plus rien à voir avec la foi de la Croix, alors la violation spirituelle du temple est proche, alors c'est pour quiconque confesse le Christ un devoir de dégager nettement sa responsabilité de celle du camp adverse, de libérer sa conscience de toute coopération coupable à une telle machination et à une telle corruption. Et plus les ennemis s'efforcent de déguiser sous de beaux semblants leur sombres desseins, plus il y a lieu d'y opposer une méfiance vigilante, une vigilance provoquée à la méfiance par une expérience trop amère.

Le maintien pour la forme d'une leçon de religion – leçon au surplus contrôlée et entravée par des hommes sans mandat – et cela dans le cadre d'une école qui, dans les autres domaines de l'éducation, travaille systématiquement et haineusement à l'encontre de cette même religion, ne suffit pas à fournir à un fidèle du Christ une excuse légitime pour donner son suffrage complaisant à une telle école destructrice de la religion. Nous savons, chers parents catholiques, que d'une pareille complaisance il ne peut être question pour vous. Nous savons qu'un vote libre et secret parmi vous équivaldrait à un plébiscite victorieux en faveur de l'école confessionnelle. Et c'est pourquoi Nous ne Nous laisserons jamais de représenter franchement aux autorités responsables et l'iniquité des mesures de contrainte employées jusqu'à présent et le devoir de respecter la liberté de l'éducation. Cependant n'oubliez jamais ceci : de la responsabilité qui, par la volonté de Dieu vous lie vis-à-vis de vos enfants, nulle puissance terrestre n'a le pouvoir de vous délier. Aucun de ceux qui aujourd'hui vous oppriment dans l'exercice de vos droits d'éducateurs et prétendent vous relever de vos devoirs d'éducateurs ne pourra répondre à votre place au juge éternel lorsqu'il vous interrogera : « Où sont-ils, ceux que je t'avais donnés ? » Puisse chacun de vous être en mesure de lui répondre : « De ceux que vous m'avez donnés, je n'en ai perdu aucun » (Jean, XVIII, 9).

Vénérables Frères, Nous en sommes certain, les paroles que dans une heure décisive Nous vous adressons, à vous et, par vous, aux catholiques de l'empire allemand, trouveront dans les cœurs et dans les actes de Nos fidèles enfants l'écho qui doit répondre à la tendre sollicitude du Père commun. S'il est une chose que Nous implorons du Seigneur avec un ardeur singulière, c'est bien celle-ci : que Nos paroles parviennent aussi à l'oreille et au cœur, qu'elles éveillent les réflexions de ceux qui ont déjà commencé à se laisser prendre aux appâts et aux menaces des adversaires du Christ et de son saint Evangile.

Nous avons pesé chacun des mots de cette lettre à la balance de la vérité et de l'amour aussi. Nous ne voulions ni par un silence inopportun Nous rendre complice d'une information défectueuse, ni par trop de sévérité exposer à l'endurcissement le cœur d'aucun de ceux qui vivent sous Notre responsabilité de Pasteur et auxquels Notre amour de Pasteur ne s'applique pas moins du fait que, pour l'heure, ils se fourvoient dans les chemins de l'erreur et de l'infidélité. Et quand bien même beaucoup d'entre eux, s'adaptant à la mentalité de leur nouvel entourage, n'auraient plus pour la maison paternelle abandonnée par eux et pour le Père lui-même qu'insulte, quand ils oublieraient tout ce qu'ils ont rejeté, le jour viendra où l'angoisse de l'éloignement de Dieu et du désarroi de leur âme s'abattra sur ces fils aujourd'hui perdus, où la nostalgie les ramènera « au Dieu qui réjouissait leur jeunesse », à l'Eglise dont la main paternelle leur avait enseigné le chemin qui conduit au Père des cieux. Hâter cette heure, c'est l'objet de Notre continuelle prière.

Comme d'autres époques de l'histoire de l'Eglise, celle-ci sera le prélude d'une nouvelle ascension et d'une purification intérieure, à la seule condition que les fidèles se montrent assez fiers dans la confession de leur foi au Christ, assez généreux en face de la souffrance pour opposer à la force matérielle des oppresseurs de l'Eglise l'intrépidité d'une foi profonde, la fermeté inébranlable d'une espérance sûre de l'éternité, l'irrésistible puissance d'une charité agissante. Que le saint temps du Carême de Pâques, qui prêche le renouvellement intérieur et la pénitence, qui plus que d'ordinaire dirige le regard du chrétien vers la Croix, mais aussi vers la gloire du Ressuscité, soit pour tous et pour chacun de vous une occasion joyeusement saluée, ardemment exploitée, de vous emplir le cœur et l'âme de cet esprit d'héroïsme, de patience, de victoire qui rayonne de la Croix de Jésus-Christ. Alors, nous en sommes certain, les ennemis de l'Eglise qui s'imaginent que leur heure est venue reconnaîtront bientôt qu'ils avaient trop tôt pris en main la bêche du fossoyeur. Alors le jour luira où, succédant aux hymnes de triomphe prématurés des ennemis du Christ, s'élèvera vers le ciel, du cœur et des lèvres fidèles, le *Te Deum* de la délivrance : un *Te Deum* de reconnaissance envers le Très-Haut, un *Te Deum* d'allégresse à la vue du peuple allemand tout entier, même avec ses membres aujourd'hui fourvoyés revenant à la religion et, dans une foi purifiée par la souffrance, ployant de nouveau le genou devant le Roi des temps et de l'éternité, Jésus-Christ, se disposant enfin, dans la lutte contre ceux qui nient Dieu et ruinent l'Occident chrétien, à reprendre en harmonie avec tous les hommes de bonne volonté de tous les peuples, la mission que les plans de l'Éternel lui ont assignée.

Celui qui sonde les cœurs et les reins (Ps., VII, 10) Nous est témoin que Nous n'avons pas de plus intime désir que le rétablissement en Allemagne d'une paix véritable entre l'Eglise et l'Etat. Mais si – sans Notre faute – cette paix ne doit pas s'établir, alors l'Eglise de Dieu défendra ses droits et ses libertés au nom du Tout-Puissant dont le bras, même aujourd'hui, n'est pas raccourci. Confiant en lui, « Nous ne cessons de prier et d'implorer » (Col., I, 9) pour vous, enfants de l'Eglise, afin que soient abrégés les jours de la tribulation et que vous soyez trouvés fidèles au jour du jugement : pour les persécuteurs aussi et les oppresseurs : afin que le Père de toute lumière et de toute miséricorde daigne les éclairer, comme Saul sur le chemin de Damas, eux et tous ceux, si nombreux, qui à leur suite se sont égarés et demeurent dans l'erreur.

Avec cette supplication dans le cœur et sur les lèvres, Nous vous accordons, comme gage du secours divin, comme soutien de vos résolutions difficiles et lourdes de responsabilité, comme réconfort dans le combat, comme consolation dans la souffrance, à vous évêques et pasteurs du peuple fidèle, aux prêtres, aux religieux, aux apôtres laïcs de l'Action catholique, et à tous, oui, à tous vos diocésains – mais spécialement aux malades et aux prisonniers – dans un paternel amour, la bénédiction apostolique.

Du Vatican, dimanche de la Passion, 14 mars 1937.

PIE XI, PAPE

Note de l'auteur :

La traduction ci-dessus a été prise telle quelle des Editions Jicistes (Organe de l'Action Catholique à Bruxelles) en 1937. Sans être de la meilleure venue, elle a le mérite d'être très littérale. Seules quelques erreurs et omissions évidentes ont été corrigées.

Annexe II

Note du Reich du 12 avril 1937

Note du gouvernement du Reich en date du 12 avril 1937, adressée et remise par l'ambassadeur d'Allemagne à propos de l'encyclique « Sur la situation de l'Eglise catholique dans le Reich allemand ».

C'est avec le plus grand étonnement que le gouvernement allemand a pris connaissance de la circulaire de Sa Sainteté le Pape, en date du 14 mars dernier, sur « la situation de l'Eglise catholique dans le Reich allemand ». Le gouvernement est ainsi amené à faire savoir qu'il condamne le plus vivement cette démarche du Saint-Siège et qu'il la réfute très catégoriquement.

La circulaire revêt le caractère d'un document politique par le fait qu'elle ne s'adresse pas seulement aux archevêques et évêques d'Allemagne mais encore « aux autres Pasteurs vivant en paix et en communion avec le Siège apostolique ». On tente par là d'ameuter le monde contre l'Allemagne nouvelle. Aussi, les adversaires politiques du Reich, y compris ceux qui sont en même temps les adversaires de l'Eglise catholique, ont-ils compris cet appel ; ils s'en sont réjouis et en ont reçu un nouvel élan dans leur combat politique contre le Reich. Il convient en particulier de noter que la circulaire a ainsi annulé l'effet de l'encyclique pontificale contre le communisme publiée peu avant. Elle a en outre porté un coup dangereux au front de défense contre le danger universel du bolchevisme qui mérite tant d'efforts, singulièrement pour l'Eglise catholique.

Mais, indépendamment de ces conséquences internationales, il est inacceptable que le partenaire ecclésiastique du concordat, au mépris de tous les usages diplomatiques et au beau milieu de négociations encore pendantes sur une série de questions concordataires ardues, s'adresse directement aux sujets catholiques de l'Etat, court-circuitant ainsi les instances compétentes en matière de négociation des différends, et en appelle à eux contre leur propre gouvernement. La contradiction est éclatante : d'une part, le Saint-Siège prétend s'en tenir au concordat et, d'autre part, il contrevient par son comportement aux principes les plus élémentaires du concordat, comme en témoignent la rédaction, la publication et la lecture en chaire de la circulaire.

Le fait que l'impression et la diffusion de l'encyclique aient été menées dans le plus grand secret démontre que les instances ecclésiastiques responsables de sa rédaction et de sa diffusion étaient fort bien conscientes de l'illégalité du procédé et de la violation de leurs devoirs civiques.

Ajoutons que, par le ton et le contenu, la circulaire constitue une telle provocation contre la direction de l'Etat, contre l'exercice de la justice et contre la politique scolaire et de presse en Allemagne, que le gouvernement allemand juge incompatible avec sa dignité et sa souveraineté de la discuter en ses détails.

De même, face à l'opinion mondiale, le gouvernement allemand pourra se passer de rectifier les nombreuses déformations et inductions à l'erreur contenues dans la circulaire. Lorsque, dès l'introduction de son long exposé, le Saint-Siège prétend que « les expériences des dernières années mettent les responsabilités en pleine lumière : elles révèlent des manœuvres qui dès le début ne visaient qu'à une guerre d'extermination (contre l'Eglise catholique) », il est facile au gouvernement allemand de démontrer le contraire à l'opinion mondiale. Il suffit de porter l'attention sur le fait, reconnu par l'Eglise elle-même, que c'est grâce au national-socialisme que l'Eglise catholique d'Allemagne a été sauvée du chaos bolchevique. Qu'on se souvienne, en outre, avec quelle grande bonne volonté le gouvernement allemand est allé, en paroles et en actes, au devant des désirs de l'Eglise catholique, tant pour l'établissement des dispositions matérielles du concordat que lors des négociations relatives à un projet d'accord durant l'été 1934. Et ce n'est pas par la faute du gouvernement allemand que finalement ces négociations ont échoué. Qu'on se rappelle, enfin, les nombreuses constructions d'églises nouvelles, la fondation de nombreuses nouvelles paroisses depuis 1933, les grands efforts financiers consentis en faveur de l'Eglise catholique au-delà des lourdes obligations du concordat et l'aide importante assurée par l'Etat pour la perception d'un impôt ecclésiastique grâce auquel l'Eglise se voit garantir une part importante de son assise matérielle. Pour ce qui est de son attitude à l'égard de l'Eglise et des efforts consentis pour elle, l'Etat national-socialiste n'a absolument pas à craindre qu'on le compare aux autres Etats, même purement catholiques. Aussi va-t-il de soi qu'il réponde par tous les moyens dont il dispose aux calomnies et aux reproches venant de l'Eglise, que ces calomnies et ces reproches proviennent de factions qui ont dû céder leur pouvoir au national-socialisme ou qu'ils proviennent de cercles étrangers qui, pour des raisons amplement connues, ne peuvent ou ne veulent avoir aucune sympathie pour l'Allemagne nouvelle.

Le gouvernement allemand a plus d'une raison de rappeler au Saint-Siège que l'Etat autoritaire allemand, dans tous les domaines de la vie publique, de la direction de l'Etat, de la justice, de la politique scolaire et de presse, a définitivement rompu avec les conceptions et méthodes de la démocratie libérale et parlementaire. Le Saint-Siège ne s'est jamais pour autant efforcé de comprendre l'univers de pensée national-socialiste et de se placer dans les circonstances particulières de l'Allemagne. Au contraire, la circulaire du 14 mars, tout comme la plupart des notes précédentes, est privée de cette compréhension que le gouvernement allemand avait pourtant posée comme condition préalable à la bonne entente que visait à obtenir le concordat passé avec le Reich.

Le gouvernement allemand voit comme autre condition préalable à une collaboration harmonieuse entre l'Etat et l'Eglise l'obligation faite aux personnes au service de l'Eglise de reconnaître toujours et partout leur devoir de fidélité civique. Les droits concédés à l'Eglise par le concordat passé avec le Reich doivent, selon l'expression alors convenue, « être contenus dans le cadre des lois valables pour tous ». C'est là le seul moyen pour un Etat à confession mixte d'éviter que ne se brise la communauté du peuple et d'empêcher que l'Eglise ne devienne en quelque sorte un Etat dans l'Etat où le clergé se tiendrait comme une caste privilégiée au-dessus des lois civiles. La circulaire du 14 mars est une nouvelle preuve que le Saint-Siège non seulement n'incite pas son haut et bas clergé à observer son devoir de fidélité politique, mais qu'il se situe lui-même comme opposé à l'observance du devoir de fidélité civique et de l'autorité de l'Etat. Aucun Etat digne de ce nom ne saurait souffrir un tel comportement de l'Eglise sans mettre en péril sa propre souveraineté.

En résumé, le gouvernement allemand est dans l'obligation de constater que la circulaire du 14 mars est une infraction grave aux obligations contractuelles que le concordat du Reich impose au Saint-Siège. D'où il résulte qu'on ne saurait imposer à l'autre partie l'application de ses propres obligations. Dans l'intérêt du peuple allemand, le gouvernement du Reich ne pourra accepter dans l'avenir d'aussi graves infractions aux obligations contractuelles sans en tirer les conséquences qui en découlent nécessairement. Il a brièvement exposé ci-dessus les principes qu'il tient pour des conditions nécessaires et préalables à une harmonieuse collaboration de l'Etat et de l'Eglise. Ce n'est que lorsque l'Eglise saura se décider à reconnaître le bien-fondé de ces principes et à agir en conséquence qu'il sera possible d'établir l'atmosphère nécessaire à la mise en application du concordat. Le gouvernement allemand a toujours souhaité une telle atmosphère, sans laquelle les deux parties prenantes, l'Etat et l'Eglise, ne peuvent œuvrer efficacement pour le bien de la population civile et religieuse allemande. La circulaire du 14 mars a certainement produit l'effet contraire. C'est désormais exclusivement au partenaire ecclésiastique du concordat qu'il appartient d'obtenir un changement en témoignant de sa réelle et honnête volonté d'appliquer l'accord. Le Saint-Siège a aussi en mains tous les éléments lui permettant de décider ce que seront à l'avenir en Allemagne les relations entre l'Etat et l'Eglise.

Annexe III

Réponse de Mgr Pacelli du 30 avril 1937

Le cardinal secrétaire d'Etat Pacelli à l'ambassadeur d'Allemagne auprès du Saint-Siège (Annexe au mémorandum n° 95 du 4 mai 1937).

Vatican, le 30 avril 1937
(Pol. III 2242)

Excellence,

En réponse à la note qui nous est parvenue datée du 12 de ce mois, j'ai l'honneur de vous présenter les remarques et rectifications suivantes :

- 1) La note en question part visiblement de la supposition, non démontrée et non démontrable, que le Saint-Siège s'est comporté jusqu'à ce jour, et en particulier en publiant l'encyclique « *Mit brennender Sorge* », en se guidant ou se laissant influencer par des préjugés hostiles envers le peuple allemand ou l'Etat allemand. Le sentiment de sa propre dignité ainsi que la vérité font un devoir au Saint-Siège de réfuter de semblables allégations. Tout progrès du peuple allemand sur le chemin d'une véritable prospérité, tout objectif et toute action de son gouvernement au service de ce but sont assurés de l'approbation éclairée et du soutien moral du Saint-Siège. Quiconque se laisse imprégner des paroles du Saint Père, uniquement inspirées en toutes ses parties par l'inquiétude et par une objectivité dépourvue de passion, n'y verra, même dans les passages qui constatent le développement d'anomalies et l'ampleur de la crise actuelle, que l'inéluctable protocole diagnostique d'un état pathologique. Ce diagnostic ne vise rien d'autre qu'une guérison plus rapide, plus radicale et plus sûre. Un franc constat des dommages ne signifie nullement que les prestations réalisées pour le bien-être du peuple allemand ne soient pas reconnues. Le gouvernement allemand, qui a ses propres idées sur les rapports entre le politique et le religieux, ne pourra guère en vouloir au Saint-Siège si celui-ci s'impose un devoir de réserve pour des jugements de valeur politiques qui ne sont pas commandés par des nécessités religieuses.
- 2) Le fait que la circulaire pontificale ait été adressée, non seulement aux archevêques et évêques, mais également aux « autres Pasteurs vivant en paix et en communion avec le Siège apostolique », correspond à la formule habituelle pour les encycliques destinées à des nations particulières. Les rédacteurs de la note du 12 courant spécialisés en droit ecclésiastique ont oublié qu'en Allemagne, outre les archevêques et évêques, le Prélat *nullius* de Schneidemühl, les Vicaires généraux des archidiocèses de Katscher et de Glatz, l'Administrateur apostolique intérimaire chargé du ministère pastoral aux armées, et d'autres, appartiennent aux ordinaires dans le sens du canon 198 § 1 CJC. Se fonder sur une pareille adresse pour attribuer à l'encyclique un caractère de « document politique », voire pour en déduire qu'« on tente de la sorte d'ameuter le monde contre l'Allemagne nouvelle », est aussi erroné que significatif de l'état d'esprit qui a inspiré les services responsables de cette partie de la note dans leur appréciation de l'encyclique. D'ailleurs, le gouvernement allemand et le parti qui le soutient n'ont eux-mêmes également jamais assigné de limites géographiques à leur propagande lorsqu'il s'agissait de questions d'ordre idéologique. Il est dès lors doublement incompréhensible qu'ils puissent se sentir lésés par une mise en garde explicative de l'Eglise.
- 3) Poursuivant de telles conclusions erronées, la note du 12 courant ajoute : « Les adversaires politiques du Reich, et aussi parmi eux ceux qui sont en même temps les adversaires de l'Eglise catholique, ont bien compris cet appel ; ils s'en sont réjouis et en ont reçu un nouvel élan dans leur combat politique contre le Reich ». Le Saint-Siège croit, en revanche, pouvoir souligner que la finalité religieuse de l'encyclique, étrangère à toute aspiration politique, est claire et sans ambiguïté pour quiconque s'efforce de la comprendre sans prévention. C'est précisément ce que de nombreuses voix étrangères ont relevé avec insistance. Les interprétations fausses et tendancieuses de tierces personnes n'y peuvent rien changer. Le Saint-Siège ne peut malheureusement pas empêcher les interprétations abusives à des fins politiques qui sont données à ses déclarations et à ses actes officiels. La presse allemande en fournit le continuel exemple et, bien que placée sous le contrôle et la direction du ministère, elle ne s'en rend pas moins coupable de pénibles déformations. Le Saint-Siège n'a ni l'habitude ni l'intention de se laisser guider dans ses publications magistérielles par d'autres points de vue que la conviction de leur nécessité pastorale. Il n'a dans cette manière d'agir d'autre allié que la vérité. Dans le cas présent, son but était tout autre que de

nuire directement ou indirectement au peuple allemand. Son intention était et reste d'éliminer des dommages et de surmonter les désordres qui se produisent aujourd'hui en Allemagne du fait que les pouvoirs publics et le mouvement qui soutient l'Etat se sont de plus en plus compromis avec des idées, des forces, des orientations et des groupes idéologiques dont le but avoué ou réel est d'asservir l'Eglise et d'anéantir la foi chrétienne. Une situation tragique est née de ce que des personnes investies des pouvoirs publics et les cadres responsables représentant le mouvement politique qui soutient l'Etat n'aient pu se résoudre, à ce jour, à mettre un terme à la fatale symbiose qui les enchaîne et les assujettit spirituellement aux courants antichrétiens qu'on vient de décrire. Il en est résulté qu'après un long temps d'attente l'autorité suprême de l'Eglise se trouvait confrontée à la nécessité inéluctable de procéder à une déclaration rectificative et de mise au point. Si les auteurs de la note du 12 courant avaient bien voulu examiner les commentaires de la presse non allemande, les remarques reconnaissant et appréciant, en plus de la clarté des déclarations sur l'historique du concordat et de l'exposé magistériel du texte, la volonté générale et manifeste de paix et de compréhension de l'encyclique ne leur auraient pas échappé.

- 4) La note de votre Excellence, en date du 12 courant, prétend que l'encyclique « *Mit brennender Sorge* » aurait « en particulier annulé l'effet de l'encyclique pontificale contre le communisme publiée peu avant » et « porté un coup dangereux au front de défense contre le danger universel du bolchevisme qui mérite tant d'efforts, singulièrement pour l'Eglise catholique ». Voilà encore un raisonnement malencontreusement entaché d'erreur. Le Saint-Siège ne méconnaît pas la grande importance que revêt l'édification des fronts de défense politiques intérieurement sains et viables contre le danger du bolchevisme athée. Ses efforts pour vaincre de telles erreurs sont inspirés de motifs pastoraux ; ils font appel à des moyens spirituels et ont leurs propres lois et leurs propres voies. Toutefois, le Saint-Siège sait aussi que, contre les menées publiques ou occultes d'une rébellion faisant appel à un usage illégal de la force, les pouvoirs officiels qui se sont rangés du côté de l'ordre et qui ont coordonné des moyens de pression extérieurs pour lutter contre le danger bolchevique sont investis d'une mission et d'un devoir essentiels. Et tout comme le Saint-Siège démasquait avec une infatigable énergie les dangers non seulement religieux mais culturels et sociaux du système bolchevique en un temps où des hommes, qui en sont aujourd'hui de bruyants adversaires, en étaient alors des meneurs plus ou moins conscients, de même il n'a jusqu'à ces derniers jours négligé aucune occasion d'affermir et de renforcer un front spirituel des fidèles contre le bolchevisme athée. Néanmoins, le Saint Père doit à la dignité et aux devoirs d'impartialité de sa charge pastorale souveraine, en dehors de la condamnation du système démentiel et révolutionnaire du bolchevisme, de ne pas fermer les yeux sur les erreurs qui s'efforcent de s'implanter au sein d'autres tendances politiques et philosophiques et se hisser au niveau du pouvoir. Le fait que de telles erreurs se rencontrent au sein de systèmes politiques dont l'orientation générale apparaît comme antibolchevique ne saurait leur procurer le privilège d'être tolérées ou ignorées par le magistère suprême de l'Eglise. Un pareil passe-droit serait non seulement injustifiable devant la conscience chrétienne, mais il se révélerait finalement funeste, même pour ceux qui, comme dans la note allemande, font preuve de courte vue et se trompent eux-mêmes en réclamant une pareille tolérance de la part de l'Eglise et en se plaisant à interpréter le refus de celle-ci comme un acte antiallemand. Pour assurer un front de défense contre le danger universel du communisme, une bonne cohésion interne et externe ainsi qu'une longévité appropriée aux lourdes charges qui pèsent sur lui, rien ne serait plus funeste que l'erreur consistant à asseoir ce front de défense sur la seule force extérieure sans y inclure la part qui revient aux forces spirituelles. Entre les différentes puissances spirituelles du monde, rien n'est plus erroné que de s'attaquer à la chrétienté et aux valeurs de vérité et de vie qui lui sont propres en restreignant ses possibilités d'action. On empêche ainsi l'Eglise de mettre pleinement en œuvre les forces qui résident en elle et qui sont prêtes à entrer en lice pour le bonheur des nations afin de triompher spirituellement des erreurs et aberrations contenues dans le bolchevisme. C'est précisément dans cette erreur et dans la mauvaise attitude qui en découle que les milieux dirigeants de l'Allemagne actuelle sont tombés de façon inquiétante. Non seulement les possibilités d'action des chrétiens se trouvent de plus en plus entravées, mais en outre il faut compter avec une certaine littérature, une presse privilégiée et de multiples organisations qui mènent sous les yeux de milieux officiels, et avec leur tolérance ou leurs encouragements, un combat organisé contre les chrétiens et l'Eglise. Par sa structure et ses méthodes, son hostilité et sa malveillance, ce combat fait penser aux exemples qui proviennent précisément du camp que l'on prétend combattre. Etant donné que le gouvernement allemand a concentré la presse, l'édition et les associations à un niveau jusque-là inconnu et que, donc, il connaît d'expérience les détails de ce triste tableau mieux que le Saint-Siège, dont les archives documentaires remplissent des volumes, nous pouvons renoncer ici à de plus amples commentaires. Nous ne pouvons cependant omettre, eu égard à la vérité, de remarquer ceci : entre les programmes présentés officiellement par le front antibolchevique et les pratiques ci-dessus décrites, il existe des contradictions aussi éloquentes que pénibles. En portant la main à cette plaie béante et en élevant la voix en raison des dangers menaçant la prospérité du peuple allemand, le chef suprême de l'Eglise catholique avait l'unique intention, conforme à son devoir, non de dénoncer ni d'accuser mais de guérir et de sauver. Considéré sous ce jour, aller prétendre, comme le fait la note, que l'encyclique « *Mit brennender Sorge* » « a porté un coup dangereux au front contre le danger

universel du bolchevisme » constitue une méconnaissance de la réalité et une tromperie vis-à-vis de soi-même dont on ne peut qu'espérer, dans l'intérêt du peuple allemand, qu'elles feront bientôt place à une appréciation juste et dépourvue de passion.

- 5) La note de Votre excellence tient pour « inacceptable que le partenaire ecclésiastique du concordat, au mépris de tous les usages diplomatiques et au beau milieu de négociations encore pendantes sur une série de questions concordataires ardues, s'adresse directement aux sujets catholiques de l'Etat, court-circuitant ainsi les instances compétentes en matière de négociation des différends, et [qu'il] en appelle à eux contre leur propre gouvernement ». Cette déclaration et le reproche qu'elle comporte ne s'expliquent que de la part d'un représentant de l'Etat qui, ou bien ignore le déroulement chronologique des négociations internes entre le Saint-Siège et le gouvernement allemand, ou bien traite avec une étrange négligence la connaissance qu'il en pourrait avoir. Le Saint-Siège se croit à même, aussi bien que toute autre instance, d'apprécier les devoirs de droit et de bienséance qui résultent des usages diplomatiques. Ce lui serait un jeu de démontrer, documents à l'appui, comment au cours des quatre années qui ont suivi le concordat on a tenté, avec un soin infatigable et une patience que plusieurs ont jugée excessive, de mettre à profit toute possibilité vraie d'un juste accord ; cela même quand il était répondu négativement à cette attente rendue plus d'une fois difficile par les méthodes et pratiques de négociation des négociateurs gouvernementaux. Vu le silence qui a répondu à toute une série de requêtes et propositions individuelles et collectives de l'épiscopat, vu la stérilité, imputable à la partie gouvernementale, de nombreuses prises de contact personnelles entre les représentants de l'Eglise et de l'Etat en Allemagne, vu la façon « contraire à tous les usages diplomatiques » et devenue coutumière, sous le Troisième Reich, dans l'expédition des affaires de laisser sans réponse les nombreuses notes du Saint-Siège, fait qui, dès avant cela, avait pris des proportions inconnues dans les rapports avec d'autres puissances et qui, dans les tout derniers temps, avait atteint dans les très importantes affaires scolaires des proportions volontairement discourtoises, vu les appels répétés et infructueux du Saint-Siège à l'article 33 de conciliation figurant au concordat, et dès lors obligatoire, vu les retards visiblement organisés de pourparlers et les renvois arbitraires à des dates indéterminées de discussions concernant les questions concordataires de première importance, tant vis-à-vis du nonce que des représentants de l'épiscopat, il est étrange, et diplomatiquement insoutenable, de commencer par qualifier une encyclique, née dans le cadre de la situation décrite, comme une prise de position contraire au concordat, mue ou, à tout le moins, influencée par des objectifs politiques, puis de tenter vainement de la présenter comme telle à l'opinion publique mondiale. Quand Votre excellence se plaît à parler d'infraction aux usages diplomatiques et de « négociations encore pendantes », elle oublie d'appliquer plus à propos cette remarque au comportement des services gouvernementaux. La question qui se pose à ce sujet est alors la suivante : Y a-t-il respect des « usages diplomatiques » et prise en considération des « négociations encore pendantes » lorsque le partenaire gouvernemental – bien qu'il ait été officiellement informé du désaccord du partenaire ecclésiastique – restreint par des mesures légales et administratives unilatérales le domaine légal de l'Eglise tel qu'il avait été convenu entre les parties ? lorsque, en infraction avec le contrat mais par le procédé commode du fait accompli, il porte atteinte au statut de droit et de fait de l'Eglise catholique ? lorsque, dans les questions cruciales de l'éducation chrétienne et des écoles confessionnelles, il fait litière de la liberté de choix des parents catholiques par des mesures d'intimidation ou pire – aisément prouvables sur documents – et lorsqu'il attend alors de l'Eglise qu'elle reconnaisse comme juridiquement inattaquables en raison du concordat des faits qui ne sont que le résultat trompeur de méthodes illicites et pratiquées de façon inadmissible ? Poser la question c'est y répondre ; c'est aussi montrer que les plaintes formulées contre le Saint-Siège sont dénuées de tout fondement.
- 6) La note allemande du 12 courant prétend voir une « infraction » aux principes les plus élémentaires du concordat dans la manière d'agir du Saint-Siège quant à la rédaction, la publication et la lecture de l'encyclique « *Mit brennender Sorge* ». La note ne craint pas de tirer la singulière conclusion que voici : « Le fait que l'impression et la diffusion de l'encyclique aient été menées dans le plus grand secret démontre que les instances ecclésiastiques responsables de sa rédaction et de sa diffusion étaient fort bien conscientes de l'illégalité du procédé et de la violation de leurs devoirs civiques ». Le Saint-Siège récuse cette hypothèse avec vigueur. Il proteste contre l'accusation d'avoir agi dans l'illégalité. Il ignore tout d'un article du concordat qui prescrirait une procédure d'ordre public pour la rédaction d'une encyclique. Dans la mesure où serait exact l'aspect « secret » de l'impression et de la diffusion repris par la note, les documents en sa possession ne contiennent rien qui fasse état d'une atteinte quelconque aux prescriptions légales en matière de presse. Cette même police gouvernementale, qui tolère et favorise très largement les déclarations hostiles à l'Eglise, s'était depuis longtemps engagée, par sa façon de traiter les lettres pastorales d'évêques allemands, dans une voie qui équivalait à leur dénier les droits garantis par le

concordat. Vu les abus continuels résultant d'une pratique policière chicanière et manifestement partisane, on ne peut que déduire du comportement des vénérables évêques allemands qu'ils se sont seulement préoccupés de prémunir les directives pastorales, explicatives et manifestement bienveillantes, du pape contre le sort que bien des lettres pastorales avaient injustement connu. S'il est vrai que la police secrète n'a pas empêché la lecture de la circulaire pontificale dans les églises, cela est certainement dû aussi au fait que dès le début elle n'a pu relever aucune inexactitude matérielle dans le texte. Le Saint-Siège ne comprend pas la manière dont le gouvernement allemand prétend après coup que « par le ton et le contenu, la circulaire constitue une telle provocation contre la direction de l'Etat, contre l'exercice de la justice et contre la politique scolaire et de presse en Allemagne, que le gouvernement allemand juge incompatible avec sa dignité et sa souveraineté de la discuter en ses détails ». La méthode à laquelle on recourt dans cette observation facilite sans doute largement la réponse du gouvernement ou, plus exactement, lui permet d'éviter de répondre et de réfuter l'encyclique ; toutefois elle prive aussi sa prise de position de toute force probante. Il s'agit là du maintien de la pratique qui, déjà dans le passé, a consisté à esquiver à de multiples reprises un débat sur les faits, contribuant ainsi de manière décisive au durcissement des relations entre l'Eglise et l'Etat. Le Saint-Siège, en revanche, se refuse à supposer que la direction de l'Etat allemand, la Justice allemande, l'Ecole allemande et la Presse allemande puissent trouver un intérêt quelconque à s'identifier avec les aberrations et abus manifestes dont il a été donné des exemples dans l'encyclique. Tant que le gouvernement n'en fait rien, il n'aura aucun motif de considérer comme dirigé contre lui l'examen objectif de ces abus. La forme adoptée dans l'encyclique pour de tels examens et l'effort fait par le Saint-Siège, effort qui n'aura pas échappé à l'autre partie, pour ne pas assimiler les égarements qu'il était obligé de dénoncer avec l'Etat en tant que tel ou avec le mouvement qui le soutient, auraient dû, pour quiconque considère l'encyclique comme un tout indivisible et cherche à juger sans passion les directives positives qu'elle contient ou suggère, être un motif de comprendre, sans prévention et sans susceptibilité, comment il devrait être possible de trouver une issue aux confusions d'un passé récent et à la menace actuelle de durcissement. On servirait mieux par là les intentions de Sa Sainteté le Pape ainsi que la prospérité, la paix et l'avancement du peuple et de l'Etat allemands, plutôt que par des interprétations fausses, empreintes d'irritation et purement négatives qui caractérisent la note du 12 courant et qui, assises sur le vide, ne peuvent mener qu'au vide.

- 7) Là où l'encyclique pontificale appelle l'attention sur les « manœuvres qui, dès le début, ne visaient qu'à une guerre d'extermination », le gouvernement allemand répond par une série de constats ponctuels, qui témoigneraient de son attitude positive à l'égard de l'Eglise. En examinant avec précision le texte de l'encyclique, le gouvernement se rendra compte qu'il s'agissait simplement de constater l'existence de ces manœuvres sans que pour autant la direction de l'Etat en tant que tel soit assimilée à ces manœuvres. Il suffit de connaître la littérature et la rhétorique de certaines personnalités dirigeantes et organes du mouvement national-socialiste et des groupements idéologiques qu'elles patronnent pour faire la regrettable constatation que les précisions données dans l'encyclique sont conformes à la réalité. Il appartient au gouvernement d'éliminer les anomalies relevées, ce que tendent à confirmer les déclarations de hautes personnalités de l'Etat faites à des représentants de l'Eglise. Le gouvernement n'a pas encore jusqu'ici mis lui-même cette possibilité à profit.

Pour prouver son attitude positive à l'égard de l'Eglise, la note appelle « l'attention sur le fait, reconnu par l'Eglise elle-même, que c'est grâce au national-socialisme que l'Eglise catholique d'Allemagne a été sauvée du chaos bolchevique ». Le Saint-Siège ne nie pas que le gouvernement actuel de l'Allemagne a efficacement éliminé le communisme en tant qu'organisation publique. Dans quelle mesure, à l'époque de la prise du pouvoir par le national-socialisme, le communisme représentait en Allemagne un danger immédiat dont il était exclu de pouvoir triompher par d'autres moyens, voilà une question objective que le Saint-Siège en tant que tel n'a pas à trancher. En tout cas il apprécie tout effort honnête vers l'ordre et la paix.

La note du 12 courant appelle l'attention sur la manière dont « le gouvernement allemand est allé, en paroles et en actes, au devant des désirs de l'Eglise catholique pour l'établissement des dispositions matérielles du concordat ». Sous ce rapport, il conviendrait de rappeler que le concordat du Reich conclu avec le présent gouvernement ne comporte aucune disposition financière nouvelle et se contente de laisser en vigueur ce dont les précédents gouvernements avaient convenu. Le gouvernement du Reich n'ignore pas qu'il en va de même pour les prestations extra-concordataires assises sur la base de lois antérieures, pour la perception de l'impôt culturel, pour la création de nouveaux diocèses, etc. Tout comme il ne pourra pas contester les restrictions importantes auxquelles il a été procédé. Il faut en outre souligner que, par une série de mesures légales et administratives, les institutions et associations ecclésiastiques ont subi des dommages dans leurs propriétés et revenus, dont les données statistiques ne sont pas publiées. De plus, qu'il soit permis au Saint-Siège, en ce domaine, sans avoir à craindre de malentendu, de faire observer que pour lui les questions avancées par le gouvernement du Reich ne représentent pas des questions d'intérêt mais des questions de droit, et qu'une appréciation correcte sur la façon dont ces questions sont réglées en Allemagne est impossible si l'on ne se réfère pas aux titres juridiques résultant de la sécularisation et d'autres faits encore. Toute explication dès lors est superflue [pour comprendre] qu'aux yeux de l'Eglise la

liberté dans l'exercice de sa mission salvatrice est primordiale et qu'aucune sorte de considération matérielle ne pourrait lui faire renoncer, de la part d'aucun Etat de quelque forme constitutionnelle qu'il soit dans le détail, à revendiquer cette liberté, non comme une aumône qu'elle mendierait, mais – et cela dans l'intérêt même de l'Etat et du peuple – comme son droit divin.

- 8) Quand la note du 12 avril de cette année croit devoir rappeler au Saint-Siège que « l'Etat autoritaire allemand, dans tous les domaines de la vie publique, de la direction de l'Etat, de la justice, de la politique scolaire et de presse, a définitivement rompu avec les conceptions et méthodes de la démocratie libérale et parlementaire », elle se méprend de manière extraordinaire sur les intentions de l'encyclique pontificale. Ce n'est pas là que gît la source des véritables ou éventuels conflits entre l'Eglise catholique et l'Etat allemand. Le Saint-Siège, qui entretient des relations amicales, correctes ou au moins tolérables avec des Etats de forme et d'orientations constitutionnelles diverses, ne se mêlera jamais de la question de savoir quelle forme de gouvernement tel peuple désire considérer comme plus adéquate à sa nature et à ses besoins. Il est également resté fidèle à ce principe à l'égard de l'Allemagne et a l'intention de le rester. L'encyclique pontificale a seulement posé en principe que tout statut juridique d'un Etat est soumis à la loi de Dieu. Tant que ce principe sera reconnu et mis en pratique par le gouvernement allemand, les conflits de conscience entre les devoirs du chrétien et ses devoirs de fidélité de citoyen resteront exclus. Toutefois, un gouvernement qui prétendrait se soustraire à cette exigence fondamentale de tout ordre moral juridique et social provoquerait, consciemment ou inconsciemment, des tensions et des oppositions rendant impossible le développement de l'esprit social auquel il aspire et que l'Eglise s'efforce également de promouvoir par tout moyen licite.

En résumé, le Saint-Siège constate ce fait central : la note du 12 courant n'a réfuté objectivement aucun des faits contenus dans l'encyclique « *Mit brennender Sorge* ». Par des déformations politiciennes, tant du contenu de la circulaire que des intentions de Sa Sainteté le Pape, elle a cherché à dissimuler les infractions passées et présentes au concordat, en prétendant que ladite encyclique constitue une infraction au concordat. Il est difficile d'imaginer une plus étonnante inversion de tous les principes de base du droit contractuel que celle qui se trouve tentée ici dans un document diplomatique. Après avoir demandé inutilement pendant quatre longues années une application correcte des stipulations du concordat ; après avoir indiqué à plusieurs reprises et confidentiellement que, si la tactique pratiquée par le gouvernement se poursuivait, le Saint-Siège se verrait obligé de prendre position officiellement ; après de nombreuses tentatives pour trouver, en ce qui concerne les associations catholiques, une solution acceptable pour les deux parties, au lieu de la détérioration du concordat recherchée en juin 1934 par le gouvernement ; après des tentatives répétées pour soulager le durcissement de la situation par des prises de contact des représentants de l'épiscopat avec de hautes personnalités de l'Etat ; après avoir vainement tenté, à de multiples reprises, d'en appeler à l'instance d'accord prévue à l'article 33 pour répondre aux mesures gouvernementales unilatérales qui se succédaient précipitamment dans les domaines scolaire et autres, Sa Sainteté le Pape a élevé sa voix de pasteur suprême, tel que le devoir de sa charge l'y obligeait et que son droit concordataire l'y autorisait. C'est de lui que je tiens la haute mission et le devoir de réfuter aussi bien l'injuste interprétation de son encyclique communiquée dans la note du 12 courant que la forme donnée à cette interprétation. En conclusion, il importe de souligner que, en dehors de l'aspect objectif des faits, l'erreur d'appréciation qui est à la base de l'injuste manière dont le gouvernement voit les choses consiste à placer sous un jour politique le conflit en cours dont les causes seraient à rechercher dans des courants et aspirations politiques au sein de l'Eglise d'Allemagne. Plus vite et plus résolument le gouvernement allemand pourra se décider à éliminer de la discussion politique et des pourparlers avec le Saint-Siège ces éléments de polémique journalistique, plus tôt pourra se développer, comme il est dit dans la note du 12 courant, l'atmosphère dans laquelle « les deux parties prenantes, Etat et Eglise » pourront « œuvrer pour le bien de la population civile et religieuse allemande ». La condition première et essentielle pour atteindre, dans l'intérêt des deux parties, ce but digne d'efforts est que la direction de l'Etat et du mouvement qui le soutient se dégagent de l'étroitesse et de la pénétration croissantes des courants philosophiques et antichrétiens qui vivent du combat contre l'Eglise et veulent tirer de ce combat une règle et une condition de vie pour un Etat allemand modelé sur leur empreinte et conforme à leur état d'esprit. Ce n'est pas la première fois que l'on présente au gouvernement ce diagnostic de l'état du conflit. On ne fait que le répéter, avec la suppliante insistance que commandent les expériences vécues. C'est à l'Etat allemand et à sa direction qu'il appartient dès maintenant de prendre les mesures que l'on a esquissées jusqu'ici. En ce sens, c'est au gouvernement et non au Saint-Siège de décider de la forme que prendront à l'avenir les relations entre l'Eglise et l'Etat.

En vous exprimant ma considération distinguée, j'ai l'honneur, Excellence, de vous rester très respectueusement,

(s.) E. Card. Pacelli

Annexe IV

Allocution au Sacré-Collège du 2 juin 1945

[Introduction]

En Europe, la guerre est finie : mais quels stigmates elle y a imprimés ! Le divin Maître avait dit : « Tous ceux qui mettront injustement la main à l'épée périront par l'épée » [cf. Matth., XXVI, 52]. Or, que voyez-vous ?

Vous voyez ce que laisse derrière soi une conception et une action de l'Etat qui ne tiennent aucun compte des sentiments les plus sacrés de l'humanité, qui foulent aux pieds les principes inviolables de la foi chrétienne. Le monde entier contemple aujourd'hui, stupéfait, l'écroulement qui en est la conséquence.

Cet écroulement, Nous l'avons vu venir de loin, et bien peu, croyons-Nous, ont suivi avec une plus grande tension d'esprit l'évolution et le rythme précipité de cette chute inévitable. Plus de douze années, qui comptent parmi les meilleures de Notre âge mûr, Nous avons vécu, par devoir de la charge qui Nous était confiée, au milieu du peuple allemand. Durant cette période, avec la liberté que permettaient les conditions politiques et sociales d'alors, Nous Nous sommes employé à consolider la situation de l'Eglise catholique en Allemagne. Nous eûmes ainsi l'occasion de connaître les grandes qualités de ce peuple et Nous Nous trouvâmes en relations personnelles avec ses meilleurs représentants. C'est pourquoi Nous avons confiance qu'il pourra s'élever une fois encore à une nouvelle dignité et à une nouvelle vie, quand il aura repoussé de lui le spectre satanique exhibé par le national-socialisme, et quand les coupables (comme Nous avons déjà eu l'occasion de l'exposer dans d'autres occasions) auront expié les crimes qu'ils ont commis.

Tant qu'il restait une lueur d'espoir que ce mouvement pût prendre une tournure différente et moins pernicieuse, soit par la résipiscence de ses membres plus modérés, soit par une opposition efficace de la partie non consentante du peuple allemand, l'Eglise a fait tout ce qui était en son pouvoir pour opposer une digue puissante à l'envahissement de ces doctrines aussi délétères que violentes.

Au printemps de 1933, le gouvernement allemand pressa le Saint-Siège de conclure un concordat avec le Reich, pensée qui rencontra aussi l'assentiment de l'épiscopat et de la plus grande partie tout au moins des catholiques allemands. En effet, ni les concordats déjà conclus avec quelques Etats particuliers de l'Allemagne (Länder), ni la constitution de Weimar ne semblaient assurer et garantir suffisamment le respect de leurs convictions, de leur foi, de leurs droits et de leur liberté d'action. Dans de telles conditions, ces garanties ne pouvaient être obtenues qu'au moyen d'un accord, dans la forme solennelle d'un concordat avec le gouvernement central du Reich. Il faut ajouter que, après la proposition faite par celui-ci, la responsabilité de toutes les conséquences douloureuses serait retombée, en cas de refus, sur le Saint-Siège.

Ce n'est pas que, de son côté, l'Eglise se laissât leurrer par d'excessives espérances ou que, en concluant le concordat, elle entendît approuver, de quelque manière que ce soit, la doctrine et les tendances du national-socialisme, comme déclaration et explication en furent alors expressément données. Toutefois, il faut reconnaître que le concordat, dans les années suivantes, procura quelques avantages ou du moins empêcha des maux plus grands. En effet, malgré toutes les violations dont il fut l'objet, il laissait aux catholiques une base juridique de défense, un camp où se retrancher pour continuer à affronter, tant qu'il leur serait possible, le flux toujours croissant de la persécution religieuse.

En fait, la lutte religieuse allait toujours s'aggravant : c'était la destruction des organisations catholiques ; c'était la suppression progressive des écoles catholiques, publiques et privées, si florissantes ; c'était la séparation forcée de la jeunesse d'avec la famille et l'Eglise ; c'était l'oppression exercée sur la conscience des citoyens, particulièrement des employés de l'Etat ; c'était le dénigrement systématique, au moyen d'une propagande habilement et rigoureusement organisée, de l'Eglise, de son clergé, de ses fidèles, de ses institutions, de sa doctrine, de son histoire ; c'était la fermeture, la dissolution, la confiscation des maisons religieuses et des autres instituts ecclésiastiques ; c'était l'anéantissement de la presse et de l'édition de livres catholiques.

Pendant ce temps, le Saint-Siège, sans hésiter, multipliait auprès des gouvernants allemands ses démarches et ses protestations, les rappelant avec énergie et clarté au respect et à l'accomplissement des devoirs dérivant du droit naturel lui-même et confirmés par le pacte concordataire ; dans ces années critiques, Notre grand prédécesseur Pie XI, joignant à la vigilance attentive du pasteur la patiente longanimité du père, remplit avec une force intrépide sa mission de pontife suprême.

C'est alors, pourtant, qu'après avoir tenté en vain toutes les voies de la persuasion il se vit de toute évidence en face de violations délibérées d'un pacte officiel et d'une persécution religieuse, dissimulée ou manifeste, mais toujours durement poursuivie. Et le dimanche de la Passion 1937, dans son encyclique *Mit brennender Sorge*, il dévoila au regard du monde ce que le national-socialisme était en réalité : l'apostasie orgueilleuse de Jésus-Christ, la négation de sa doctrine et de son œuvre rédemptrice, le culte de la force, l'idolâtrie de la race et du sang, l'oppression de la liberté et de la dignité humaine.

Comme un coup de trompette qui donne l'alarme, le document pontifical, vigoureux – trop vigoureux, comme le pensaient plus d'un – fit sursauter les esprits et les cœurs.

Beaucoup – même hors des frontières d'Allemagne – qui jusqu'alors avaient fermé les yeux sur l'incompatibilité de la conception nationale-socialiste et de la doctrine chrétienne, durent reconnaître et confesser leur erreur.

Beaucoup, mais non pas tous ! D'autres, dans les rangs mêmes des fidèles, étaient dès lors trop aveuglés par leurs préjugés ou séduits par l'espoir d'avantages politiques. L'évidence des faits signalés par Notre prédécesseur ne réussit pas à les convaincre, encore moins à les décider à changer de conduite. Est-ce une simple coïncidence ? Certaines régions, qui furent ensuite plus durement frappées par le système national-socialiste, furent précisément celles où l'encyclique *Mit brennender Sorge* avait été le moins ou même n'avait été aucunement écoutée.

Aurait-il été possible alors, par des mesures politiques opportunes et adaptées, de freiner une fois pour toutes le déchaînement de la violence brutale et de mettre le peuple allemand en état de se dégager des tentacules qui l'étréignaient ? Aurait-il été possible d'épargner de cette manière à l'Europe et au monde l'invasion de cette immense marée de sang ? Personne n'oserait se prononcer là-dessus avec certitude. En tout cas, pourtant, personne ne pourrait-il reprocher à l'Eglise de n'avoir pas dénoncé et indiqué à temps le vrai caractère du mouvement national-socialiste et le danger auquel il exposait la civilisation chrétienne.

« Quiconque élève la race, ou le peuple, ou l'Etat, ou une de ses formes déterminées, les dépositaires du pouvoir ou d'autres éléments fondamentaux de la société humaine... à la règle suprême de tout, même des valeurs religieuses, et les divinise par un culte idolâtrique, celui-là pervertit et fausse l'ordre des choses créé et voulu par Dieu » [Pie XI, Encyclique *Mit brennender Sorge*].

Cette phrase de l'encyclique résume bien l'opposition radicale entre l'Etat national-socialiste et l'Eglise catholique. Au point où en étaient venues les choses, l'Eglise ne pouvait plus, sans manquer à sa mission, renoncer à prendre position devant le monde entier. Par cet acte, pourtant, elle devenait une fois encore un « signe de contradiction » (Luc, II, 34) devant lequel les esprits s'affrontèrent et prirent position en deux groupes opposés.

Les catholiques allemands, on peut le dire, furent d'accord pour reconnaître que l'encyclique *Mit brennender Sorge* avait apporté lumière, direction, consolation, réconfort à tous ceux qui prenaient au sérieux et pratiquaient en conséquence la religion du Christ.

La réaction, pourtant, ne pouvait pas faire défaut de la part de ceux qui avaient été frappés ; et de fait l'année 1937 fut précisément pour l'Eglise catholique en Allemagne une année d'indicibles amertumes et de tempêtes terribles.

Ni les grands événements politiques qui marquèrent les deux années suivantes, ni la guerre ensuite n'atténuèrent aucunement l'hostilité du national-socialisme contre l'Eglise, et cette hostilité se manifesta jusqu'à ces derniers mois, quand ses adhérents se flattaient encore de pouvoir, la victoire militaire une fois remportée, en finir pour toujours avec l'Eglise. Des témoignages autorisés et incontestables Nous tenaient informé de ces desseins ; ceux-ci du reste se dévoilaient d'eux-mêmes par les mesures réitérées et toujours plus hostiles prises contre l'Eglise catholique en Autriche, en Alsace-Lorraine et surtout dans les régions de la Pologne qui, déjà pendant la guerre, avaient été incorporées à l'ancien Reich ; tout y fut frappé, anéanti, tout, c'est-à-dire tout ce qui pouvait être atteint par la violence extérieure.

Continuant l'œuvre de Notre prédécesseur, Nous n'avons pas cessé Nous-même durant la guerre, spécialement dans Nos messages, d'opposer les exigences et les règles indéfectibles de l'humanité et de la foi chrétienne aux applications dévastatrices et inexorables de la doctrine nationale-socialiste, qui en arrivaient à employer les méthodes scientifiques les plus raffinées pour torturer ou supprimer des personnes souvent innocentes. C'était là pour Nous le moyen le plus opportun et, pourrions-Nous dire, le seul efficace de proclamer devant le monde les principes immuables de la loi morale et d'affermir, parmi tant d'erreurs et de violences, les esprits et les cœurs des catholiques allemands dans l'idéal supérieur de la vérité et de la justice. Cette sollicitude ne resta pas sans effet. Nous savons en effet que Nos messages, surtout celui de Noël 1942, malgré toutes les défenses et tous les obstacles, furent l'objet d'étude dans les conférences diocésaines du clergé en Allemagne et ensuite exposés et expliqués au peuple catholique.

Mais si les dirigeants de l'Allemagne avaient résolu de détruire aussi l'Eglise catholique dans l'ancien Reich, la Providence en avait disposé autrement. Les tribulations de l'Eglise de la part du national-socialisme se sont terminées avec la fin soudaine et tragique du persécuteur.

Des prisons, des camps de concentration, des bagnes, à côté des détenus politiques, affluent aussi maintenant les phalanges de ceux, tant clercs que laïcs, dont l'unique crime a été la fidélité au Christ et à la foi de leurs pères ou l'accomplissement courageux des devoirs sacerdotaux. Pour eux tous, Nous avons ardemment prié et

Nous Nous sommes appliqué par tous les moyens, chaque fois que ce fut possible, à leur faire parvenir Nos paroles de réconfort et les bénédictions de Notre cœur paternel.

En effet, plus se lèvent les voiles qui cachaient jusqu'à maintenant la douloureuse passion de l'Eglise sous le régime national-socialiste, plus apparaissent la fermeté inébranlable, souvent jusqu'à la mort, d'innombrables catholiques et la part glorieuse que le clergé a eue dans ce noble combat. Bien que Nous ne possédions pas encore des statistiques complètes, Nous ne pouvons pas pourtant Nous abstenir de mentionner ici, à titre d'exemple, quelques-unes au moins des nombreuses nouvelles qui Nous parviennent de prêtres et de laïcs internés au camp de Dachau, qui furent « dignes d'endurer des affronts pour le nom de Jésus » (Act. V, 41).

En première place, pour le nombre et pour la dureté des traitements subis, se trouvent les prêtres polonais. Entre 1940 et 1945, 2 800 ecclésiastiques et religieux furent emprisonnés dans ce camp, parmi lesquels l'évêque auxiliaire de Plock, qui y mourut du typhus. En avril dernier il en restait seulement 816 ; tous les autres étaient morts, à l'exception de deux ou trois transférés dans un autre camp. Durant l'été 1942, on y signala rassemblés 480 ministres du culte, de langue allemande, dont 45 protestants et tous les autres prêtres catholiques. Malgré l'afflux continu de nouveaux internés, spécialement de quelques diocèses de Bavière, de la Rhénanie et de la Westphalie, leur nombre, en raison de la forte mortalité, ne dépassait pas au début de cette année 350. Et on ne peut passer sous silence ceux qui appartenaient aux territoires occupés : Hollande, Belgique, France, Luxembourg, Slovaquie, Italie. Beaucoup de ces prêtres et de ces laïcs ont eu à supporter d'indicibles tourments à cause de leur foi et de leur vocation. En une occasion, la haine des impies contre l'Eglise en arriva à tel point de parodier sur un prêtre interné, avec des fils barbelés, la flagellation et le couronnement du Rédempteur.

Les victimes généreuses, qui durant douze ans, depuis 1933, en Allemagne, ont fait au Christ et à son Eglise le sacrifice de leurs biens, de leur liberté, de leur vie, élèvent vers Dieu leurs mains en une oblation expiatoire. Que le juste Juge puisse l'agréer en raison de tant de crimes commis contre l'humanité, non moins qu'au détriment du présent et de l'avenir de leur propre peuple, spécialement de l'infortunée jeunesse, et abaisser finalement le bras de son ange exterminateur !

Avec une insistance toujours croissante, le national-socialisme a voulu dénoncer l'Eglise comme ennemie du peuple allemand. L'injustice manifeste de l'accusation aurait frappé au plus vif les sentiments des catholiques allemands et les Nôtres si elle était sortie d'autres lèvres ; mais sur celles de tels accusateurs, loin d'être une charge, elle est le témoignage le plus éclatant et le plus honorable de l'opposition ferme et constante soutenue par l'Eglise contre des doctrines et des méthodes si délétères pour le bien de la vraie civilisation et du peuple allemand lui-même. A celui-ci Nous souhaitons que, délivré de l'erreur qui l'a précipité dans l'abîme, il puisse retrouver son salut aux sources pures de la vraie paix et du vrai bonheur, aux sources de la vérité, de l'humilité, de la charité, qui ont jailli avec l'Eglise du cœur du Christ.

Dure leçon que celle de ces dernières années ! Qu'au moins elle soit comprise et qu'elle profite aux autres nations ! « Instruisez-vous, vous qui jugez la terre » (Ps., XI, 10) ! C'est le vœu le plus ardent de quiconque aime sincèrement l'humanité. Victime d'une exploitation impie, d'un cynisme mépris de la vie et des droits de l'homme, elle n'a qu'un seul désir, elle n'aspire qu'à une seule chose : mener une vie tranquille et pacifique dans la dignité et dans un labeur honnête.

C'est pourquoi elle désire ardemment qu'on mette un terme à l'effronterie avec laquelle la famille et le foyer domestique, durant les années de guerre, ont été maltraités et profanés ; effronterie qui crie vers le ciel, qui s'est transformée en un des plus graves dangers non seulement pour la religion et la morale, mais aussi pour toute vie bien ordonnée de la communauté humaine ; faute qui, surtout, a créé les multitudes de déracinés, de déçus, de désolés sans espoir, lesquels vont grossir les masses de la révolution et du désordre à la solde d'une tyrannie non moins despotique que celle qu'on a voulu abattre.

[Conditions d'une vraie paix internationale]

Note de l'auteur :

Traduction tirée de la collection Les Enseignements pontificaux, présentation par les moines de Solesmes, volume La Paix intérieure des nations [Desclée, Tournai 1957], p. 458 à 466.

Table des matières

CHAPITRE I	
Une encyclique et un discours	5
CHAPITRE II	
Débat non-contradictoire	23
CHAPITRE III	
L'autre mâchoire de la tenaille communiste	31
CHAPITRE IV	
La préférence communiste.....	43
CHAPITRE V	
Le discours au Sacré-Collège du 2 juin 1945	51
CHAPITRE VI	
Bilan d'un règne impartial: rigueurs et aménités	59
CHAPITRE VII	
Un nouveau style.....	71
CHAPITRE VIII	
Une usine à mensonges	75
CHAPITRE IX	

Une calomnie insistante.....	81
CHAPITRE X	
De bons fruits sur un arbre mauvais?.....	95
CHAPITRE XI	
Conclusion. On nous avait promis la paix et la libération.....	99
ANNEXE I	
Encyclique <i>Mit brennender Sorge</i>	103
ANNEXE II	
Note du Reich du 12 avril 1937	113
ANNEXE III	
Réponse de Mgr Pacelli du 30 avril 1937.....	115
ANNEXE IV	
Allocution au Sacré-Collège du 2 juin 1945.....	121

La publication d'une encyclique en langue allemande – et non en latin – est une opération singulière, et même unique. Elle eut lieu en mars 1937, peu avant la fin du pontificat de Pie XI, pour *Mit brennender Sorge*. Cette étrangeté aurait pu être expliquée. Ce ne fut pas le cas. Le catholique doit s'en remettre à des exégètes plus ou moins compétents.

Dans la pratique, *Mit brennender Sorge* passe depuis lors pour une condamnation intrinsèque du national-socialisme, ce que cette circulaire n'est pas. Pour le savoir, il convient de lire le document, mais très peu le font. Moins nombreux encore sont ceux qui l'étudient à la lumière de la note justificative du Cardinal Secrétaire d'Etat, Mgr Pacelli (le futur Pie XII), adressée à l'ambassadeur d'Allemagne. Si bien que le public ne se sert plus que de l'intitulé *Mit brennender Sorge* pour fulminer n'importe quel anathème.

Lorsque l'encyclique paraît, la guerre en Espagne est en cours depuis plusieurs mois, avec l'aide militaire de la Légion Condor et des troupes terrestres accordées par l'Allemagne. A Berlin l'on se sent fort peu remercié par le Vatican de l'aide ainsi apportée au général Franco pour endiguer

l'avancée du communisme en Europe...

Prenant appui sur des documents officiels ou fortement autorisés, l'auteur du présent ouvrage éclaire le lecteur sur la véritable signification de cette encyclique.

Il invite à la révision des idées reçues et concourt à la recherche historique des relations entre le Saint-Siège et le III^e Reich.